



L'action de la France pour son attractivité



Christine LAGARDE

Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

Bruno LE MAIRE

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,
de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire



Conseil stratégique de l'attractivité (CSA) du lundi 28 mars 2011

■ Sommaire	1
■ Les entreprises du Conseil stratégique de l'attractivité du 28 mars 2011	2
■ L'essentiel à retenir du Conseil stratégique de l'attractivité 2011	3
■ Facteurs d'attractivité de la France	4
■ Une croissance soutenue des investissements étrangers créateurs d'emploi en 2010	5

Les actions structurelles de la France pour doper sa compétitivité

Innovation

■ L'innovation en France, une dynamique au cœur de l'attractivité	6
■ Le Crédit Impôt Recherche : un facteur-clé pour localiser les centres de R&D en France	7
■ Les investissements d'avenir : augmenter le potentiel de croissance de la France	8
■ Les pôles de compétitivité, catalyseurs d'innovation et de compétitivité	9
■ Le brevet de l'Union européenne : un instrument de compétitivité pour l'innovation	10

Autres réformes structurelles

■ La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 : plus de croissance, plus d'entreprises et plus de concurrence	11
■ Suppression de la taxe professionnelle : fin d'une taxe anti-compétitive sur les investissements productifs	12
■ Le Fonds stratégique d'investissement : un fonds souverain qui accompagne les investisseurs, notamment étrangers	13
■ Modernisation du marché du travail en France	14

La poursuite des réformes pour simplifier et améliorer la vie des entreprises

■ Le Grand Paris	15
■ Améliorer la qualité de l'accueil en France	16
■ Les nouvelles mesures en faveur de l'attractivité	17
■ Zoom sur les 3 principales nouvelles mesures pour simplifier la vie des entreprises étrangères	18

Présentation du CSA et de l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII)

■ Présentation du Conseil stratégique de l'attractivité et historique des mesures en faveur de l'investissement étranger	19
■ L'Agence française pour les investissements internationaux	20

Annexes

■ Fiches entreprises participantes au CSA du 28 mars 2011 et biographies des CEO	
■ Dossier de presse détaillé de l'AFII sur le bilan 2010 des investissements étrangers créateurs d'emploi en France	
■ Brochure « France welcomes » de l'AFII	



Strategic Attractiveness Council (SAC)

Monday, 28 March 2011

■ Table of contents	1
■ Strategic Attractiveness Council list of Attendees 28 March 2011	2
■ Key points 2011 Strategic Attractiveness Council	3
■ France's attractiveness to investment	4
■ Sustained growth in job-creating foreign investment projects in 2010	5

Structural actions by France to ramp up its competitiveness

Innovation

■ Innovation: the key to France's success as a business destination	6
■ The Research Tax Credit: a key factor in the location of R&D centres in France	7
■ Investment for the Future: build France's growth potential	8
■ Competitive clusters as catalysts for innovation and competitiveness	9
■ The European Union patent: for competitiveness in innovation	10

Other structural reforms

■ The Economic Modernisation Act of 4 August 2008: more growth, more businesses, more competition	11
■ Local business tax scrapped: the end of an anticompetitive tax on productive investment	12
■ The Strategic Investment Fund: a sovereign fund working with investors, especially foreign investors	13
■ Flexible work in France	14

Reforms to simplify and improve the business environment

■ Greater Paris	15
■ A better welcome in France	16
■ New measures to make France a more attractive place to do business	17
■ A closer look at the three main streamlining measures for foreign firms	18

Presentation of the SAC and the Invest in France Agency

■ Presentation of the Strategic Attractiveness Council and measures to promote foreign investment	19
■ The Invest in France Agency	20

Annexes

■ Factsheets on companies attending the SAC meeting of 28 March 2011 and company head biographies	
■ Detailed Invest in France Agency press kit on the 2010 report on job-creating foreign investment in France	
■ The Invest in France Agency's brochure France Welcomes Talent and Investment	

Conseil stratégique de l'attractivité (CSA)

28 mars 2011

Format et contenu détaillés

I - Séquence séminaire Ministres – Hôtel de Marigny ; langue : anglais

Participants : C. Lagarde, B. Le Maire, D. Appia (AFII), les CEO ; ~ 28 personnes autour de la table ; (+ 2nd rang : sherpas des CEO et conseillers ministres).

9h30 à 9h50	Arrivée des participants qui sont accueillis par le protocole et conduits jusqu'au lieu de la réunion.
9h55	Arrivée des membres du Gouvernement qui sont salués par le protocole et conduits jusqu'au lieu de la réunion. Les Ministres saluent les participants.
10h	Ouverture du Conseil par les Ministres, Mme Christine Lagarde et M. Bruno Le Maire : remerciements aux dirigeants d'entreprises pour leur présence, historique du CSA, importance de l'attractivité. Début de la réunion du Conseil stratégique de l'attractivité. Mot d'accueil du Président de l'AFII : diffusion du film de l'AFII (« Open »). Mme Lagarde rappelle les réformes structurelles mises en œuvre à cette fin (notamment CIR, suppression de la TP, et LME).
10h15	Mme Lagarde introduit la première partie de la séquence : « la politique française d'attractivité et les grands chantiers structurants » (Grand Paris, investissements d'avenir, l'accueil en France...) Intervention d'un prescripteur (BAIN)- 3 minutes. 3 prises de paroles de CEO (GE, NOVO NORDISK, RANDSTAD) - 3X3minutes Echanges avec les autres participants (environ 10 minutes).
10h40	M. Le Maire introduit la seconde partie de la séquence : « les territoires d'excellence » (notamment pôles de compétitivité et métropoles). Intervention d'un prescripteur (BCG) – 3 min. 3 prises de parole de CEO (SMART TECHNOLOGIES, PlaNET BIOGAS, ABERTIS) - 3X3min Echanges avec les autres participants (environ 10 minutes).
11h05	Conclusions des échanges par les Ministres.
11h10	Transfert des participants vers le Palais de l'Elysée.

II - Table ronde présidée par le Président de la République - Palais de l'Elysée ; langues français – anglais

Participants : PR (préside), C. Lagarde, B. Le Maire, D. Appia (AFII), les CEO ; ~ 29 personnes autour de la table ; (+ 2nd rang : sherpas des CEO et conseillers) ; présence de photographes à l'entrée du Conseil (à confirmer)

11h25	M. Le Président de la République salue les Ministres et se rend en leur compagnie au lieu de la table ronde
	M. le Président de la République salue les personnalités invitées
11h30	Introduction et propos liminaire du Président de la République sur les Facteurs d'attractivité Facteurs d'attractivité 1 prise de parole de prescripteur (Mc KINSEY) - 3 minutes 1 prise de parole d'un fonds d'investissement (BLACKSTONE) - 2 minutes 1 prise de parole de CEO (SOLVAY) - 3 minutes Echanges et témoignages d'autres participants - 7 minutes
11h55	Innovation 2 prises de parole de CEO (BLUESTAR, NOVAMONT) - 2X3 minutes, Echanges et témoignages d'autres participants - 7 minutes Réaction du Président de la République
12h10	Chantiers d'avenir 2 prises de parole de CEO (IKEA, BERTELSMANN)- 2X3 minutes, Echanges et témoignages d'autres participants - 7 minutes Réaction du Président de la République
12h25	Conclusion par le Président de la République
12h45	Fin du CSA et transfert vers l'Hôtel Marigny

III - Point presse - Hôtel de Marigny ; langue : français (anglais au besoin)

12h55	Point presse des Ministres
	Présentation des travaux du CSA
	Annnonce du bilan des investissements internationaux 2010
13h35	Fin du point presse A l'issue du point presse, points informels entre des journalistes (notamment la presse étrangère) et certains CEO participants au CSA.
13h40	Cocktail/Bufferet <i>Participants au CSA et invités au point presse.</i>
14h45	Fin

Strategic Attractiveness Council (SAC)

March 28, 2011

Agenda

I – Ministerial seminar – Hôtel de Marigny; language: English

Participants: C. Lagarde (Chair), B. Le Maire (co-Chair), D. Appia (Invest in France Agency), invited CEOs; circa 28 people around the table; (+ second row: the CEOs' representatives in France and ministerial advisors).

9.30am - 9.50am	Arrival of participants, who shall be welcomed as per protocol and led to the meeting venue.
9.55am	Arrival of members of the French Government, who shall be welcomed as per protocol and led to the meeting venue. The Ministers will then greet the participants.
10.00am	Strategic Attractiveness Council meeting begins. Council opened by the Ministers, Ms. Christine Lagarde and Mr. Bruno Le Maire : Thanks to be extended to company executives for their attendance; historical overview of the SAC; the importance of France's attractiveness to investors. Opening remarks from the Chairman and CEO of the IFA followed by broadcast of IFA film ("Open"). Ms. Lagarde to recall the structural reforms implemented to this end (including Research Tax Credit, abolition of the local business tax on productive investments, Economic Modernization Act).
10.15am	Ms. Lagarde to introduce the first part of the seminar: "France's policies to attract investment and major overarching initiatives" ('Greater Paris' project, 'National Investment Program', expatriate-friendly reforms, etc.) Remarks from a consulting group CEO (BAIN) – 3 mins. and from three CEOs (GE, NOVO NORDISK, RANDSTAD) – 3 x 3 mins. Floor to be opened to other participants (circa 10 mins.)
10.40am	Mr. Le Maire to introduce the second part of the seminar: "Regions of Excellence" (including France's innovation clusters and regional cities). Remarks from a consulting group CEO (BCG) – 3 mins. and from three CEOs (SMART TECHNOLOGIES, PLANET BIOGAS, ABERTIS) – 3 x 3 mins. Floor to be opened to other participants (circa 10 mins.)
11.05am	Concluding remarks by the Ministers .
11.10am	Transfer of participants to the Elysée Palace.

II – Round Table to be chaired by the President of France, Mr. Nicolas Sarkozy – Elysée Palace; languages: French - English

Participants: President of France (Chair), C. Lagarde, B. Le Maire, D. Appia (IFA), invited CEOs; circa 29 people around the table; (+ second row: the CEOs' representatives in France and ministerial advisors; photographers to be present at the entrance to the Council (TBC).

11.25am	President of France to welcome the Ministers and to join them at the Round Table. President of France to greet all those assembled.
11.30am	President of France to open the debate on the factors behind France's attractiveness. Remarks from a consulting group CEO (McKINSEY) – 3 mins. remarks from one investment fund (Blackstone) and from one CEO (SOLVAY) – 3 mins. Floor to be opened to other participants (7 mins.)
11.55am	Theme: innovation. Remarks from two CEOs (BLUESTAR, NOVAMONT) – 2 x 3 mins. Floor to be opened to other participants (7 mins.) Conclusion of the theme by the President of France
12.10pm	Theme: "France's attractiveness: looking ahead to 2020". Remarks from two CEOs (IKEA, BERTELSMANN) – 2 x 3 mins. Floor to be opened to other participants (7 mins.) Conclusion of the theme by the President of France
12.25pm	Conclusion by the President of France.
12.45pm	End of SAC and transfer to the Hôtel de Marigny.

III - Press conference - Hôtel de Marigny; language: French (English if required)

12.55pm	Press conference with Ms. Lagarde and Mr. Le Maire Presentation of the conclusions of the SAC. Release of the Report on job-creating foreign investment in France.
1.35pm	End of press conference. At end of the press conference, informal press briefings with journalists (notably the foreign press) and certain CEO participants in the SAC.
1.40pm	Buffet / Cocktail reception <i>SAC participants and press conference guests.</i>
2.45pm	End

Les entreprises du Conseil stratégique de l'attractivité du 28 mars 2011



ABERTIS (Espagne)	M. Francisco Reynés Massanet	Président directeur général	Infrastructures
AKEBONO BRAKE INDUSTRY (Japon)	M. Yoshimasa Ogino	Vice président exécutif	Équipements automobiles
ALGENTECH (Royaume-Uni)	Mme Isabelle Malcuit	Directrice générale	Biotechnologies
ANAQUA (Etats-Unis)	Mme Priya Iyer	Présidente directrice générale	Logiciels et prestations en propriété industrielle
BAIN & COMPANY (Etats-Unis)	Mme Orit Gadiesh	Présidente	Conseil aux entreprises
BOSTON CONSULTING GROUP (États-Unis)	M. Hans-Paul Buerkner	Président directeur général	Conseil aux entreprises
BERTELSMANN (Allemagne)	M. Hartmut Ostrowski	Président directeur général	Médias et services
BLACKSTONE (Etats-Unis)	M. Stephen A. Schwarzman	Président directeur général	Fonds d'investissement
CHINA NATIONAL BLUESTAR (Chine)	M. Robert Lu	Président directeur général	Chimie
EMBRAER (Brésil)	M. Luiz Fuchs	Président Europe	Aéronautique
GENERAL ELECTRIC (Etats-Unis)	M. Fernandino Beccalli-Falco	Président directeur général EA	Hautes technologies et services financiers
IKEA (Suède)	M. Mikael Ohlsson	Président directeur général	Ameublement
ISRAEL CORP (Israël)	M. Idan Ofer	Président	Energie, transport, chimie semi-conducteur
McKINSEY (Etats-Unis)	M. Dominic Barton	Directeur général	Conseil aux entreprises
NOVAMONT (Italie)	Mme Catia Bastioli	Présidente directrice générale	Chimie végétale et bioplastiques
NOVO NORDISK (Danemark)	M. Lars Rebien Sørensen	Président directeur général	Industrie pharmaceutique
OTIS ELEVATOR COMPANY (États-Unis)	M. Didier Michaud-Daniel	Président directeur général	Fabrication et maintenance d'ascenseurs
PlanET BIOGASTECHNIK (Allemagne)	M. Hendrik Becker	Président directeur général	Énergies renouvelables
PROLOGIS (Etats-Unis)	M. Walter C. Rakowitch	Président directeur général	Logistique
QUIKSILVER (Etats-Unis)	M. Robert B. McKnight	Président directeur général	Textile et habillement
RANDSTAD (Pays-Bas)	M. Ben Noteboom	Président directeur général	Ressources Humaines
SABANCI (Turquie)	Mme Güler Sabanci	Présidente directrice générale	Conglomérat
SMART TECHNOLOGIES (Canada)	Mme Nancy Knowlton	Présidente directrice générale	Équipement électronique
SOLVAY (Belgique)	M. Christian Jourquin	Président du comité exécutif	Chimie et plastique
UPM-KYMMENE (Finlande)	M. Hans Sohlström	Vice président exécutif	Bois, papier et énergie

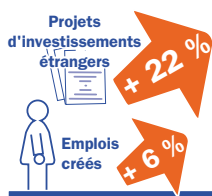
STRATEGIC ATTRACTIVENESS COUNCIL – LIST OF ATTENDEES

28 March 2011



ABERTIS (Spain)	Mr. Francisco Reynés Massanet	Corporate Managing Director & Executive Director	Transport & telecoms infrastructures
AKEBONO BRAKE INDUSTRY (Japan)	Mr. Yoshimasa Ogino	Chief Financial Officer, Executive Vice President, Director & Chairman of Compliance Committee	Automotive industry parts
ALGENTECH (United Kingdom)	Ms. Isabelle Malcuit	Chief Executive Officer	Biotechnologies
ANAQUA (US)	Ms. Priya Iyer	Chief Executive Officer	Software and intellectual property services
BAIN & COMPANY (US)	Ms. Orit Gadiesh	Chairman	Business consulting
BOSTON CONSULTING GROUP (US)	Mr. Hans-Paul Buerkner	President & Chief Executive Officer	Business consulting
BERTELSMANN (Germany)	Mr. Hartmut Ostrowski	Chairman & Chief Executive Officer	Media and services
BLACKSTONE (US)	Mr. Stephen A. Schwarzman	Chairman & Chief Executive Officer	Investment fund
CHINA NATIONAL BLUESTAR (China)	Mr. Robert Lu	President	Chemicals
EMBRAER (Brazil)	Mr. Luiz Fuchs	President, Embraer Aviation Europe	Aerospace
GENERAL ELECTRIC (US)	Mr. Ferdinando Beccalli-Falco	President & CEO (Europe & North Asia)	High-tech and financial services
IKEA (Sweden)	M. Mikael Ohlsson	Chief Executive Officer	Furniture
ISRAEL CORPORATION (Israel)	Mr. Idan Ofer	Principal shareholder & Director	Chemicals, energy
MCKINSEY (US)	Mr. Dominic Barton	Global Managing Director	Business consulting
NOVAMONT (Italy)	Ms. Catia Bastioli	Chief Executive Officer	Living chemicals, bioplastics
NOVO NORDISK (Denmark)	Mr. Lars Rebién Sørensen	President & Chief Executive Officer	Pharmaceuticals
OTIS ELEVATOR COMPANY (US)	Mr. Didier Michaud-Daniel	Chief Executive Officer	Elevator construction and maintenance
PlanET BIOGASTECHNIK (Germany)	Mr. Hendrik Becker	Managing Partner	Renewable energy
PROLOGIS (US)	Mr. Walter C. Rakowich	Chief Executive Officer	Logistics
QUIKSILVER (US)	Mr. Robert B. McKnight	Chairman of the Board, President & CEO	Textiles and clothing
RANDSTAD (Netherlands)	Mr. Ben Noteboom	CEO & Chairman of the Executive Board	Human resources
SABANCI (Turkey)	Ms. Güler Sabancı	Chairperson and Managing Director	Conglomerate
SMART TECHNOLOGIES (Canada)	Ms. Nancy L. Knowlton	President & Chief Executive Officer	Electronic equipment
SOLVAY (Belgium)	Mr. Christian Jourquin	Chief Executive Officer	Chemicals and plastics
UPM-KYMMENE (Finland)	Mr. Hans Sohlström	Executive Vice-President	Wood, paper, energy

L'essentiel à retenir du Conseil stratégique de l'attractivité 2011



Plus de 20 000 entreprises étrangères en France employant plus de 2 millions de personnes en 2010

- Une dizaine d'entreprises étrangères figurent chaque année, depuis 2005, parmi les principaux investisseurs étrangers porteurs de projets en France : parmi eux Bertelsmann, GE, Ikéa, participant au Conseil stratégique de l'attractivité 2011.
- Les 25 entreprises étrangères participantes au Conseil stratégique de l'attractivité 2011 représentent plus de 23 Mds € de chiffre d'affaires et 56 000 emplois en France.

Bilan très positif des investissements étrangers créateurs d'emplois en France en 2010

- + 22 % de projets d'investissement étrangers en France par rapport à 2009. 782 projets (voir les projets détaillés dans le document Bilan 2010 des investissements étrangers créateurs d'emploi en France en fin de ce dossier, à partir de la page 4), chiffre le plus élevé depuis quinze ans.
- 32 000 emplois créés ou préservés, soit + 6 % par rapport à 2009, de plus en plus dans des activités d'avenir ou à haute valeur ajoutée.

L'attractivité par l'innovation

- 2 000 groupes étrangers ont eu recours au Crédit d'impôt recherche en 2008.
- 536 groupes étrangers présents dans les pôles de compétitivité soit 10 % du total.
- Accord de 25 membres de l'UE pour un brevet communautaire qui devrait permettre de diviser par cinq son coût pour le rapprocher de celui des Etats-Unis ou du Japon.

L'impact des réformes structurelles mise en œuvre depuis 3 ans

- Suppression de la Taxe professionnelle pour se mettre en conformité avec les standards internationaux : allègement de la charge fiscale pour les entreprises évalué à 7,3 Mds€ pour 2010 et à 4,7 Mds€ en régime de croisière.
- Régime fiscal favorable aux « impatriés » dans le cadre de la Loi de modernisation de l'économie : plus de 8 000 personnes ont bénéficié des dispositifs fiscaux en faveur des « impatriés » et leur nombre est en augmentation constante.
- Début 2010, un premier bilan de la réforme sur le temps de travail : les trois quarts des entreprises de plus de 10 salariés ont recours aux heures supplémentaires défiscalisées.

Le Grand Paris en fer de lance

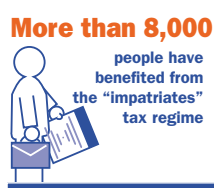
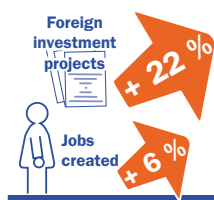
- Plus de 32 milliards d'euros investis par les autorités publiques entre 2010 et 2025, dans les transports en commun en région parisienne.
- Plus de 2 Md€ consacrés au plateau de Saclay (Sud du Grand Paris) pour bâtir d'ici 2020 le plus important campus scientifique et technologique en Europe.

De nouvelles mesures pour simplifier la vie des entreprises étrangères, notamment :

- Création d'un service d'accueil fiscal unique dédié aux entreprises non résidentes d'ici fin 2011.
- Le déploiement d'une procédure « fast-track » pour accélérer le passage aux frontières à Roissy et Orly d'ici fin 2011.

Key points

2011 Strategic Attractiveness Council



Tax information portal



In France in 2010, more than 20,000 foreign firms employed more than 2 million people

- Since 2005, a short list of firms regularly tops the list of foreign investors in France; they include Bertelsmann, GE, and IKEA, all of whom are present at this year's Council.
- The 25 foreign firms taking part in the 2011 Strategic Attractiveness Council represent more than €23 billion in turnover and 56,000 jobs in France.

2010 was a very good year for foreign job-creating investments in France

- 22% more foreign investment projects than in 2009. A total of 782 projects, the highest figure in 15 years. (see 2010 Report: Job-creating Foreign Investment in France for descriptions of a selection of these projects (pp. 6–10).
- 32,000 jobs or maintained – a 6% rise over 2009. An increasing number of these jobs are in future-oriented or high value-added sectors.

Attracting foreign investments through innovation

- In 2008, 2000 foreign firms benefited from the Research Tax Credit.
- 536 foreign firms are present in French competitive clusters – some 10% of the total
- 25 European Union member countries have agreed to introduce a unitary patent that could make the cost of protecting an innovation five times cheaper, on a par with patent filing costs in the United States and Japan.

The impact of structural reforms put in place three years ago

- Elimination of the Local Business Tax: in 2010, the tax burden on businesses was lightened by an estimated €7.3 billion, a figure that should be €4.7 billion when the scheme is fully operational.
- Within the context of the Economic Modernisation Act, a more favourable tax regime for «impatriates» – more than 8,000 people have already benefited from this regime, and their numbers are growing all the time.
- In early 2010, an initial assessment of the working week reform was carried out: three quarters of businesses with fewer than 10 employees benefited from the tax-free overtime measure.

The Greater Paris project leads the way

- Between 2010 and 2025, the public authorities will invest more than €32 billion in public transport in the Greater Paris region.
- On the Saclay Plateau south of Greater Paris, more than €2 billion for the construction of Europe's largest scientific and technological campus, to be completed by 2020.

New measures to make France a more attractive business destination, including:

- introduction of a single point of contact dealing with tax matters for non-resident firms by the end of 2011;
- a fast-track procedure to expedite arrivals and departures at Charles de Gaulle and Orly airports by the end of 2011.

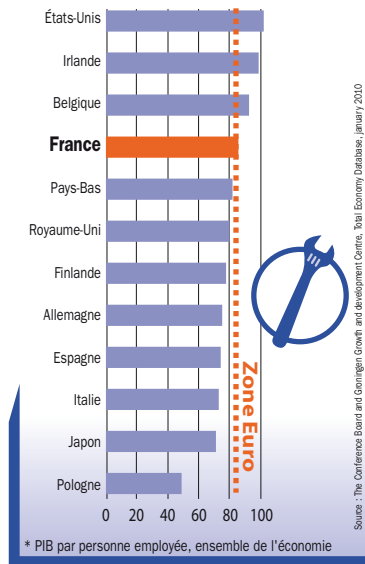


Facteurs d'attractivité de la France

Repères sur l'attractivité française

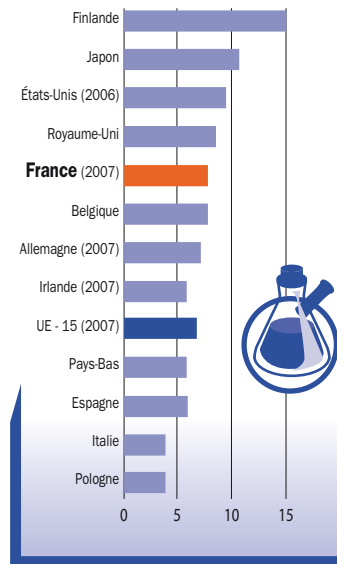
Une productivité parmi les plus élevées d'Europe

Productivité par milliers de têtes du travail*, en USD à la parité des pouvoirs d'achat de 2009



Une forte densité de chercheurs :

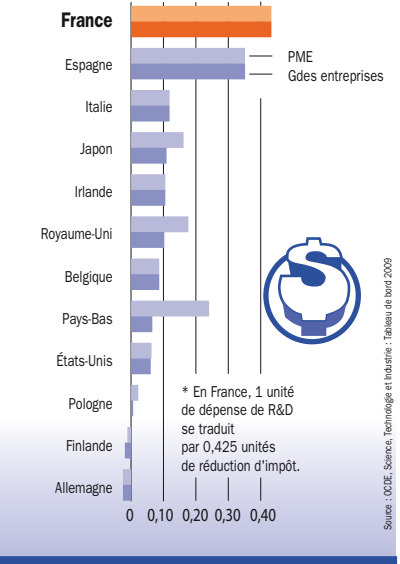
avec 7,6 chercheurs pour 1 000 actifs en 2008, la France se place en 5^e position. Personnel R&D : nombre de chercheurs pour 1 000 actifs



Le traitement fiscal de la R&D le plus avantageux pour les entreprises

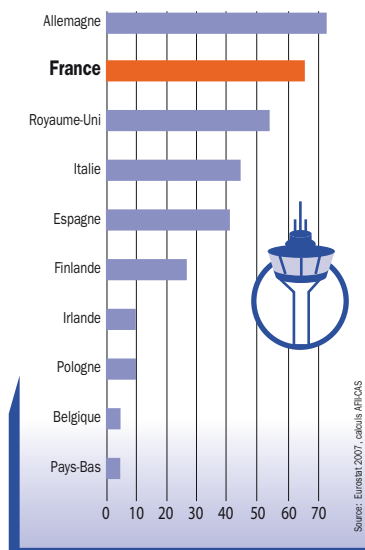
depuis la réforme du crédit d'impôt recherche (CIR) en 2008

Taux de subvention fiscale pour 1 \$ de R&D*



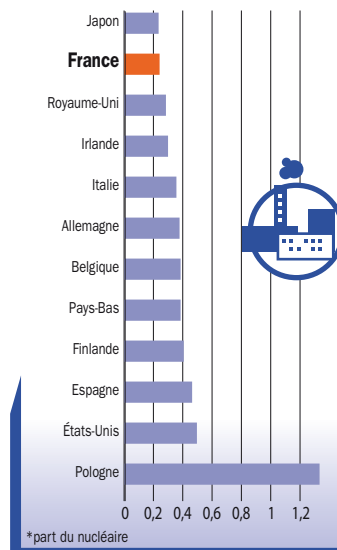
Des infrastructures aéroportuaires de classe mondiale :

65 "grands" aéroports dont 6 sont internationaux. Nombre d'aéroports de plus de 15 000 mouvements de passagers par an



Une faible intensité carbone de la France, liée à la nature du « mix énergétique* »

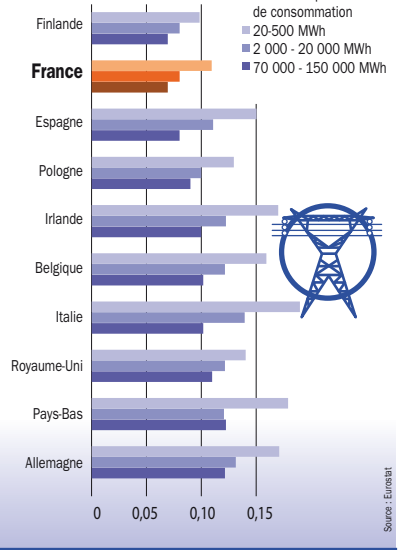
Emissions de CO₂ dues à la consommation d'énergie par unité de PIB en 2007. En Kg/PIB (USD de 2000)



Des prix de l'électricité parmi les plus compétitifs,

en raison d'une bonne maîtrise du réseau et de l'approvisionnement

Prix de l'électricité en euros TTC par KWh, au 1^{er} semestre 2009



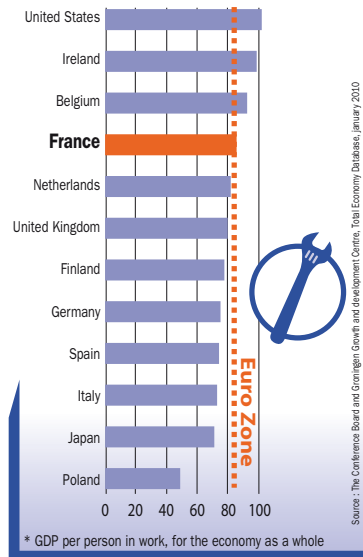


France's attractiveness to investment

Facts and figures

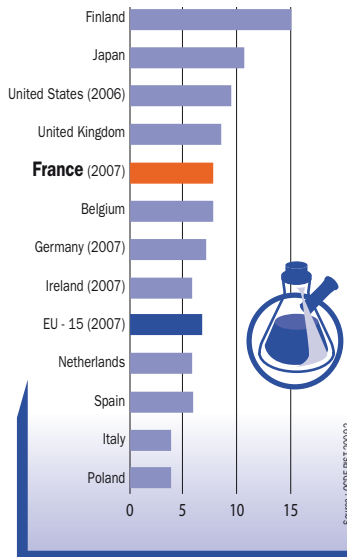
One of the highest levels of productivity in Europe

Productivity per thousand capita in work*, in USD at 2009 purchasing power parity



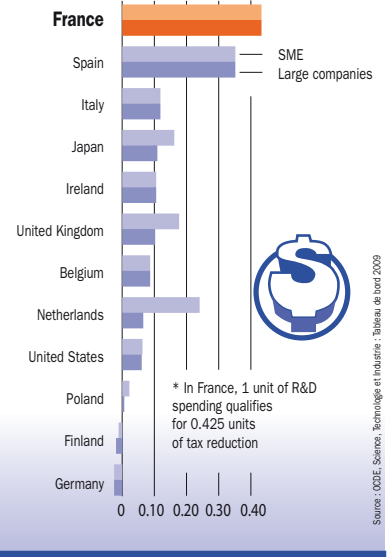
A high density of researchers :

France ranks 5th, with 7.6 researchers per 1,000 in the work force in 2008
R&D Personnel: number of researchers per 1,000 in the work force



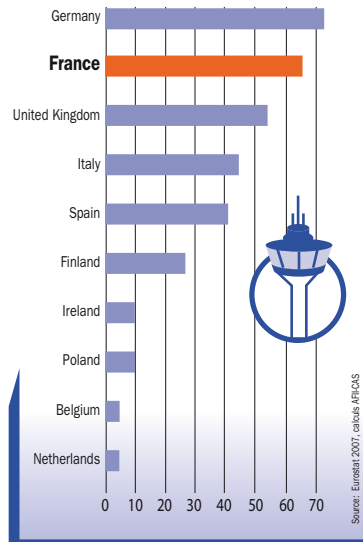
The most favourable tax treatment of R&D for companies since the 2008 reform of the R&D tax credit

Tax subsidy per \$1 of R&D*



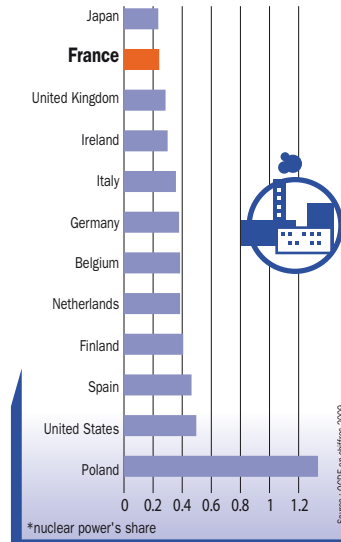
World-class airport infrastructure :

65 "large" airports, 6 of them international
Number of airports with more than 15,000 passenger movements per year



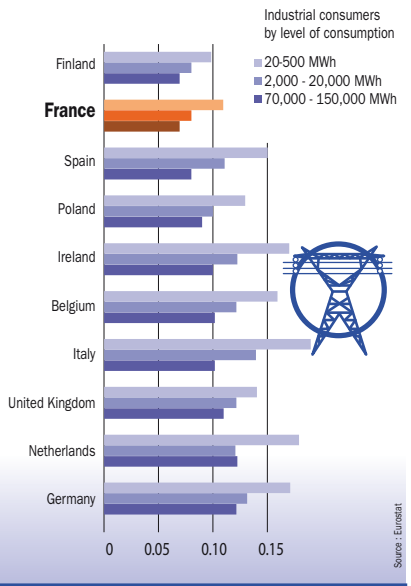
France : a low-carbon economy, thanks to its energy mix*

CO₂ emissions due to energy consumption per unit of GDP in 2007
In Kg/GDP (2000 USD)



Some of the most competitive electricity prices, thanks to a well-managed grid and supplies

Price of electricity in euros (including VAT) per kWh, 1st half of 2009



Une croissance soutenue des investissements étrangers créateurs d'emploi en 2010



51 projets dans les activités de R&D

+21%

par rapport à 2009

Un fort rebond du nombre de projets.

Après un palier en 2007-2009, le nombre des projets a crû de 22 % en 2010 : 782 ont été recensés par l'AFII et les agences régionales de développement, chiffre le plus élevé depuis quinze ans, qui représente 15 décisions d'investissement par semaine en moyenne en 2010.

Une augmentation du nombre des emplois créés.

Ces investissements étrangers vont créer, ou préserver, dans le cas de rachats d'entreprises en difficulté, 31 815 emplois, chiffre en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente.

- plus de la moitié (51 %) des investissements recensés génèrent moins de 20 emplois en 2010, contre 42 % en 2007 ;
- le nombre des projets recensés dans des activités à haute valeur ajoutée continue de croître, en particulier dans les activités de R&D (**51 projets, + 21% par rapport à 2009**), les énergies renouvelables (89 projets, + 46 %) et pour les quartiers généraux (de 11, en 2009, à 40 en 2010).

Plus de la moitié des investissements sont des créations.

Après trois années de quasi-stagnation, le nombre des investissements concernant les extensions d'implantations existantes connaît une hausse de 70 %. Mais les créations, dont le nombre continue d'augmenter depuis 2007, représentent plus de la moitié des projets. Une part significative (9 %) des investissements recensés en 2010 correspondent à une première implantation en France.

Les investisseurs de taille intermédiaire (ETI) plus représentés qu'hier.

Les entreprises étrangères responsables de ces investissements sont de toutes tailles. Les investissements étrangers sont le fait de PME, pour un tiers, d'ETI (33 % également, contre 27 % en 2009) et de grandes entreprises (33 %). Ces entreprises opèrent dans le secteur manufacturier, pour 533 d'entre elles, et dans les services (pour 249 autres).

Le poids de l'Europe et de l'Amérique du nord parmi les régions d'origine.

L'Europe (65 % du total des projets) et l'Amérique du nord (22 % du total) sont les deux premières régions d'émission, assurant ensemble plus de 85 % du total. L'Allemagne et les Etats-Unis confortent leur première place, avec 140 et 139 projets, respectivement, devant le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne.

Les entreprises des BRICS sont à l'origine de 47 projets, soit 6 % du total.

La Chine devient le premier pays asiatique d'origine des investissements étrangers, avec 35 projets. Le dynamisme des investissements en provenance de cinq pays, Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Suède et Chine, explique pour une large part la croissance du nombre de projets de 2009 à 2010.

Les cinq premières régions françaises d'accueil – Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Lorraine attirent 65 % des projets.

Pour autant, la croissance du nombre des projets en 2010 concerne un grand nombre de territoires, puisque douze régions reçoivent plus d'investissements qu'en 2009, avec des taux de croissance supérieurs à 20 % pour dix d'entre elles.

Sustained growth in job-creating foreign investment projects in 2010



51 projects
in R&D activities

+21%

on 2009

Strong resurgence in project numbers. Following a plateau in 2007-2009, the number of projects was up by 22% in 2010: 782 projects were recorded by the Invest in France Agency and France's regional development agencies, the highest figure in the last decade and a half, which equates to an average of 15 investment decisions per week in 2010.

Growth in the number of jobs created. These foreign investments will create – or in the case of takeovers of ailing companies maintain – 31,815 jobs: a 6% year-on-year increase.

- Over half (51%) of the investments recorded in 2010 generated fewer than 20 jobs, compared with only 42% in 2007.
- The number of projects recorded in high value-added activities continued to grow, particularly in R&D activities (**51 projects, up 21% on 2009**), renewable energies (89 projects, up 46%) and company headquarters (40 projects in 2010, versus only 11 in 2009).

The majority of investment projects were site creations. After three years of virtual stagnation, the number of investments involving an expansion of existing facilities shot up 70%. On the other hand, site creations, which have continued to grow in number since 2007, accounted for over half of all projects. First-time investments in France accounted for a significant share (9%) of all projects recorded in 2010.

Increasing share of intermediate-sized investors. Foreign companies of all sizes initiated these investment projects: 33% were SMEs, 33% were intermediate companies (up from 27% in 2009), and 33% were large corporates; 533 were from the manufacturing sector and 249 from the service sector.

Preponderance of Europe and North America among source regions. Europe (65% of all projects) and North America (22% of all projects) were the two leading source regions, accounting for over 85% of the total. Germany and the United States consolidated their leading position, with 140 and 139 projects respectively, ahead of the United Kingdom, Italy and Spain.

Companies from BRICs countries accounted for 47 projects, or 6% of the total. China became the leading Asian investor with 35 projects. Significant investment from five countries – United States, Germany, United Kingdom, Sweden and China – was an important factor in the year-on-year increase in project numbers.

The five leading host regions in France – Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées and Lorraine – attracted 65% of all projects.

However, project number growth in 2010 was observed in many regions, with 12 regions receiving more investments than in 2009 and 10 regions recording project number growth of over 20%.



L'innovation en France, une dynamique au cœur de l'attractivité

La France est aux tout premiers rangs en Europe en matière de recherche et d'innovation

- **2^e rang européen** pour le dépôt de demandes de brevets internationaux en 2010 (OMPI, 2011).
- **3^e rang européen pour le nombre de prix Nobel** dans les disciplines scientifiques et 1^{er} rang européen pour les médailles Fields (mathématiques).
- **3^e rang européen pour le nombre de chercheurs** (274 000), derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni (Eurostat, 2011).

L'innovation : une priorité nationale

- **71 pôles de compétitivité** illustrent la diversité des atouts sectoriels de la France et permettent aux entreprises, universités et centres de recherche publics de développer des projets de R&D collaboratifs. Les pôles réunissent plus de 5 600 sociétés. Plus de 4 600 projets collaboratifs ont bénéficié, entre 2006 et 2010, de plus de 3,6 Mds€ de financements publics à titre d'effet de levier.
- Le meilleur crédit d'impôt recherche (CIR) en Europe depuis 2008 : le CIR finance 40 % des dépenses de R&D la 1^{re} année, 35 % la 2^e année, 30 % les années suivantes, jusqu'à 100 M€, et 5 % au-delà de ce seuil. Son taux est doublé pour la R&D externalisée auprès de laboratoires publics.
- **La réforme des universités** : depuis 2008, les universités françaises accèdent à l'autonomie pour renforcer leurs liens avec les entreprises (développement de projets collaboratifs, création de fondations, participation de représentants d'entreprises aux conseils d'administration des universités). Début 2011, 90 % des universités françaises sont autonomes et de nombreux établissements d'enseignement supérieur se sont regroupés pour proposer une offre d'enseignement et de recherche plus lisible au plan international.
- **Le programme « Investissements d'avenir »** : depuis 2010, 35 Mds€ sont destinés aux cinq priorités stratégiques d'investissement de la France pour dynamiser la croissance de demain (enseignement supérieur et formation, recherche, filières industrielles et PME, développement durable, économie numérique), dont 11 Mds€ pour l'enseignement supérieur et la formation, avec notamment le financement de 5 à 10 campus d'excellence mondiale, parmi lesquels le plus important campus scientifique et technologique européen à Saclay (sud de Paris), et 8 Mds€ à la recherche pour notamment créer des instituts de recherche technologique, développer les équipements de recherche, et encourager la valorisation des brevets industriels. Le montant total de l'investissement privé et public attendu s'élève à 60 Mds€.

Exemple

Exemples de décisions d'investissement étranger en matière de R&D en 2010 :

- une entreprise américaine de moteur de recherche va ouvrir à Paris un centre de R&D pour l'Europe et créer 200 emplois ;
- un groupe chinois augmente de 50 personnes les effectifs de son centre de R&D européen, spécialisé dans la motorisation diesel, situé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'enjeu de l'ouverture aux investissements étrangers

- L'activité de R&D des entreprises étrangères représente 22 % des dépenses de R&D totales faites en France.
- 536 groupes étrangers sur 5 600 entreprises, soit près de 10 %, sont actifs dans les pôles de compétitivité.
- 2 000 groupes étrangers ont souscrit une déclaration au titre du CIR en 2008, sur un total de 13 000 entreprises soit plus de 15 %.
- La France occupe, en 2009, le 1^{er} rang européen pour l'emploi créé dans la R&D par les investissements étrangers (Baromètre de l'attractivité européenne, Ernst & Young 2010).
- En 2010, 51 sociétés étrangères ont décidé d'investir en France dans des activités de R&D (contre 25 en 2007).



Innovation: the key to France's success as a business destination

Innovation: the key to France's success as a business destination

France is a European leader in research and innovation:

- **second in Europe** for the number of international patent applications filed in 2010 (WIPO, 2011);
- **third in Europe for the number of Nobel Prizes** in the sciences and first in Europe for Fields medals (mathematics);
- **third in Europe for the number of researchers** (274,000) after Germany and the United Kingdom (Eurostat, 2011).

Innovation: a national priority

- **71 competitive clusters** illustrate the wide range of assets boasted by France's industries and give companies, universities and public research centres the wherewithal to develop collaborative R&D projects. The clusters cover a total of over 5,600 companies. From 2006 to 2010, more than 4,600 collaborative projects were granted over €3.6 billion in public financing for leverage.
- **The best Research Tax Credit (CIR) in Europe** since 2008: the CIR finances 40% of R&D spending in the first year, 35% the second year, 30% the following years up to €100 million and 5% thereafter. Its rate is doubled for R&D outsourced to public laboratories.
- **The university reform:** French universities have been adopting autonomy since 2008 to strengthen their links with business (development of collaborative projects, creation of foundations, and representatives of business on university boards). By early 2011, 90% of French universities had become autonomous and many higher education establishments had grouped together to produce a more rational range of world-class education and research.
- **The Investment for the Future Programme:** In 2010, €35 billion was earmarked for France's five strategic investment priorities to power up future growth (higher education and training, research, industry and SMEs, sustainable development, and the digital economy). €11 billion of this budget was allocated to higher education and training, including the financing of five to ten international campuses of excellence together with Europe's largest scientific and technological campus in Saclay (south of Paris). €8 billion of this sum was assigned to research mainly to create technological research institutes, develop research facilities and encourage the development of industrial patents. The total sum of private and public investment expected is €60 billion.

Exemple

Examples of R&D foreign investment decisions in 2010 :

- an American search engine company decided to open an R&D centre for Europe in Paris, creating 200 jobs;
- a Chinese group added 50 staff to its European R&D centre specialised in diesel engines in the Provence-Alpes-Côte d'Azur region.

The importance of opening up to foreign investment

- **R&D by foreign firms accounts for 22% of total R&D spending in France.**
- **536 foreign groups, or 10% of a total of 5,600 firms, work in competitive clusters.**
- **2,000 foreign groups filed a research tax credit return in 2008, representing 15% of a total of 13,000 firms concerned.**
- **In 2009, France was a European leader for jobs created in R&D by foreign investment** (*European Attractiveness Survey, Ernst & Young, 2010*).
- **In 2010, 51 foreign firms decided to invest in R&D activities in France (as opposed to 25 in 2007).**



Le Crédit Impôt Recherche : un facteur-clé pour localiser les centres de R&D en France

Le Crédit Impôt Recherche (CIR): la fiscalité au service de la R&D

- Le CIR consiste en un crédit d'impôt de 30 % des dépenses de R&D jusqu'à 100 M€ et de 5 % au-delà de ce montant. La première année, le taux du CIR est porté à 40 %, puis 35 % la seconde année.
- Les différentes dépenses relatives aux travaux de R&D sont prises en compte (salaires, charges sociales, fonctionnement, R&D sous-traitée en France et dans l'Espace économique européen, amortissements, ...).
- C'est un levier puissant pour la recherche partenariale en France et en Europe: le taux de CIR pour les dépenses sous-traitées à des organismes publics français ou européens est de 60 %, ce qui revient à doubler le crédit d'impôt.

Le CIR est un dispositif prévisible qui offre une réelle sécurité juridique: l'entreprise peut s'assurer de l'éligibilité de son programme de R&D au CIR en demandant un avis aux services fiscaux, au ministère en charge de la recherche, à l'Agence de l'innovation (OSEO) ou à l'Agence nationale de la recherche (rescrit fiscal opposable à l'administration).

Le dispositif le plus favorable d'Europe:

- 4,2 Md€ d'avantage fiscal pour les entreprises au titre de 2008.
- **La France est le premier pays européen** pour le nombre des emplois créés par les projets d'investissement étrangers dans la R&D (2 115 emplois), (source: « Baromètre de l'attractivité européenne », Ernst & Young, édition 2010).
- **Plus de 2 000 entreprises étrangères installées en France ont eu recours au CIR en 2008, sur un total de 13 000 entreprises soit plus de 15 %.** Pays d'origine de ces groupes étrangers: Etats-Unis (24 %), Allemagne (15 %), Royaume-Uni (7,5 %), Pays-Bas (7,5 %), Belgique (6,5 %), Italie (6 %), Suisse (6 %). (source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche).
- En 2010, 51 sociétés étrangères ont décidé d'investir en France dans des activités de R&D (contre 25 en 2007, source: AFII).

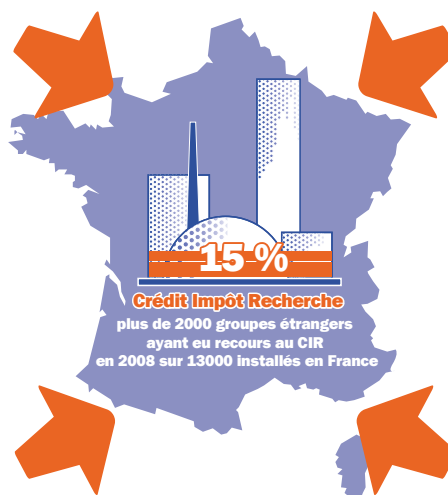
Exemple

Exemples d'entreprises étrangères qui ont investi dans des centres de recherche et développement en 2010:

– une société irlandaise fournisseur mondial de services de développement externalisés développe son centre de recherche et développement dans la région Ile-de-France (90 création d'emplois).

– une société néerlandaise renforce son centre de recherche et développement dans la région Bretagne (15 emplois supplémentaires).

– une société américaine crée en Ile-de-France un centre de recherche et développement spécialisé dans le développement des techniques de signalisation pour les transports terrestres publics (50 emplois créés).





The Research Tax Credit: a key factor in the location of R&D centres in France

The Research Tax Credit (CIR): taxation working for R&D

- The CIR consists of a 30% tax credit on R&D expenditure up to a €100 million ceiling and 5% thereafter. The CIR is granted at the higher rate of 40% in the first year and 35% in the second year.
- All R&D-related spending is taken into account (wages, social security contributions, operating expenditure, R&D subcontracted in France and the European Economic Area, depreciation, etc.).
- The tax credit is a powerful driver for partnered research in France and Europe: the CIR rate for spending subcontracted to French and European public bodies is doubled to 60%.

The Research Tax Credit gives budget planning legal certainty: businesses can ensure that their R&D programmes are eligible for the CIR by applying for an opinion from the tax services, the ministry in charge of research, the Innovation Agency (OSEO) or the National Research Agency (ANR). This opinion takes the form of an advance ruling that is binding on the administration.

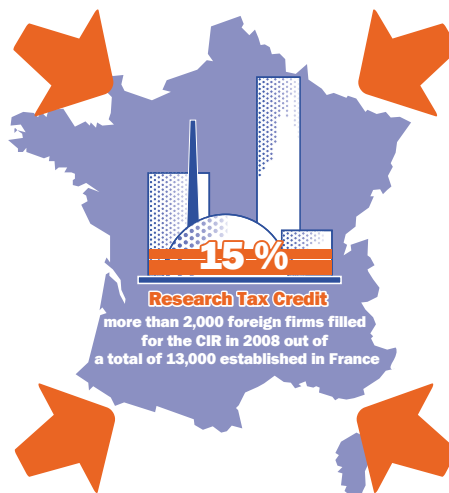
The most advantageous research tax credit system in Europe:

- €4.2 billion in tax breaks for businesses for 2008;
- **France is the leading European country** for the number of jobs created by foreign investment projects in R&D (2,115 jobs) (source: European Attractiveness Survey, Ernst & Young, 2010 edition);
- **more than 2,000 foreign firms established in France filed for the Research Tax Credit (CIR) in 2008 out of a total of 13,000 or 15% of all companies concerned.** These foreign groups come from the United States (24%), Germany (15%), the United Kingdom (7.5%), the Netherlands (7.5%), Belgium (6.5%), Italy (6%) and Switzerland (6%), (source: French Ministry for Higher Education and Research);
- in 2010, 51 foreign firms decided to invest in R&D activities in France compared with 25 in 2007 (source: Invest in France Agency).

Exemple

Examples of foreign companies that invested in R&D centres in 2010 :

- An Irish international provider of outsourced development services expanded its R&D centre in the Ile-de-France region (90 job creations).
- A Dutch company scaled up its R&D centre in the Brittany region (15 extra jobs).
- An American company set up an R&D centre in Ile-de-France specialised in the development of signalling techniques for public land transport (50 jobs created).





Les investissements d'avenir : augmenter le potentiel de croissance de la France

Le programme d'investissements d'avenir est dédié à des projets porteurs de croissance et d'emploi, dans cinq domaines stratégiques :

- 19 milliards d'euros consacrés à des projets dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la formation et de la recherche.
- 6,5 milliards d'euros pour les filières industrielles et les PME.
- 5 milliards d'euros pour le développement durable.
- 4,5 milliards d'euros pour le développement de l'économie numérique.

Sur ces 35 milliards d'euros, plus de 18 milliards concernent directement les entreprises (création d'écosystèmes favorables à l'innovation, accompagnement de projets de plateformes technologiques, etc.).

Ce programme renforcera l'attractivité de la France, en contribuant à renforcer la compétitivité de l'économie et sa capacité d'innovation.

7,7 Mds €

pour 5 à 10 pôles d'enseignement supérieur et de recherche de rang mondial

La création d'un environnement favorable au développement des entreprises dans des secteurs stratégiques :

- **Les initiatives d'excellence : 7,7 Mds € pour faire émerger 5 à 10 pôles pluridisciplinaires d'excellence d'enseignement supérieur et de recherche, de rang mondial.**
- **Opération Campus et Saclay :** 2,3 Mds € permettant de rassembler sur le campus Paris-Saclay des écoles d'ingénieurs et universités, afin de créer un centre de formation, de recherche et d'enseignement supérieur de référence internationale, en lien permanent avec les entreprises.
- **Instituts de Recherche Technologiques et Instituts d'Excellence en matière d'Énergie Décarbonée :** 3 Mds € pour créer entre 10 et 15 sites de partenariats privilégiés entre les entreprises et le monde de la recherche. Leur écosystème dynamique et resserré permettra de faciliter la valorisation de travaux de recherche.
- **Laboratoires d'excellence et équipement d'excellence :** 2 Mds € pour doter les meilleurs laboratoires de recherche français de moyens accrus afin d'assurer leur performance à un niveau international.
- **Programme Croissance des PME :** 2,5 Mds € notamment pour renforcer la politique des pôles de compétitivité, et la mise en place d'un Fonds National d'Amorçage.
- **Des appels à projets thématiques,** visant à financer des projets innovants et économiquement rentables sur les secteurs d'avenir (développement de l'économie numérique, santé-biotechnologies, véhicule du futur, démonstrateurs ADEME).

Un programme déjà largement engagé

- La très grande majorité des appels à projets ont été lancés.
- Les premiers projets ont été décidés, dans le domaine des énergies marines renouvelables, du déploiement de réseaux électriques intelligents ou pour le financement de plus de cinquante équipements d'excellence pour la recherche dans les secteurs prioritaires.



Investment for the Future: build France's growth potential

The Investment for the Future Programme is for growth and employment projects in five strategic areas:

- €19 billion for higher education, training and research projects;
- €6.5 billion for industry and SMEs;
- €5 billion for sustainable development;
- €4.5 billion to develop the digital economy.

Over €18 billion of the €35 billion total is earmarked directly for business (creation of innovation-friendly ecosystems, support for technological platform projects, etc.).

This programme will boost France's drawing power by building the economy's competitiveness and innovative capacity.

Creation of an environment conducive to business development in strategic sectors

- **Excellence initiatives:** €7.7 billion for the development of five to ten multidisciplinary world-class centres of higher education and research excellence.
- **Operation Campus and Saclay:** €2.3 billion to create a community of engineering schools and universities on the Paris-Saclay campus for a world-class training, research and higher education centre in constant touch with business.
- **Technological Research Institutes and Institutes of Excellence in Low-Carbon Energies:** €3 billion to create ten to fifteen business-research partnership sites. Their close, vibrant ecosystems will facilitate the productive use of research.
- **Laboratories of Excellence and Equipment of Excellence:** €2 billion to boost the best French research laboratories' resources to guarantee their world-class performance.
- **SME Growth Programme:** €2.5 billion to ramp up the competitive cluster policy and set up a National Seed Capital Fund.
- **Calls for focus projects** designed to finance economically viable innovative projects in future sectors (development of the digital economy, health-biotechnologies, vehicle of the future, and the French Environment and Energy Management Agency's renewable energy and green chemistry demonstration programme).

A programme already well underway

- The vast majority of the calls for projects have been launched.
- The first projects have been selected in renewable marine energy, the deployment of smart grids and for the financing of over 50 equipment-of-excellence projects for research in priority sectors.

€7,7
billion

for 5 to 10 world-class
centres of
higher education
and research



Les pôles de compétitivité, catalyseurs d'innovation et de compétitivité

Couvrant une large gamme de domaines d'excellence, soutenus par le crédit d'impôt recherche et par des financements dédiés, les pôles de compétitivité français accueillent un nombre croissant de filiales d'entreprises étrangères innovantes.

Des pôles d'intégration pour les entreprises tournées vers la R&D

- **Les 71 pôles de compétitivité français comptent 536 entreprises étrangères parmi leurs membres, soit près de 10 % de leur effectif total.**
- Un quart des établissements implantés dans les pôles appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine. L'Allemagne est le pays européen dont les entreprises sont les plus présentes, suivi par les Pays-Bas.
- Ces sociétés développent dans ces écosystèmes ouverts des coopérations et des synergies avec des établissements de formation et des laboratoires de recherche, sur des projets de R&D collaboratifs à visibilité internationale.
- Elles y trouvent les compétences et les talents dont elles ont besoin, s'insèrent dans un réseau réactif d'entreprises, de chercheurs et de clients, bénéficient de plateformes d'innovation et de services dédiés et tirent avantage d'aides directes, exonérations et crédits d'impôt.

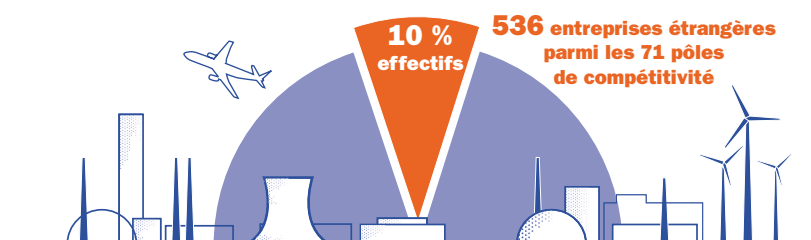
Exemple

Illustrations de la présence étrangère dans les pôles de compétitivité :

– la société canadienne *Sirona Biochem Corp*, spécialisée dans le développement de molécules destinées au traitement du diabète, développe l'activité du centre de R&D de sa filiale, TFChem, en Haute-Normandie. La société a récemment rejoint le pôle Cosmetic Valley.;

– *Singulex, Inc.*, société californienne leader de la technologie d'immuno-diagnostic, a décidé la création d'un centre de R&D, spécialisé dans une technologie permettant de quantifier des biomarqueurs à des niveaux jusqu'alors indétectables, au sein du pôle Lyonbiopôle, dans la région Rhône-Alpes;

– *EADS NV*, groupe industriel de l'aéronautique spatiale civile et militaire, est un acteur majeur du pôle de compétitivité Aerospace Valley.



Un soutien public actif, avec un fort effet de levier pour la R&D privée

- Un soutien financier important a été accordé à plus de 4 600 projets développés dans les pôles : plus de 1,2 Md€ ont été financés par l'Etat, et 1,7 Md€ par des agences (telles que l'ANR et OSEO) à des projets de R&D conduits dans les pôles de compétitivité, en sus d'autres dispositifs fiscaux.
- Les collectivités locales financent également, à hauteur de près de 700 M€, les projets de R&D des membres des pôles et des actions liées à leur environnement (pépinières, formation, fonds d'investissement régionaux, adaptation des compétences, notamment).
- Un projet de R&D collaboratif mobilise en moyenne un budget de 1,7 million d'euros, et l'équivalent d'une année à plein temps d'une quinzaine de chercheurs ou ingénieurs chercheurs. En 2008, 975 projets ont été financés par l'Etat, les collectivités territoriales et les agences, pour un montant global de 805 millions d'euros.
- Le programme d'investissements d'avenir renforcera encore les moyens d'action des pôles de compétitivité : 3,5 Mds€ y seront consacrés.



Competitive clusters as catalysts for innovation and competitiveness

French competitive clusters boast a growing number of innovative subsidiaries of foreign firms working in a wide range of areas of excellence and supported by the research tax credit and dedicated funding.

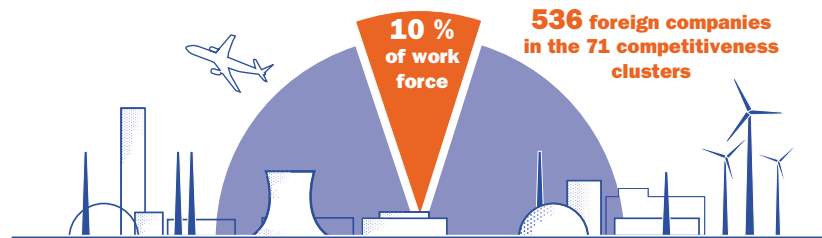
Integration centres for R&D-oriented businesses

- **The 71 French competitive clusters count 536 foreign firms, representing nearly 10% of their total staff.**
- One-quarter of the centres' foreign establishments are American. Germany is the European leader for foreign subsidiaries, followed by the Netherlands.
- The companies in these open ecosystems develop cooperation and synergies with training establishments and research laboratories to work on international profile collaborative R&D projects.
- Competitive clusters give them the advantages of the skills and talents they need; a responsive network of businesses, researchers and customers; innovative platforms and dedicated services; and direct aid, tax exemptions and tax breaks.

Exemple

Examples of foreign businesses in the competitive clusters:

- Canadian Sirona Biochem Corp, specialised in the development of molecules to treat diabetes, is developing the activity of its subsidiary TFChem's R&D Centre in Upper Normandy. The company recently joined the Cosmetic Valley cluster.
- Singulex Inc., Californian leader in immunodiagnostic technologies, has decided to set up an R&D centre in the Lyonbiopôle cluster in the Rhône-Alpes region. The centre will concentrate on developing a technology to quantify biomarkers.
- EADS NV, a civil and military aerospace group, is a major player in the Aerospace Valley competitive cluster.



Active public support with strong leverage for private R&D

- A huge amount of public support has been granted to over 4,600 projects developed in the clusters: more than €1.2 billion is central government funded and €1.7 billion is financed by agencies (such as the French National Research Agency (ANR) and OSEO) for R&D projects conducted in the competitive clusters. These funds come in addition to other tax arrangements.
- Local government has also put nearly €700 million into R&D projects by cluster members and actions associated with their environment (incubators, training, regional investment funds and upskilling in particular).
- A collaborative R&D project commands an average budget of €1.7 million and the equivalent of fifteen researchers and R&D engineers working one year full time. In 2008, central government, local government and the agencies funded 975 projects for a total of €805 million.
- The Investment for the Future Programme will add €3.5 billion to the competitive clusters' resources.



Le brevet de l'Union européenne : un instrument de compétitivité pour l'innovation

Les brevets sont une force motrice pour l'innovation, la croissance et la compétitivité. Cependant, le système européen de brevet restait coûteux et complexe. En effet, l'Office européen des brevets (OEB) examine les demandes de brevet et est responsable de l'octroi de ceux-ci si les conditions sont remplies. Cependant, pour que le brevet octroyé soit valable dans un État membre, l'inventeur doit encore en demander la validation au niveau national dans chaque pays où il souhaite bénéficier de la protection du brevet. Cette procédure implique des coûts de traduction et des frais administratifs importants.

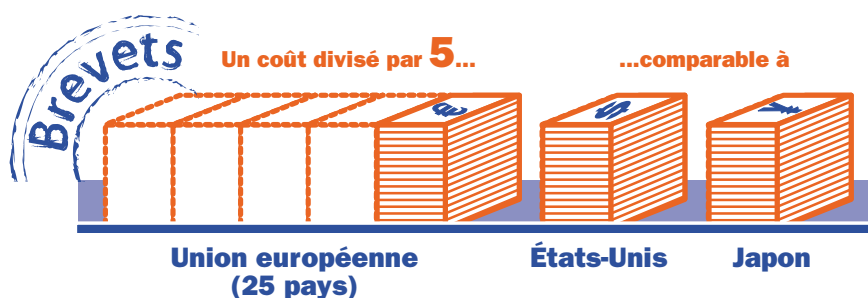
À l'initiative de la France et d'autres pays européens, 25 pays membres de l'Union européenne se sont mis d'accord pour mettre en place un brevet unitaire. Dans ce système, les inventeurs pourront déposer une demande pour un brevet unique valable sur le territoire des 25 pays, à un coût financier abordable, avec une sécurité juridique maximale.

- Trois langues pourront être utilisées pour le dépôt des brevets : l'allemand, l'anglais et le français. Dans un premier temps, une traduction dans une autre langue que la langue de dépôt devra être fournie, mais un système de traductions automatiques sera rapidement instauré pour alléger davantage les besoins de traduction pour les entreprises.
- Par ailleurs, pour que les titulaires de droits de propriété industrielle puissent faire respecter leurs droits plus facilement, notamment en cas de contrefaçon, les discussions vont se poursuivre pour la mise en place d'un système juridictionnel unifié des brevets.
- Le dispositif du brevet unitaire pour l'Union européenne et son système juridictionnel associé permettront de créer en Europe un environnement économique européen encore plus favorable à l'innovation.

La mise en œuvre de ce nouveau dispositif interviendra dans les toutes prochaines années.

Impact pour les entreprises étrangères :

- **Protéger, plus efficacement et pour un coût moins important qu'à ce jour, leurs innovations sur l'ensemble du marché européen.**
- **Avec ce nouveau brevet, le coût de protection d'une innovation dans 25 pays membres de l'Union européenne pourrait être divisé par 5 et atteindre un ordre de grandeur comparable à celui observé aux États-Unis ou au Japon.**





The European Union patent: for competitiveness in innovation

Patents are a driving force for innovation, growth and competitiveness. Yet the European patent system has always been expensive and complicated. The European Patent Office (EPO) examines patent applications and grants patents where requirements are met. However, for a patent granted to be valid in a Member State, inventors then have to file for national validation in each country in which they want the patent to apply. This procedure is very expensive in terms of administrative and translation costs.

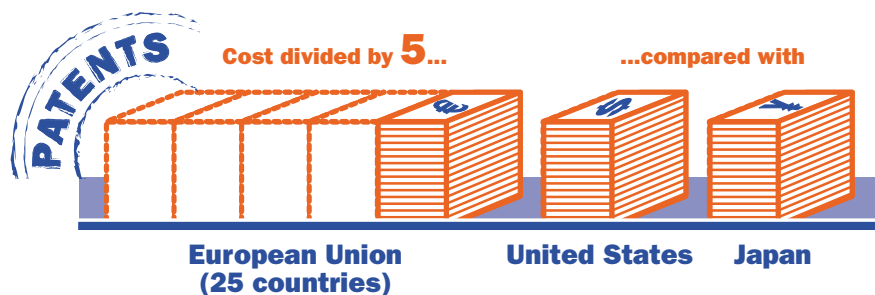
At the suggestion of France and other European countries, 25 European Union member countries have agreed to introduce a unitary patent. Under this system, inventors will be able to file an application for a single, affordable, legally certain patent valid throughout the 25 countries.

- Three languages will be able to be used to file patents: German, English and French. Initially, a translation into one language other than the filing language will have to be provided, but an automatic translation system will soon be set up to further lighten the translation burden on businesses.
- Secondly, further discussions will be held on setting up a unified patent litigation system to make it easier for industrial property rights holders to enforce their rights, especially where counterfeits are concerned.
- The EU unitary patent system and its associated legal system will create a European economic environment even more conducive to innovation.

This new system will be introduced in the near future.

Impact for foreign businesses:

- **more effective and affordable protection of innovations throughout the European market;**
- **this new patent could make the cost of protecting an innovation in 25 EU member countries five times cheaper, on a par with patent filing costs in the United States and Japan.**





La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 : plus de croissance, plus d'entreprises et plus de concurrence

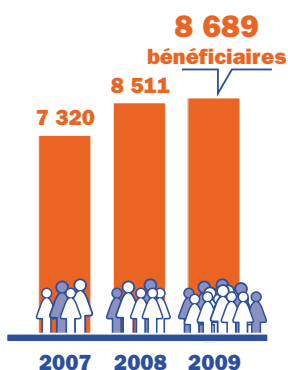
Une trentaine de mesures en faveur des entreprises et des particuliers ont été prises, visant notamment à :

- attirer les investisseurs étrangers ;
- renforcer le tissu entrepreneurial ;
- soutenir l'activité économique.

Des améliorations concrètes pour les entreprises étrangères en France

- Création du statut de l'auto-entrepreneur:
 - démarche simplifiée pour tester un marché ou développer une activité entrepreneuriale complémentaire, notamment pour les salariés, étudiants ou retraités ;
 - en l'absence de chiffres d'affaires, pas d'impôt ni de charges sociales.
- Réduction des délais de paiement à 60 jours.
- Réforme du droit des entreprises en difficulté : assouplissement des conditions d'ouverture de la sauvegarde, amélioration de la procédure de liquidation judiciaire dans un esprit de simplification.
- Création d'une autorité de la concurrence unique, aux pouvoirs étendus et aux moyens accrus (dispositif de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles plus lisible et plus performant).
- Attirer les investisseurs étrangers.
 - Régime fiscal favorable pour les « impatriés », étrangers venant temporairement exercer une activité professionnelle en France : ces personnes bénéficient notamment d'une exonération totale d'impôt sur le revenu pour la prime d'impatriation.
 - Création d'un titre de résident pour contribution économique exceptionnelle : un titre de résident permettant de séjourner en France avec sa famille pendant dix ans, pour les entrepreneurs créant ou sauvegardant au moins 50 emplois en France et les personnes réalisant un investissement d'au moins 10 M€.

Fiscalité des "impatriés"



Des résultats tangibles

- **Fiscalité des « impatriés »** : plus de 8 000 personnes ont bénéficié des dispositifs fiscaux en faveur des « impatriés » et leur nombre est en augmentation constante (7 320 au titre des revenus 2007, 8 511 au titre des revenus 2008 et 8 689 au titre des revenus 2009).
- **Délais de paiement** : 60 % des entreprises sont désormais réglées, ou règlent elles-mêmes sous 60 jours ; gain de 3 Md€ pour la trésorerie des entreprises.
- **Entreprises en difficulté** : en 2009, doublement du nombre de procédures de sauvegarde et nette diminution de la conversion de sauvegarde en redressement ou en liquidation judiciaire.



The Economic Modernisation Act of 4 August 2008: more growth, more businesses, more competition

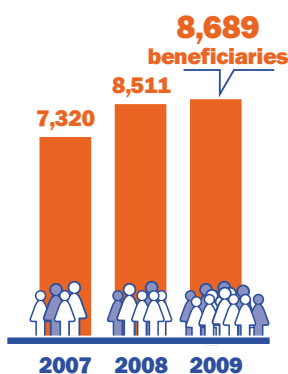
Some 30 measures have been taken in support of businesses and individuals, mainly to:

- attract foreign investors;
- strengthen the business fabric;
- support economic activity.

Concrete improvements for foreign firms in France

- Creation of the freelance entrepreneur status:
 - simplified formalities to be able to test a market or develop an additional entrepreneurial activity, especially for employees, students and retirees;
 - freelance entrepreneurs with zero turnover pay zero taxes and social security contributions.
- Reduction of payment terms to 60 days.
- Reform of the law on distressed companies: more flexible conditions for the commencement of safeguard proceedings and simplification of bankruptcy proceedings.
- Creation of a single competition authority with greater powers and resources (mechanism to combat unfair trading made clearer and more efficient).
- Attracting foreign investors.
 - Advantageous tax arrangements for “impatriates”, foreigners temporarily living and working in France: these individuals do not have to pay income tax on their impatriation bonus.
 - Creation of a residence permit for an exceptional economic contribution: a residence permit entitling businesspeople who create or save at least 50 jobs in France and persons investing at least €10 million in France to live in France with their family for ten years.

“Impatriates” tax regime



Tangible results

- Impatriate taxation: over 8,000 people entitled to the tax arrangements for impatriates and their number is steadily growing (**7,320 for 2007 income, 8,511 for 2008 income and 8,689 for 2009 income**).
- Payment terms: 60% of businesses are now paid and pay within 60 days, for a cash flow gain of €3 billion.
- Distressed companies: in 2009, the number of safeguard proceedings doubled and there was a sharp drop in the number of safeguard proceedings turned bankruptcies.



Suppression de la taxe professionnelle : fin d'une taxe anti-compétitive sur les investissements productifs

Objet de la réforme : rétablir la compétitivité des entreprises

Le 5 février 2009, le Président de la République s'engageait à supprimer la taxe professionnelle (TP) sur les investissements productifs.

Cette réforme répondait d'abord à un impératif économique : restaurer la capacité de nos entreprises à investir¹, à embaucher, et à conquérir de nouveaux marchés, pour que l'économie française puisse renouer avec une croissance forte et riche en emplois. En effet, la TP n'avait pas d'équivalent à l'étranger ; aucun pays ne taxait comme la France les investissements des entreprises. Ainsi, plus une entreprise investissait en France, plus elle était taxée ; en frappant les investissements productifs avant même qu'ils ne soient créateurs de richesses, la TP désavantageait notamment l'industrie et freinait le développement des entreprises en phase de croissance.

La loi de finances pour 2010 a supprimé à compter du 1^{er} janvier 2010 la TP pour toutes les entreprises. Une contribution économique territoriale (CET) à deux composantes a été créée :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE), assise sur les valeurs foncières des entreprises ;
- et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), dont le taux - fixé au niveau national est progressif, allant de 0 % pour les entreprises de moins de 500 000 € de chiffre d'affaires (CA) à 1,5 % pour les entreprises de plus de 50 M€ de CA.

Par ailleurs une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) a également été créée.

Enfin, la réforme s'est accompagnée de garanties des ressources fortes pour les collectivités territoriales.

Effets perçus de la réforme

La suppression de la TP et son remplacement par la CET et l'IFER ont permis d'améliorer la compétitivité de nos entreprises et de renforcer l'attractivité de notre territoire, par une réduction globale de la fiscalité sur les entreprises et une mise en conformité avec les standards internationaux.

Cet allègement de la charge fiscale sur les entreprises est à évaluer à 7,3 Mds€ pour 2010 et en régime de croisière à 4,7 Mds€.

Cet effet global est élevé dans la plupart des secteurs d'activité économique. L'allègement a ainsi été élevé pour le secteur de l'industrie automobile (près de 60 % de baisse), de la construction (plus de 40 %) et des industries agroalimentaires et de biens intermédiaires (près de 40 %)². Les PME ont également vu leur charge fiscale réduite de l'ordre de 50 %

Exemple

Une entreprise industrielle exerce son activité dans une commune de l'Est de la France.

En 2011, sans réforme, compte tenu de la valeur locative de l'usine et de la valeur foncière nette de ses machines, elle aurait été redevable d'une **TP de 1 250 000 €**, après application du plafonnement sur la valeur ajoutée.

Grâce à la réforme, elle paiera au total 594 000 € de CET se décomposant comme suit :

- au titre de la CFE, elle versera 54 000 € ;
- au titre de la CVAE, son chiffre d'affaires étant de 100 M€, elle sera soumise à un taux de 1,50 %. Sa valeur ajoutée étant de 36 000 000 €, sa cotisation sera de 540 000 €.

L'entreprise du fait de la réforme ne paiera plus que **594 000 € au titre de la CET**.

Elle réalise ainsi un **gain** en impôt de **656 000 €**, soit une diminution de 52 %.

¹ L'assiette de la TP avait des effets directs et indirects néfastes pour l'investissement. La valeur locative des équipements et biens mobiliers (EBM) étant directement fonction de leur prix de revient, la TP induisait pour les entreprises une augmentation directe et immédiate du coût du capital.

² Cf. Rapport sur « l'évaluation des effets de la réforme de la taxe professionnelle sur la fiscalité des collectivités locales et sur les entreprises ».



Local business tax scrapped: the end of an anticompetitive tax on productive investment

Purpose of the reform: to bring back business competitiveness

On 5 February 2009, the President of the French Republic promised to axe local business tax on productive investment.

This reform met first and foremost *an economic imperative*: to restore the capacity of our businesses to invest¹, hire and conquer new markets for the French economy to take off again with strong growth rich in jobs. France was actually the only country to tax business investment in this way. The more a business invested in France, the more it was taxed. By hitting productive investment before it could even create wealth, local business tax handicapped industry in particular and hampered the development of growing businesses.

The Budget Act for 2010 revoked local business tax for all businesses as of 1 January 2010. A two-part local economic contribution (CET) was introduced:

- the business premises contribution (CFE) based on the rental value of a business's premises;
- and the contribution on business value-added (CVAE) with a progressive nationwide rate ranging from 0% for companies making less than €500,000 in turnover to 1.5% for companies with a turnover of over €50 million.

A flat-rate tax on grid and network corporations (IFER) in the energy, rail and telecommunications sectors was also created.

The reform was accompanied by strong resource guarantees for local government.

Perceived effects of the reform

Scrapping local business tax and replacing it with the business premises contribution and the flat-rate tax on grid and network corporations has improved our business competitiveness and increased our country's appeal by slashing business taxation across the board.

The reduction in taxes on businesses is evaluated at €7.3 billion for 2010 and €4.7 billion once the new system reaches cruising speed.

The nationwide impact is high in most economic sectors. The tax break has been sizeable for the automotive industry (nearly 60% reduction), the building trade (over 40%) and the food and intermediate goods industries (nearly 40%)². SMEs also saw their tax bill halved.

Exemple

An industrial firm operates in a municipality in the East of France.

Without the reform, given the rental value of the factory and the net rental value of its plant, the firm would have owed **€1,250,000 in local business tax** in 2011 after the application of the ceiling on value-added.

With the reform, it will pay a total of **€594,000 for its local economic contribution**, broken down as follows:

- €54,000 for the business premises contribution;
- For the contribution on business value-added, given its turnover of €100 million, it will be subject to a rate of 1.50%. With its value-added standing at €36,000,000, its contribution will be €540,000.

The reform means that the firm will now pay a **local economic contribution of just €594,000**.

It **saves €656,000** in tax, a reduction of 52%.

¹ The tax base for local business tax had negative direct and indirect effects on investment. Since the rental value of equipment and movables depended directly on their cost price, local business tax generated a direct and immediate increase in the cost of capital to business.

² The tax base for local business tax had negative direct and indirect effects on investment. Since the rental value of equipment and movables depended directly on their cost price, local business tax generated a direct and immediate increase in the cost of capital to business.



Le Fonds stratégique d'investissement : un fonds souverain qui accompagne les investisseurs, notamment étrangers

Le Fonds stratégique d'investissement (FSI) est un investisseur avisé qui intervient en fonds propres pour prendre des participations minoritaires dans les entreprises prometteuses afin d'assurer leur développement de long terme.

- Créé fin 2008, le FSI est une société anonyme détenue à 51 % par la Caisse des Dépôts et 49 % par l'Etat français, doté de 20 Mds € dont 6 Mds en liquidités.
- La capacité d'investissement annuelle du FSI est de l'ordre de 2 Md€, ce qui l'oriente principalement vers les capitalisations moyennes ou petites.
- Le FSI choisit ses investissements pour leur contribution potentielle à la compétitivité de l'économie. L'intérêt d'investir dans une entreprise s'évalue au regard de son potentiel de croissance, d'exportation, d'innovation, de recherche, de création d'emplois et de positionnement dans la filière.
- Le FSI privilégie, lorsque c'est possible, des co-investissements avec des acteurs privés ou publics, français ou étrangers. Il s'implique dans la gouvernance des entreprises.

Ses investissements visent les différents besoins des entreprises :

- accélérer le développement, dynamiser la croissance, procéder à des acquisitions ;
- accompagner la mutation d'une entreprise viable et porteuse d'avenir : évolution de sa structure industrielle, de son positionnement concurrentiel... ;
- renforcer l'actionnariat d'une entreprise dont les compétences, le savoir-faire et les technologies sont importants pour le tissu industriel français.

Le FSI investit directement dans les entreprises ou via des partenariats avec des investisseurs privés comme dans les cas du FCDE (avec des établissements financiers pour les PME de croissance mises en difficulté par la crise) ou de fonds sectoriels comme le FMEA (fonds pour les équipementiers automobile avec PSA et Renault), InnoBio (pour les biotechnologies avec les grands laboratoires pharmaceutiques) mais aussi à travers les 123 fonds nationaux spécialisés dans l'amorçage, le capital-risque, le capital-développement.

Exemple

Le FSI accompagne également les investisseurs étrangers en appui de projets industriels ambitieux

Par exemple en 2010 le FSI est intervenu en co-investisseur dans une grande entreprise de la transformation d'aluminium, Alcan Produits Usinés, avec le co-investisseur américain Apollo. En 2009, il avait investi dans Mecadev (Mécachrome, une Entreprise de taille intermédiaire fabriquant des composants complexes pour l'aéronautique et automobile) à part égale avec le Fonds des travailleurs du Québec, mais encore dans la PME innovante Innate Pharma spécialisée dans l'immunothérapie (cancer et maladies inflammatoires) avec l'industriel pharmaceutique danois Novo Nordisk et Alta partners.

Dans le secteur agroalimentaire, le FSI envisage, aux côtés de Sodial, d'accompagner le projet d'investissement de General Mills en vue du rachat de 50 % du français Yoplait.

De nombreuses entreprises sont bénéficiaires de l'action du FSI

- En 2009 et 2010, le FSI a investi 2,4 Md€ en direct dans 42 entreprises : 10 grandes entreprises, 10 ETI et 22 PME.
- Le FSI a investi 1,4 Md€ dans des fonds en partenariat avec des investisseurs privés, fonds sectoriels, OC + et fonds partenaires France-Investissement qui ont investi dans environ 750 entreprises.



The Strategic Investment Fund: a sovereign fund working with investors, especially foreign investors

The Strategic Investment Fund (FSI) is a shrewd investor that puts up capital to take minority holdings in promising businesses in order to promote their long-term development.

- Set up in late 2008, the FSI is a limited liability company 51% owned by the Caisse des Dépôts and 49% owned by the French government. It has €20 billion in capital, €6 billion of which is in liquid assets.
- The FSI has an annual investment capacity of approximately €2 billion, which focuses the fund mainly on small and mid-cap operations.
- The FSI prefers, wherever possible, joint investment operations with private or public French or foreign players. It is involved in the governance of the firms in which it invests.

It invests to meet different business needs:

- step up development, boost growth and acquire other businesses;
- support change in a viable, promising business: development of industrial structure, competitive positioning, etc.;
- strengthen shareholding in a business whose skills, expertise and technologies are important to the French industrial fabric.

The FSI invests in the businesses directly, via partnerships with private investors as in the case of the FCDE (with financial establishments for growth SMEs distressed by the crisis), with sector funds such as the FMEA (fund for original equipment manufacturers with PSA and Renault) and InnoBio (for biotechnologies with the leading pharmaceutical laboratories), and also the 123 national funds specialised in seed capital, venture capital and development capital.

Exemple

The FSI also works with foreign investors in support of ambitious industrial projects

- For example, in 2010, the FSI took a joint stake in major aluminium processing firm, Alcan Engineered Products, with American co-investor Apollo. In 2009, it invested in Mecadev (Mécachrome, an intermediate-sized manufacturer of precision-engineered components for aircraft and automotive applications) with the Fonds de Solidarité des Travailleurs du Québec (FTQ). It also invested in innovative SME Innate Pharma specialised in immunotherapy (for cancer and inflammatory diseases), with Danish pharmaceutical manufacturer Novo Nordisk and Alta Partners.
- In the food sector, the FSI plans, alongside Sodial, to support General Mills' investment project to buy 50% of French Yoplait.

Many businesses have benefited from the FSI's action

- In 2009 and 2010, the FSI invested €2.4 billion directly in 42 businesses: 10 large companies, 10 intermediate-sized companies and 22 SMEs.
- The FSI invested €1.4 billion in funds in partnership with private investors, sector funds, the OC+ venture capital mutual fund and France-Investissement partner funds, which invested in some 750 businesses.

Modernisation du marché du travail en France

Conseil
stratégique
de l'attractivité

Un haut niveau de productivité

Une productivité parmi les plus élevées d'Europe (voir page 4, « Facteur d'attractivité de la France »).

Les cadres travaillent en France davantage que leurs homologues européens, avec plus de 44 heures par semaine. L'ensemble des salariés travaillent en moyenne plus de 36 heures par semaine, une durée qui correspond à la moyenne européenne (source Eurostat).

Plusieurs réformes ciblées pour améliorer la flexibilité du travail

L'incitation à travailler davantage par :

- l'aménagement du temps de travail, qui est désormais fixé au niveau de l'entreprise et en fonction de ses besoins, avec le recours facilité aux heures supplémentaires pour aller au-delà de la durée de référence du travail (35 heures) ;
- pour chaque heure supplémentaire, une réduction forfaitaire de charges de sécurité sociale patronale et une exonération d'impôt sur le revenu et un allègement de charges sociales pour les salariés ;
- l'extension des possibilités de travail le dimanche dans le commerce et le tourisme.

La modernisation du contrat de travail, au travers de :

- l'introduction de la rupture conventionnelle du contrat de travail, inspirée de la pratique anglo-saxonne du « compromise agreement » ;
- Les nouvelles règles permettent de tester les compétences professionnelles d'un cadre pendant une durée maximale de huit mois, et d'interrompre facilement le contrat en cas d'essai peu concluant.

L'amélioration des critères de représentativité des syndicats de salariés :

- ces derniers doivent désormais recueillir plus de 10 % des suffrages pour être représentatifs et signer des accords ;
- les accords d'entreprise, pour être validés, doivent être signés par un ou plusieurs syndicats totalisant au moins 30 % des suffrages.

Impact des réformes engagées



2,9 milliards d'€ d'exonérations sociales (en 2009)

- Début 2010, un premier bilan de 2007 relevait que les trois quarts des entreprises de plus de 10 salariés ont recours aux heures supplémentaires défiscalisées.
- Le montant des exonérations sociales liées aux heures supplémentaires effectuées en 2009 par les salariés du secteur privé (régime général et salariés agricoles) était de 2,9 Mds€, dont 700 M€ d'exonérations de cotisations employeur.
- En 2010, 20 000 ruptures conventionnelles, en moyenne, sont homologuées chaque mois, soit près de 500 000 dossiers depuis la mise en place du dispositif à la mi-2008. Les ruptures conventionnelles représentent aujourd'hui près de 11 % des ruptures de CDI.

Flexible work in France



A high level of productivity

One of the highest levels of productivity in Europe (see page 4, "France's attractiveness to investment").

Executives in France work longer hours than their European counterparts, at more than 44 hours a week. All employees work over 36 hours per week on average, in line with the European average (source: Eurostat).

Targeted reforms to improve the flexibility of work

Incentives to work more with:

- the introduction of a more flexible working week, now managed by each company according to its needs, with easier overtime arrangements for those who work longer than the reference 35-hour week;
- for each hour of overtime, a flat-rate reduction on employers' social security contributions, and exemption from income tax and reduced social security contributions for employees;
- the extension of possibilities to work on Sundays.

Modernising the employment contract with:

- the introduction of UK-style compromise agreements;
- longer trial periods for all employee categories. The new rules mean that businesses can now try out an executive's skills for a maximum of eight months and easily terminate the contract if the trial is inconclusive.

Improving union representativeness:

- unions now need over 10% of the votes to be representative and entitled to sign agreements;
- for labour agreements to be valid, they now have to be signed by one or more unions totalling at least 30% of the votes.

Impact of the reforms



€2.9 billion in social insurance exemptions (in 2009)

- In early 2010, a first report on the reform of the working week found **tax-free overtime in operation in three-quarters of companies with over ten employees.**
- In 2009, exemptions from social security contributions for overtime worked by private sector employees (general social security scheme and farm workers) came to **€2.9 billion, €700 million of which was in exemptions from employers' contributions.**
- In 2010, an average of 20,000 compromise agreements were authorised every month for a total of nearly 500,000 agreements since the system was introduced in mid-2008. Compromise agreements now account for nearly 11% of terminations of open-ended employment contracts.



Le Grand Paris

Paris : une ville-monde

- Paris est au cœur de la **1^{re} région économique d'Europe**, avec un PIB de 580 Mds€.
- Paris est la **1^{re} ville européenne pour l'accueil des quartiers généraux des 500 plus grandes entreprises mondiales** (25), troisième au monde derrière Tokyo (49) et Pékin (30).
- Paris est la **seule métropole de plus de 10 millions d'habitants en zone Euro**.

Le projet du Grand Paris

L'objectif est d'engager une **dynamique de croissance fondée sur l'innovation et ancrée sur les territoires**, au bénéfice de l'économie française toute entière.

Cinq exigences pour assurer cette dynamique de croissance :

- effacer les frontières, physiques et symboliques, entre Paris et sa banlieue ;
- doter la région capitale de grands pôles d'excellence à visibilité mondiale ;
- améliorer les connexions maritimes, fluviales, ferroviaires et aériennes de l'ensemble de la métropole pour mieux la connecter au monde ;
- intégrer la dimension environnementale pour bâtir la ville durable du 21^e siècle ;
- prendre en compte l'urgence des investissements de long terme, en matière de logements et de transports.

Un investissement massif dans les transports

Plus de 32 milliards d'euros seront investis par les autorités publiques, entre 2010 et 2025, dans les transports en commun en région parisienne, pour moderniser le réseau, assurer une exploitation de qualité des lignes et construire un métro automatique à grande vitesse de plus de 150 km connectant les grands pôles économiques et urbains du Grand Paris entre eux, et avec le centre de la métropole, et renforçant les connexions avec les aéroports et les gares, portes d'entrée du Grand Paris.

Paris-Saclay, la « Silicon-Valley » française

Plus de 2 Md€ seront consacrés au **plateau de Saclay** (Sud du Grand Paris) **pour bâtir d'ici 2020 le plus important campus scientifique et technologique en Europe**. Le site de Saclay accueille aujourd'hui 10 % des effectifs de la recherche en France, l'objectif étant de passer demain à près de 20 %.

L'impact pour les investissements étrangers

- **10 000 entreprises étrangères** sont implantées en région parisienne, soit près de la moitié du total des entreprises étrangères présentes en France.
- **Plus de 100 entreprises étrangères sont présentes dans les 9 pôles de compétitivité du Grand Paris**.

Exemple

Exemples d'investissement étranger décidés en 2010 :

- un groupe japonais, leader sur le marché mondial des instruments d'analyse et de mesure va installer un centre de recherche spécialisé sur le plateau de Saclay. Une entreprise américaine de moteur de recherche va ouvrir un centre de R&D à Paris et créer **200 emplois** ;
- une entreprise chinoise de BTP a ouvert son quartier général européen à Paris, où elle va créer **30 emplois** ;
- un groupe de prêt à porter japonais va installer son quartier européen à Paris et créer **400 emplois**.



Greater Paris

Paris: a world city

- Paris is the powerhouse of the **strongest regional economy in Europe**, with a GDP of €580 billion.
- Paris is Europe's number one city for Fortune Global 500 company headquarters (25) and world number three behind Tokyo (49) and Beijing (30).
- Paris is the **only city in the Euro zone with over 10 million inhabitants**.

The Greater Paris project

The project's **ambition** is to set in motion a **regionally powered innovation-driven growth momentum** for the benefit of the entire French economy.

Five keys to this growth dynamic:

- demolish the borders, physical and symbolic, between Paris and its suburbs;
- give the capital region major centres of excellence with an international profile;
- improve the sea, river, rail and air connections throughout the metropolitan area for a smoother interface with the world;
- include environmental considerations to build a 21st century sustainable city;
- take on board the urgent need for long-term investment in housing and transport.

A massive investment in transport

The government will invest over €32 billion in public transport in the Paris region from 2010 to 2025. Plans are in place to modernise the network, provide top-quality line service and build a high-speed automated underground network over 150 km long, which will interlink the Greater Paris economic and urban centres, connect them up with the city centre, and improve the connections with the airports and railway stations, the gateways to Greater Paris.

Paris-Saclay, the French Silicon Valley

Over €2 billion will be invested in the Saclay Plateau (South of Greater Paris) **to build the largest scientific and technological campus in Europe, scheduled for completion in 2020.** The Saclay site currently hosts 10% of the researchers in France. The aim is to raise this figure to 20%.

Impact on foreign investment

- **10,000 foreign companies** are established in the Paris region, which is nearly half of all the foreign firms in France.
- **More than 100 foreign companies are found in the nine Greater Paris competitive clusters.**

Exemple

Examples of foreign investment decided on in 2010

- A Japanese group, world leader in analysis and measurement instruments, will set up a specialised research centre on the Saclay Plateau.

- An American search engine company will open an R&D centre in Paris, creating **200 jobs**.

- A Chinese construction company has opened its European headquarters in Paris, where it will create 30 jobs.

- A Japanese ready-to-wear group will set up its European headquarters in Paris and create **400 jobs**.



Améliorer la qualité de l'accueil en France

Une charte destinée à améliorer les conditions d'accueil des voyageurs d'affaires en France

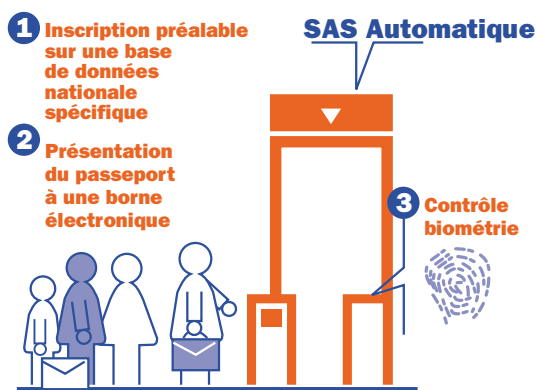
À l'issue d'une concertation associant pouvoirs publics et acteurs concernés, une charte d'accueil a été élaborée, et signée par les différents opérateurs¹ le 1^{er} mars 2011.

Dans ce cadre, huit engagements ont été pris autour des thématiques suivantes :

- l'accueil et les services offerts dans les points d'entrée sur le territoire français ;
- le confort du voyageur ;
- la mobilité et l'inter-modalité sur l'ensemble du « *parcours visiteur* » ;
- l'accueil de la clientèle d'affaires ;
- l'information et l'orientation ;
- la politique de développement durable ;
- l'accueil et les services touristiques sur le lieu de séjour ;
- l'accueil des personnes handicapées et à mobilité réduite.

Un cabinet international sera chargé de mener une évaluation de la qualité de l'accueil en France, telle que perçue par les étrangers. Les résultats de la première étude seront rendus publics en septembre 2011.

Impact pour les entreprises étrangères : 24 mesures ont été décidées pour l'amélioration de la qualité de l'accueil des visiteurs, notamment professionnels, en France.



Ces mesures comprennent, notamment :

- La refonte complète de la signalétique au sein des aéroports Charles-de-Gaulle et Orly .
- Le développement d'un accueil personnalisé dans les stations de métro et RER à fort trafic touristique .
- L'installation d'antennes d'offices de tourisme au sein des gares SNCF .
- **Le déploiement d'une procédure « fast-track » pour accélérer le passage aux frontières à Roissy et Orly d'ici fin 2011.**
- La mise en place, dès le 1^{er} mai 2011, d'une plate-forme disponible sur internet et sur téléphone mobile, permettant aux voyageurs étrangers de tous pays de faire part aux opérateurs de leur expérience et de leurs difficultés.

¹ Les représentants des transports (ADP, UAF, SNCF, RATP, ASFA), des représentants des offices de tourisme (FNOTSI, OTCP), de la restauration et de l'hôtellerie (UMIH), ainsi que du secteur des rencontres et événements professionnels (FSCEF, France Congrès, Viparis).



A better welcome in France

The charter for providing a better welcome for business travellers to France

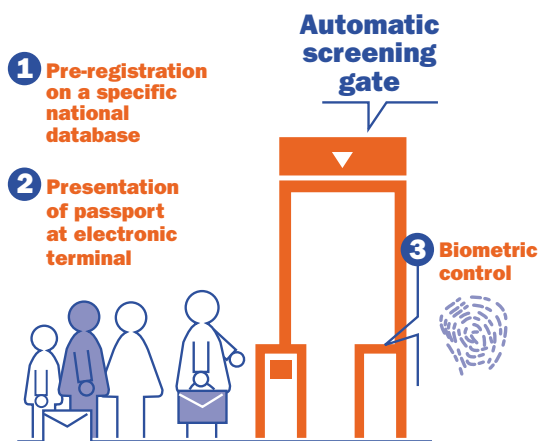
Following a consultation between public authorities and the relevant stakeholders, a «Welcome Charter» was drafted. It was signed by the various operators¹ on 1 March 2011.

The Charter involves eight commitments in the following areas:

- welcome and services available at the point of entry onto French soil;
- traveller comfort;
- mobility and intermodality throughout the visitor's trip;
- welcome for business travellers;
- information and guidance;
- sustainable development policy;
- welcome and tourist services at the place of stay;
- reception of those with disabilities.

An international consultancy will be given the task of carrying out an evaluation of the quality of the welcome in France as it is perceived by foreigners. The results of the initial study will be made public in September 2011.

What this means for foreign firms: 24 measures were chosen to improve the quality of the welcome given to visitors, particularly professionals, in France.



These measures include, among others:

- a complete overhaul of the signage at Charles de Gaulle and Orly airports;
- development of a customized welcome in Metro and RER stations where tourist traffic is particularly high;
- installation of branch tourist offices in French railway stations;
- **a fast-track procedure to expedite arrivals and departures at Charles de Gaulle and Orly airports will be available before the end of 2011;**
- deployment, as of 1 May 2011, of a Web- and mobile phone-based platform to allow foreign visitors from around the world to inform operators about their experiences and difficulties.

¹ Representatives from the transport sector (ADP, UAF, SNCF, RATP, ASFA), tourist offices (FNOTSI, OTCP), the hospitality sector (UMIH) and the meetings industry (FSCEF, France Congrès, Viparis).



Les nouvelles mesures en faveur de l'attractivité

Dans le cadre du Conseil Stratégique de l'attractivité du 28 mars 2011, de nouvelles mesures de nature à renforcer l'attractivité de la France sont annoncées, visant à :

Faciliter la mobilité et le séjour en France des dirigeants et salariés étrangers :

- Création d'un **guichet unique pour l'accueil des dirigeants et salariés étrangers et de leurs familles**. Une agence gouvernementale française, l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), devient l'interlocuteur unique pour le traitement de l'ensemble des demandes d'autorisations nécessaires à l'exercice d'une activité en France. Cette nouvelle organisation est en cours d'expérimentation dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine et du Rhône en vue d'une extension à l'ensemble du territoire à la lumière des résultats obtenus (*voir compléments en page suivante*).
- **Elargissement de l'offre** d'enseignements dispensés aux **enfants des dirigeants et salariés étrangers** dans le cadre des « sections internationales » aux principales langues parlées dans les pays du G20 :
 - les **académies encore dépourvues de sections internationales (Besançon, Limoges, Corse, Martinique) seront toutes dotées d'une section en anglais d'ici fin 2013**;
 - **de plus, des sections internationales seront ouvertes en chinois à Montpellier d'ici fin 2011, en arabe (Montpellier, Lyon, Versailles, Aix-Marseille) d'ici fin 2012, en portugais (Créteil) et en turc (Strasbourg) d'ici fin 2013, en coréen à Paris d'ici fin 2014.**
- **Alignement du traitement du conjoint sur celui du dirigeant** ou du cadre étranger dans la procédure de délivrance du titre de séjour.
- **Possibilité de recourir à un mandataire** pour la quasi-totalité des démarches à accomplir pour la délivrance du titre de séjour.



Améliorer l'accueil des investisseurs étrangers en France :

- Mise en place avant l'été 2011 d'une plate-forme permettant aux investisseurs étrangers de qualifier leur demande et garantissant un rappel téléphonique immédiat par un correspondant de l'AFII (*voir compléments en page suivante*).
- Mise en place d'un service d'accueil fiscal unique pour les entreprises non résidentes en France (*voir compléments en page suivante*).

Sécuriser l'implantation des entreprises étrangères en France :

- Mise en place d'une « offre du site France » pour les aides relatives aux projets d'investissements étrangers.
- Désignation d'un chef de projet auprès du préfet pour la mise en œuvre des projets d'investissements étrangers importants dans les territoires.



New measures to make France a more attractive place to do business

To make France a more attractive business destination, new measures were announced on the occasion of the Strategic Attractiveness Council on 28 March 2011, with an eye to:

Making it easier for foreign executives and employees to move to France

- Creation of a «**one-stop shop**» to assist foreign executives and employees as well as their families. The French Immigration and Integration Bureau (OFII), a government agency, will become the single point of contact for all requests for permits needed to set up in France. This new organization is currently being tested in three French départements (Paris, Rhône and Hauts-de-Seine) with an eye to extending it to include all of France, based on the results (*see next page*).
- For the children of foreign executives and employees, the teaching provided within the «international sections» will be expanded to include the principal languages spoken in the G20 countries:
 - areas of France without international sections (Besançon, Limoges, Corsica and Martinique) will be given an English-speaking section by the end of 2013;
 - additionally, Chinese-speaking international sections will be available in Montpellier at the end of this year. By the end of 2012, Arabic-speaking sections will be available in Montpellier, Lyon, Versailles and Aix-Marseille), a Portuguese-speaking section in Créteil and a Turkish-speaking section in Strasbourg will be set up by the end of 2013, and a Korean-speaking section will be inaugurated in Paris by the end of 2014.
- Providing similar treatment for spouses of foreign executives and managers when granting residence permits.
- The possibility of using a proxy at nearly every stage in the process of applying for a residence permit.



Providing a better welcome for foreign investors in France

- Very shortly, the Invest in France Agency will make available a platform allowing foreign investors to submit a request and receive an immediate callback by an Invest In France Agency representative (*see next page*).
- Opening of a single point of contact dealing with tax matters for non-resident firms in France (*see next page*).

Make it easier for foreign firms to set up shop in France

- Introduction of a «Destination France» package offering financial support for foreign investment projects.
- Appointment of local project managers to assist in setting up large-scale foreign investment projects in France's regions.



Zoom sur les 3 principales nouvelles mesures pour simplifier la vie des entreprises étrangères

Pour simplifier l'accueil des sociétés étrangères en France et accélérer la mise en œuvre de leurs projets d'investissement, **la logique du guichet unique est déclinée dans trois domaines clés** : la fiscalité, l'immigration économique et l'information.

Un service d'accueil fiscal unique dédié aux entreprises non résidentes.

Un service d'accueil et d'information dédié aux entreprises non résidentes étudiant un projet de localisation en France va être mis en place d'ici fin 2011. Il aura pour missions de :

- délivrer toute information de nature fiscale concernant la réalisation du projet d'investissement en France ;
- procéder à des simulations afin d'évaluer le montant des charges fiscales dont l'entreprise serait redevable en France.

Afin de sécuriser leurs investissements, les entreprises pourront solliciter une prise de position formelle de l'administration sur les questions fiscales (rescrit).

Un guichet unique pour l'accueil des impatriés.

L'immigration professionnelle a été simplifiée depuis 2006, grâce, notamment, à la création de titres de séjour de trois ans destinés aux dirigeants (carte « compétence et talents ») et aux salariés étrangers (titre de séjour « salarié en mission »).

Pour ces catégories de personnes, l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) devient l'interlocuteur unique pour le traitement de l'ensemble des autorisations nécessaires :

- à l'exercice de l'activité professionnelle (autorisation de travail) ;
- et à l'installation sur le territoire (délivrance du titre de séjour dans les trois mois suivant l'entrée en France).

Mise en place à titre expérimental dans trois départements français (Paris, Rhône et Hauts-de-Seine), cette procédure simplifiée a vocation à être étendue à l'ensemble du territoire à la lumière des résultats obtenus.

Un accès direct à l'information pour les entreprises étrangères ayant un projet d'investissement en France.

L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) va mettre en place avant l'été, une plate-forme permettant aux investisseurs étrangers de qualifier leur demande et garantissant un rappel téléphonique immédiat par un correspondant de l'AFII.

Le site internet de l'AFII va s'enrichir d'une plateforme de mise en relation directe avec un conseiller à même de répondre aux questions les plus fréquemment posées par les entreprises étrangères projetant un investissement en France. Si nécessaire, l'interlocuteur sera orienté vers les pôles d'expertise de l'agence.



A closer look at the three main streamlining measures for foreign firms

To streamline foreign firms' arrival in France, and help get their investment projects rolling, a «one-stop shop» concept is being introduced in three key areas: taxation, economic migration and information.

A single point of contact dealing with tax matters for non-resident firms

By the end of the year, an orientation and information service will cater to non-resident firms thinking about starting a project in France. It will:

- provide any and all tax information regarding investment projects in France;
- conduct simulations to estimate how much tax the firm will be liable for in France.

To protect their investments, firms may request an advance ruling on tax matters from the administration.

A «one-stop shop» for impatriates

Starting in 2006, immigration for employment purposes was streamlined, particularly with the introduction of two new three-year residence permits: the «Skills and Talents» permit for executives, and the «Employee on Assignment» permit for foreign employees.

For these groups, the French Immigration and Integration Bureau (OFII) will become the single point of contact for all requests for permits:

- work permits;
- residence permits (granted within three months of the person's arrival in France).

This new organization, which is currently being tested in three French départements (Paris, Rhône and Hauts-de-Seine), with an eye to extending it to include all of France, based on the results.

Direct access to useful information for investors

Very shortly, the Invest in France Agency will make available a platform allowing foreign investors to submit a request and receive an immediate callback by an Invest in France Agency representative.

The Invest in France Agency website will soon have a forum in which foreign firms planning to invest in France can put questions directly to an advisor. If necessary, firms can be directed to one of the Agency's teams of experts.



Présentation du Conseil stratégique de l'attractivité et historique des mesures en faveur de l'investissement étranger

Une politique d'attractivité à l'écoute des entreprises étrangères

La politique volontariste d'attractivité vise à renforcer l'image économique à l'étranger, en valorisant les atouts de la France et les réformes, avec l'objectif de mobiliser les talents et les investissements étrangers au service de la croissance et de l'emploi du pays. Plus de 120 mesures ont été mises en œuvre depuis 2003 pour améliorer l'environnement des affaires et l'attractivité de la France.

La **création** du Conseil Stratégique de l'Attractivité (CSA) en 2004 a permis de structurer cette démarche en permettant à une vingtaine de dirigeants de groupes internationaux de livrer leur **appréciation** sur la compétitivité de la France et d'émettre des **recommandations** pour renforcer l'attractivité de notre territoire. Son secrétariat est assuré par l'Agence française pour les investissements internationaux, l'agence gouvernementale en charge de la mise en œuvre de la politique d'attractivité.

Le CSA s'est réuni à Paris, en 2004, 2005 et 2007 et à Davos en 2008 sous la présidence du Premier ministre. Il se tient pour la première fois en présence du Président de la République, le 28 mars 2011.

Les travaux du CSA ont stimulé la politique de réformes

Parmi les mesures en faveur de l'attractivité inspirées souvent par les propositions du CSA :

- deux réformes fiscales de grande ampleur : la réforme du crédit d'impôt-recherche, devenu le plus compétitif d'Europe et la suppression de la taxe professionnelle, dont la base de taxation était l'investissement productif ;
- l'amélioration de l'accueil des compétences et talents (cadres, chercheurs et étudiants étrangers) par la création de titres de séjour pluriannuels dédiés à la mobilité internationale et l'adaptation du régime fiscal à la situation des impatriés ;
- des simplifications de l'environnement des affaires, notamment pour faciliter la création d'entreprise, développer l'e-administration, améliorer les procédures d'import/export, réduire les délais de procédure pour la création d'installation classée et permettre la rupture conventionnelle du contrat de travail.

Exemple

Illustration dans le champ de l'innovation :

- 71 pôles de compétitivité accueillent 536 entreprises étrangères ;
- 2000 entreprises étrangères bénéficient du crédit d'impôt recherche.



Presentation of the Strategic Attractiveness Council and measures to promote foreign investment

An attractiveness policy that takes its cue from foreign business

Our proactive attractiveness policy is designed to power up France's economic profile abroad, promoting French assets and reforms to rally foreign talent and investment in support of the country's growth and employment. Over 120 measures have been introduced to improve France's business environment and appeal since 2003.

The Strategic Attractiveness Council (SAC) was **created** in 2004 to structure this approach. Its twenty or so international group heads report on their **assessment** of France's competitiveness and make **recommendations** to increase the country's drawing power. The Council's secretariat is provided by the Invest in France Agency, the government agency tasked with implementing the attractiveness policy.

The SAC met in Paris in 2004, 2005 and 2007, and in Davos in 2008 under the chairmanship of the Prime Minister. It is meeting for the first time in the presence of the President of the French Republic on 28 March 2011.

The SAC's work has stimulated the reform policy

Among the many attractiveness measures inspired by the SAC's suggestions are:

- two large-scale tax reforms: the reform of the research tax credit, which is now the most competitive in Europe, and the scrapping of local business tax with its tax base of productive investment;
- better ways to host skills and talent (foreign executives, researchers and students) by creating multiannual residence permits for international mobility and tailoring the tax system for impatriates;
- simplification of the business environment, in particular to facilitate start-ups, develop the e-administration, improve import/export procedures, reduce procedural lead-times for the creation of classified facilities, and introduce the compromise agreement.

Exemple

Examples in the field of innovation

71 competitive clusters host 536 foreign firms

2,000 foreign firms are eligible for the research tax credit

L'Agence française pour les investissements internationaux



Missions, statut et moyens de l'agence :

- identifier, convaincre et accompagner les investisseurs étrangers ;
- promouvoir l'image et l'attractivité économiques de la France à l'étranger ;
- proposer des mesures de nature à renforcer l'attractivité de la France ;
- analyser les flux d'investissement internationaux et l'environnement concurrentiel ;
- EPIC créé en 2001, placé sous la tutelle des Ministres chargés de l'économie (DGTTrésor) et de l'aménagement du territoire (Datar). Siège à Paris ; 156 agents (17 nationalités) ; 23 bureaux à l'étranger ; budget 2011 : 22,7 M€.

Enjeux de l'ouverture à l'investissement étranger :

- la France est le second pays d'accueil en Europe des investissements étrangers créateurs d'emploi ;
- depuis dix ans, 6 127 investissements étrangers, dont 40 % ont été détectés et accompagnés par l'AFII et ses partenaires, ont permis la création ou la sauvegarde de 303 300 emplois en France ;
- plus de 20 000 entreprises étrangères emploient, en France, plus de 2 millions de personnes ; elles contribuent pour 22 % aux dépenses de R&D, et pour 33 % aux exportations françaises.

Trois axes d'action prioritaires :

À l'étranger, la détection des investissements internationalement mobiles.

L'agence a renforcé sa capacité de projection vers les entreprises étrangères, en redéployant depuis trois ans son réseau à l'étranger, très actif en Europe et en Amérique du nord, vers les BRIC et la région du Golfe (ouvertures à Abu Dhabi, Istanbul, Sao Paulo ; renforcement à Moscou, Singapour et Hong-Kong).

L'année dernière, 7 400 contacts directs noués par l'agence avec des sociétés étrangères ont permis d'identifier plus de 1 000 projets. 30 % des projets accompagnés débouchent sur des décisions d'investissement. La prospection à l'étranger peut être conduite en partenariat avec les territoires français, que l'agence informe chaque semaine des projets détectés.

En France, l'accueil et l'accompagnement des investisseurs.

L'AFII constitue pour les investisseurs étrangers un interlocuteur stable et de référence, interface opérationnelle avec les autorités françaises à tous les stades des projets d'investissement. Elle a reçu l'année dernière, en partenariat étroit avec les acteurs territoriaux, plus de 500 investisseurs étrangers en déplacement en France, et noué des contacts directs avec 700 sociétés déjà implantées, susceptibles de lancer de nouveaux investissements.

L'agence offre aux sociétés étrangères une expertise sur des sujets liés à l'investissement, tels que l'immigration économique, la fiscalité ou le droit du travail. Elle coopère avec OSEO pour répondre aux demandes de partenariats technologiques émanant d'entreprises étrangères. Elle est sollicitée pour faciliter la reprise d'entreprises françaises en difficulté par des sociétés étrangères, ou la venue d'investisseurs étrangers sur des sites de défense en reconversion.

La promotion de l'image économique de la France.

L'analyse de l'environnement concurrentiel et des déterminants de l'attractivité française développée par l'agence oriente le choix des pays et des thèmes pour les actions de communication qu'elle conduit à l'étranger. Ces analyses contribuent également, avec les témoignages recueillis auprès des dirigeants d'entreprises étrangères, à identifier et à proposer aux autorités françaises des mesures de nature à renforcer l'attractivité de la France.

L'agence anime un réseau de partenaires capables de relayer auprès des décideurs étrangers l'information qualifiée qu'elle produit sur la France. Elle a renforcé ses relations, dans ce but, avec Ubifrance, Atout France, Paris Europlace, l'UCCIFE, le CNCCEF, OSEO, ainsi qu'avec des sociétés conseillant les investisseurs étrangers réunis dans le « Club AFII » et les agences « Invest in » de Chine, d'Inde et du Brésil. Elle rassemble annuellement à Paris les communautés d'affaires japonaise, indienne, chinoise, coréenne et brésilienne présentes en France.

The Invest in France Agency



Responsibilities, legal status and resources

- To identify, win over and provide support to foreign investors.
- To promote France's economic attractiveness and business image abroad.
- To propose measures to improve France's attractiveness to investment.
- To analyze international investment flows and the competitive environment.
- A public-private body (établissement public national à caractère industriel et commercial – EPIC), which reports to the French Economy and Regional Development Ministers. Headquarters in Paris; 156 employees (17 nationalities); 23 offices overseas; 2011 budget: €22.7 million.

France's openness to international investment

- France is the second largest recipient in Europe of job-creating foreign investment projects.
- In the last 10 years, 6,127 foreign investment projects – 40% of which were identified and supported by the Invest in France Agency and its partners (France's regional development agencies) – created or safeguarded 303,300 jobs in France.
- There are over 20,000 foreign companies in France, employing over 2 million people; they also account for 22% of all R&D spending in the country and 33% of all French exports.

Three strategic priorities

Outside France: to identify internationally mobile investment projects.

The Invest in France Agency has broadened its reach to foreign companies in the last three years, reshaping its strong presence abroad in Europe and North America in favor of BRIC and GCC countries (new offices in Abu Dhabi, Istanbul and São Paulo; expanding bureaux in Moscow, Singapore and Hong Kong).

In 2010, 7,400 face-to-face meetings initiated by the Invest in France Agency with foreign companies yielded over 1,000 identified projects; of these projects supported by the Agency, 30% resulted in positive investment decisions. Prospecting overseas may be carried out in partnership with France's regional development agencies, whom the Invest in France Agency informs every week of projects it has identified.

In France, support and assistance to investors.

For foreign investors, the Invest in France Agency is a stable, reliable point of contact and an operational interface with the French authorities at every stage of their investment projects. Last year, the Invest in France Agency, in close partnership with France's regional development agencies, welcomed over 500 foreign investors visiting France, and fostered direct contacts with 700 companies already doing business in the country that are likely to initiate fresh investments.

The Invest in France Agency offers foreign companies expert advice on investment-related subjects, such as business immigration, taxation and labor regulations, and works with OSEO (the French innovation agency) to satisfy requests for technology partnerships from foreign firms. The Agency also plays a role in facilitating the takeover of ailing French businesses by foreign companies and in finding investors to occupy new business sites being reconverted from decommissioned military bases.

Promoting France's business image.

The Invest in France Agency analyses the competitive environment and the factors behind France's attractiveness to investors, which in turn shapes the nature and target countries of its communications abroad. This analysis, combined with the experiences of foreign company executives in France, also helps it to identify and present the French government with measures to improve the country's attractiveness.

The Agency coordinates a network of partners via whom the information it produces about France can be relayed to foreign decision-makers. These relationships have been strengthened through closer ties with Ubifrance (international business development), Atout-France (tourism), Paris Europlace, the Union of French Chambers of Commerce and Industry Abroad (UCCIFE), the National Committee of French Foreign Trade Advisors (CNCCEF), OSEO and firms providing advice to investors under the "Invest in France Agency Partners Network" umbrella, as well as with "Invest in" agencies in China, India and Brazil. The Invest in France Agency also brings together the Japanese, Indian, Chinese, Korean and Brazilian business communities in France for annual gatherings in Paris.

Groupe Abertis



Francisco Reynés Massanet,

Directeur Général et administrateur

- Ingénieur industriel diplômé de l'université Polytechnique de Barcelone et MBA de l'IESE.
- Il est entré dans le groupe Abertis en mai 2009 en tant que Directeur Général de Gestion.
- Il a été nommé Directeur Général du groupe le 8 mai 2010. Auparavant il a exercé les fonctions de Directeur Général de Criteria, filiale de participations industrielles de La Caixa, Directeur des Ressources et membre du comité exécutif de Gas Natural et Directeur Général de Uniland.
- Il a également exercé des postes de différentes responsabilités au sein d'entreprises telles que Johnson Control, Groupe Volkswagen et Dogi.

Activité

Chiffres d'affaires 4,1 milliards €

Employés 12 400

Premier groupe privé d'Espagne en matière de gestion d'infrastructures de transport et de communication, Abertis créé en 2003 (mais son origine, l'entreprise, ACESA, remonte aux années soixante) rassemble des entreprises présentes dans les secteurs des autoroutes, des infrastructures de télécommunication, des aéroports, des parkings et des plateformes logistiques. Les principaux actionnaires du groupe sont Criteria - 28,5% - (du groupe caisse d'épargne La Caixa), CVC Capital Partners - 15,5 - et ACS - 10,3%-. Le groupe est coté à la bourse de Madrid et fait partie de l'IBEX35. La capitalisation boursière actuelle est de plus de 10 Md€.

Développements du groupe à l'international

Le groupe est présent dans 17 pays. 50 % de ses revenus proviennent de l'étranger.

Abertis est le principal opérateur d'autoroutes en Espagne, avec 60% du réseau concédé. Il gère également des autoroutes en France, en Argentine, au Chili et à Porto Rico. La société gère le réseau d'infrastructures de télécommunications terrestres espagnol (équivalent de TDF en France) et est le premier actionnaire des entreprises de satellites Eutelsat, basée à Paris, et Hispasat, basée à Madrid. Abertis a des intérêts dans 30 aéroports répartis dans 9 pays, dont le principal est l'aéroport de London Luton, avec un trafic de plus de 50 millions de passagers par an. Saba, filiale des parkings du groupe, est l'opérateur numéro un en Espagne (80 villes d'Espagne) et l'un des plus importants d'Europe (présent dans 5 pays). Abertis Logística est la filiale de gestion de plateformes logistiques, présentes dans plusieurs pays.

Présence en France

Le principal actif en France est Sanef, qui gère 1750 km d'autoroutes avec quatre des sept voies d'accès par autoroute à l'Île de France, ainsi que le trafic qui relie l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg au nord de la France et au Royaume Uni. Abertis possède 52,5% du capital de Sanef. Il est accompagné par la Caisse des Dépôts (20%), Predica (Groupe Crédit Agricole - 12,5%), Axa (10%) et FFP (Peugeot - 5%). La société compte aujourd'hui plus de 3500 salariés. Son chiffre d'affaires en 2010 s'est élevé à 1,4 milliard d'euros (35% du CA total d'Abertis). Sanef, avec Saba –filiale des Parkings–, gère également deux parkings à Paris.

Abertis est le premier actionnaire d'Eutelsat, leader européen et 3ème mondial dans le domaine satellitaire, avec 27 satellites et un chiffre d'affaires de 1,05 milliard d'euros. Abertis contrôle 31,4% du capital, le second actionnaire étant le FSI, avec 25,7%. Abertis participe également au développement d'un projet logistique à Toulouse. L'investissement cumulé des cinq dernières années est de 1,1 milliard € (hors investissement initial) pour la Sanef et 1,7 milliard € pour Eutelsat.

Contact Presse

Toni BRUNET, Directeur de la Communication du Groupe Abertis - Tel +34 93 230 50 39
toni.brunet@abertis.com

Pascal LATIMIER, Directeur Abertis France - Tel +33 1 41 90 59 10 - pascal.latimier@abertis.com

Abertis Group



Francisco Reynés Massanet,
Corporate Managing Director and Executive
Director

- Graduated in industrial engineering from the Polytechnic University of Barcelona and with an MBA from the IESE Business School.
- He entered the Abertis Group as Executive Director in May 2009.
- He was appointed Corporate Managing Director of the group on 8 May 2010. Previous positions include General Manager of Criteria, the portfolio holding subsidiary of La Caixa, Director of Resources and member of the Management Committee of Gas Natural, and Chief Executive Officer of Uniland.
- He has also held various positions in companies such as Johnson Control, Volkswagen Group and Dogi.

Business

Turnover	€4.1 billion
Staff	12,400

Abertis, the leading private Spanish group in the management of transport and telecommunications infrastructures, was established in 2003 (although its roots in the form of ACESA go back to the 1960s). The group comprises companies working in toll roads, telecommunications infrastructures, airports, car parks and logistics parks. The group's main shareholders are Criteria - 28.5% - (part of La Caixa savings bank), CVC Capital Partners - 15.5% - and ACS - 10.3%. The group is listed on the Madrid Stock Exchange and forms part of IBEX35. Its current value on the stock market stands at over €10 billion.

International operations

The group operates in 17 countries, with 50% of its earnings made abroad.

Abertis is the leading toll road operator in Spain with 60% of all motorway concessions. It also manages toll roads in France, Argentina, Chile and Puerto Rico. The company manages the Spanish network of land telecommunications infrastructures (equivalent of TDF in France) and is the leading shareholder in the Eutelsat satellite company based in Paris and the Hispasat satellite company based in Madrid. Abertis has interests in 30 airports in nine countries, top of the list of which is London's Luton Airport with over 50 million passengers per year. Saba, the group's car parks subsidiary, is the number one operator in Spain (80 Spanish towns) and one of the largest operators in Europe (operating in five countries). Abertis Logistica is the logistics parks management subsidiary, which operates in a number of countries.

Operations in France

The main asset in France is Sanef, which manages 1,750 km of motorways, including four of the seven motorways leading into the greater Paris area and the traffic linking Germany, Belgium and Luxembourg to the north of France and the United Kingdom. Abertis holds 52.5% of Sanef's capital, with the rest held by the Caisse des Dépôts (20%), Predica (Crédit Agricole Group - 12,5%), Axa (10%) and FFP (Peugeot - 5%). Today, the company employs over 3,500 people. Its 2010 turnover came to €1.4 billion (34% of Abertis' total turnover). Sanef, with Saba - the car parks subsidiary - also manages two car parks in Paris.

Abertis is the leading shareholder in Eutelsat, European leader and world number three in the satellite sector, with 27 satellites and a turnover of €1.05 billion. Abertis holds 31.4% of the company's capital, with the number two shareholder being FSI with 25.7%. Abertis is also participating in the development of a logistics project in Toulouse. Total investment for the last five years stands at €1.1 billion (excluding initial investment) for Sanef and €1.7 billion for Eutelsat.

Press contact

Toni Brunet, Abertis Group Communications Director - Tel: +34 93 230 50 39 - e-mail: toni.brunet@abertis.com

Pascal Latimier, Director of Abertis France - Tel: +33 1 41 90 59 10 - e-mail: pascal.latimier@abertis.com

Akebono Brake Industry Co. Ltd.



Yoshimasa Ogino
Vice-Président Exécutif

- Diplômé en Ingénierie Electrique de l'Université de Shizuoka.
- A rejoint ITOCHU Corporation en 1975 et y a exercé de nombreuses responsabilités notamment comme Vice-président.
- A rejoint Akebono Brake Industry en 2004 comme conseiller et a été nommé en 2007 Vice-président exécutif et membre du conseil d'administration.

Activité

Chiffre d'affaires	1.16 milliard €
Employés	7 000 personnes

Créé en 1929, Akebono Brake Industry est le premier fabricant japonais de systèmes de freinage (40% de part de marché au Japon). Ses principaux clients sont : Nissan, Toyota, Honda, GM, Ford, Daimler. Ses produits sont les freins à disque et les freins à tambour pour les industries automobile et ferroviaire.

Développements du groupe à l'international

Le groupe compte quatre usines aux Etats-Unis et deux nouveaux sites de production, depuis le rachat de Bosch Braking America, en 2009, qui lui a permis d'asseoir sa réputation de spécialiste du freinage sur le continent nord-américain.

Akebono Brake Industry dispose également de quatre usines en Asie (deux en Chine, en Thaïlande et en Indonésie) et une usine en Europe (France).

Présence en France

Le chiffre d'affaires de la société française est de 30 millions €. Le montant total des investissements des cinq dernières années est de 1, 8 million €.

La société compte 165 collaborateurs en France. Son activité s'est développée comme suit :

1985 : ouverture d'un bureau commercial à Neuilly-sur-Seine (92)

1995 : création d'un Centre R&D à Gonesse (95)

1999 : ouverture d'unité de production de plaquettes de freins à Arras (62)

Les principaux clients sont Audi, VW, Mercedes, Opel.

Contact Presse

Yoshio Arai / General Manager, Corporate Communications Office

yarai39@akebono-brake.com

Akebono Brake Industry Co. Ltd.



Yoshimasa Ogino
Executive Vice-President

- Graduated in electrical engineering from the University of Shizuoka.
- Joined ITOCHU Corporation in 1975 where he held many positions of responsibility, including Vice-President.
- Joined Akebono Brake Industry as a consultant in 2004. Appointed Executive Vice-President and Member of the Board in 2007.

Business

Turnover	€1.16 billion
Staff	7,000 people

Established in 1929, Akebono Brake Industry is the leading Japanese manufacturer of braking systems (40% of market share in Japan). Its main customers are: Nissan, Toyota, Honda, GM, Ford and Daimler. It produces disc brakes and drum brakes for the automotive and rail industries.

International operations

The group has four plants in the United States and two new production sites since the acquisition of Bosch Braking America in 2009, which bolstered its reputation as a braking specialist on the North American continent.

Akebono Brake Industry also has four factories in Asia (two in China, one in Thailand and one in Indonesia) and a plant in Europe (France).

Operations in France

The French company makes a turnover of €30 million. Total investment over the last five years stands at €1.8 million.

The company has 165 staff in France. Its business has developed as follows:

1985: opening of a sales office in Neuilly-sur-Seine (92)

1995: creation of an R&D Centre in Gonesse (95)

1999: opening of a brake pads production unit in Arras (62)

Leading customers are Audi, VW, Mercedes and Opel.

Press contact

Mr Yoshio Arai/ General Manager, Corporate Communications Office

e-mail: yarai39@akebono-brake.com

Algentech



Isabelle Malcuit
Directrice Générale

- Diplômée en biologie et génétique appliquées de l'université Paris-Diderot (1991) et de l'Université Paris-Sud (1992), elle part ensuite à Dublin pour obtenir en 1998 un PhD en génétique.
- Isabelle Malcuit a été chercheur spécialisée en virologie et génétique végétale au service des laboratoires Sainsbury, à Norwich, au sein du Centre John Innes pendant plus de sept ans (1997-2004).
- Isabelle Malcuit est directrice générale et scientifique d'Algentech, après avoir été responsable de la stratégie de l'entreprise

Activité

Chiffre d'Affaires **2 contrats signés en 2010 - CA de 6M€ pour 2011-2013**

Employés **5**

L'activité d'Algentech porte sur le développement de technologies innovantes pour le ciblage de gènes dans l'ensemble du génome végétal.

Algentech développe et exploite trois technologies innovantes de ciblage de gènes pour le secteur des agro-biotechnologies, l'industrie pharmaceutique et la recherche en biologie végétale. Les technologies permettent le ciblage de gènes dans le génome végétal, au niveau du noyau et des organelles. La technologie de ciblage de gènes dans le génome nucléaire permet entre autres d'identifier rapidement les gènes associés à des traits agronomiques importants tels que le rendement, la résistance aux maladies et au stress abiotique. La transformation des chloroplastes permet de convertir les plantes en usines de production de composés à haute valeur ajoutée : précurseurs de biocarburants, protéines et métabolites secondaire pour l'industrie pharmaceutique. La transformation des mitochondries est une technologie de rupture qui a pour application principale l'induction de la stérilité mâle cytoplasmique pour la production de semences hybrides à haut rendement.

Développements du groupe à l'international

La société Algentech Ltd a été créée au Royaume-Uni en novembre 2004. Son but est de développer trois technologies complémentaires de ciblage de gènes, qui répondent à une forte demande du secteur des agro-biotechnologies. La preuve du concept a été obtenue pour les trois technologies chez deux plantes modèles ; ces travaux ont donné lieu au dépôt de plusieurs brevets.

Les fondateurs d'Algentech ont pris l'initiative de contacter l'incubateur Genopole en juillet 2008 pour faciliter son installation en France. La création d'Algentech SAS s'est concrétisée en mars 2009.

Présence en France

Algentech SAS a été créée en 2009 et enregistrée à Evry. Elle bénéficie du soutien du Genopole d'Evry, tout en étant installée sur le campus de l'INRA de Versailles pour bénéficier des laboratoires et autres serres nécessaires à ses activités. L'implantation en France a été motivée par un environnement scientifique privilégié et une fiscalité avantageuse pour les activités de recherche et développement.

Contact Presse

Dr Isabelle Malcuit, Algentech SAS, Pépinière Genopole Entreprises, 4 rue Pierre Fontaine 91058 Evry Cedex
imalcuit@algentech.com - Portable : 06 88 26 50 61

Algentech



Isabelle Malcuit
Chief Executive Officer

- Graduated in applied biology and genetics from the University of Paris-Diderot (1991) and from the University of Paris-Sud (1992). She then studied in Dublin and was awarded a PhD in genetics in 1998.
- Isabelle Malcuit worked as a researcher for the Sainsbury laboratories specialising in virology and plant genetics at the John Innes Centre in Norwich for over seven years (1997-2004).
- Isabelle Malcuit is Chief Executive Officer and Scientific Director of Algentech following her position as Manager of Corporate Strategy.

Business

Turnover **2 contracts signed in 2010 - turnover of €6m for 2011-2013**

Staff **5**

Algentech develops innovative technologies for gene targeting in the plant genome.

Algentech has developed the use of three innovative gene targeting technologies for the agribiotech sector, the pharmaceutical industry and plant biology research. The technologies target genes in the plant genome at nucleus and organelle level. Gene targeting in the nuclear genome rapidly identifies the genes associated with important agronomic traits such as yield, disease resistance and abiotic stress resistance. Chloroplast transformation is used to convert plants into high value-added compound production units: precursors for biofuels, proteins and secondary metabolites for the pharmaceutical industry. Mitochondrial transformation is a disruptive innovation whose main application is the induction of cytoplasmic male sterility for the production of high-yield hybrid seeds.

International operations

Algentech Ltd was established in the United Kingdom in November 2004 to develop three complementary gene targeting technologies to meet a strong demand from the agribiotech sector. Proof of concept was achieved for the three technologies in two model plants. This work gave rise to a number of patents.

The founders of Algentech contacted the Genopole incubator in July 2008 to help them set up operations in France. Algentech SAS was consequently established in March 2009.

Operations in France

Algentech SAS was created in 2009 and registered in Evry. It is supported by the Evry Genopole biopark and works on the French National Institute for Agricultural Research (INRA) site in Versailles, using the laboratories and other greenhouses it needs for its work. Establishment in France was driven by a buoyant scientific environment and advantageous taxation for research and development activities.

Press contact

Dr Isabelle Malcuit Algentech SAS, Pépinière Genopole Entreprises, 4 rue Pierre Fontaine, 91058 Evry Cedex France

e-mail: imalcuit@algentech.com - Mob: +33 6 88 26 50 61

Anaqua Inc.



Priya Iyer,
Présidente Directrice Générale

- Priya Iyer a une licence et un master en informatique, ainsi qu'un MBA de la Sloan School of management du MIT de Boston.
- Priya Iyer était précédemment en charge des opérations chez Steelpoint Technologies, gérante associée chez AGENCY.COM, où elle a fondé et développé un cabinet de services financiers.
- Priya Iyer a rejoint Anaqua en tant que Directrice en 2005, avant de devenir Présidente en 2007, et Présidente Directrice Générale en 2009.

Activité

Chiffre d'affaires 7-11 M €

Employés 80

Anaqua a été créée en 2004 à Londres afin de commercialiser une solution innovante pour la gestion stratégique de la propriété industrielle. Elle s'est relocalisée de Londres à Boston en 2006 tout en gardant une implantation à Londres.

Anaqua est une PME qui propose des solutions pour une vision stratégique de la propriété industrielle (portefeuilles brevets, marques et modèles). Les entreprises qui mettent l'innovation au cœur de leur stratégie se doivent de maintenir la cohérence de leur propriété industrielle avec leurs objectifs business. La direction Générale a besoin de savoir en quoi la propriété industrielle contribue à la valeur de l'entreprise.

Les solutions Anaqua permettent à chacun des acteurs de l'entreprise de prendre sa part au processus d'innovation. Marketing, R&D, filiales, centres de production, départements propriété industrielle et juridique collaborent efficacement au service de la stratégie pilotée par la Direction Générale.

Développements du groupe à l'international

Anaqua est implantée aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en France. Ses clients sont le plus souvent des entreprises multinationales. Parmi ses clients, elle compte notamment Ford, British American Tobacco, Huawei, Kimberly-Clark, Microsoft, NXP, Eastman, Diageo, ST Microelectronics, Nielsen, Coca-Cola, ainsi que des entreprises de taille moyenne.

Présence en France

En mai 2010, Anaqua et la société française SGA² se sont associées. SGA² est le premier centre de gestion de portefeuilles de propriété industrielle en France, avec près de 200 000 brevets gérés. PSA, Lafarge, BULL, le CNRS, LVMH, France Telecom, Samsung et Honeywell sont parmi ses clients. La société est spécialiste en gestion d'annuités de brevets et renouvellements de marques. Elle dispose de bureaux en Italie, Allemagne, Belgique et au Canada.

Grâce à leur complémentarité Anaqua et SGA² vont désormais mettre leurs expertises au service des entreprises dans la propriété industrielle.

Le fonds d'investissement Beacon Equity Partners, principal actionnaire d'Anaqua, est à l'origine du rapprochement entre Anaqua et SGA². Beacon a créé une société holding détenant les deux entreprises.

Contacts Presse

Aux Etats-Unis : Ian Reid ireid@anaqua.com

En France : Gérard Borin gborin@sga2.com

Beacon Equity Partners: <http://beaconep.com>, Anaqua: <http://www.anaqua.com>, SGA²: <http://www.sga2.com>

Anaqua Inc.



Priya Iyer,
Chief Executive Officer

- Priya Iyer holds a bachelor's and a master's in Computer Science and an MBA from the MIT Sloan School of Management in Boston.
- Priya Iyer was previously responsible for Operations at Steelpoint Technologies and Managing Partner at AGENCY.COM, where she founded and grew a financial services practice.
- Priya Iyer joined Anaqua as Chief Operations Officer in 2005, was appointed President in 2007 and Chief Executive Officer in 2009.

Business Overview

Turnover	€7-€11 million
Employees	80

Anaqua was founded in 2004 in London to market an innovative software solution for the strategic management of intellectual property. The company headquarters was relocated to Boston in 2006 while keeping the London office.

Anaqua is an SME that provides solutions for a strategic view of intellectual property (patent, trademark and design portfolios). Companies with innovation at the heart of their strategy must maintain alignment between their intellectual property and their business objectives. Executive management needs to know how intellectual property contributes to the value of the company.

Anaqua solutions allow everyone in the company to play a role in the innovation process. Marketing, R&D, subsidiaries, production facilities, intellectual property and legal departments collaborate effectively to implement the strategy set by the CEO.

International Activity

Anaqua has offices in the United States, the United Kingdom and France. Its clients are mostly multinational companies. The company's key clients include Ford, British American Tobacco, Huawei, Kimberly-Clark, Microsoft, NXP, Eastman, Diageo, STMicroelectronics, Nielsen, Coca-Cola, as well as mid-sized companies.

Presence in France

In May 2010, Anaqua and the French company SGA² joined forces. SGA² is the leading center for managing intellectual property portfolios in France, with approximately 200,000 patents managed. Its clients include PSA, Lafarge, BULL, CNRS, LVMH, France Telecom, Samsung and Honeywell. The company specializes in managing patent annuities and trademark renewals. It has offices in Italy, Germany, Belgium and Canada.

Thanks to their complementary offerings, Anaqua and SGA² will now grow together to serve leaders in intellectual property.

The investment fund Beacon Equity Partners, Anaqua's principal shareholder, initiated the merger of Anaqua and SGA². Beacon established a holding company that owns both companies.

Press Contacts

In the United States: Ian Reid ireid@anaqua.com - In France: Gérard Borin gborin@sga2.com

Beacon Equity Partners: <http://beaconep.com>, Anaqua: <http://www.anaqua.com>, SGA²: <http://www.sga2.com>

Bain & Company (Bain)



Orit Gadiesh, Présidente

- Diplômée d'un MBA de Harvard
- A sa sortie de Harvard en 1977, Mme Orit Gadiesh intègre Bain & Company en tant que consultante. Nommée associée en 1982, Mme Orit Gadiesh a été élue Présidente de Bain en 1993.
- Au classement des femmes les plus influentes du monde, elle est classée en 95ème position par le magazine Forbes.

Activité

Chiffre d'affaires

non communiqué

Employés

5 000, dont 3 500 consultants

Créé en 1973 par une équipe de sept associés conduite par Bill Bain, **Bain & Company est un des « leaders mondiaux » du conseil en stratégie et management**, présent sur les cinq continents. Depuis sa création, Bain privilégie la mise en œuvre de ses recommandations et l'obtention de résultats concrets. Bain & Company a travaillé avec plus de 4000 groupes ou entreprises et a acquis une vaste expérience des problématiques stratégiques auxquelles sont confrontées les entreprises de tous les secteurs d'activité.

Créativité, rigueur de l'analyse, pragmatisme des recommandations développées avec ses clients sont les éléments clés de l'approche de Bain & Company. Symbole de son engagement auprès de ses clients, Bain propose, lorsque la nature de la mission le permet, de lier une partie de sa rémunération aux résultats obtenus. Cette approche a propulsé Bain dans le trio de tête du conseil mondial. Le succès de Bain & Company se mesure uniquement à l'aune de la réussite de ses clients.

Les 400 associés dont une quarantaine de Français co-détiennent le capital de la société. Plusieurs Français siègent dans les instances mondiales de gouvernance de Bain & Company : Olivier Marchal, patron de la zone EMEA, siège au comité exécutif mondial. Laurent-Pierre Baculard associé basé à Paris siège au « Board » de Bain & Company.

Développements du groupe à l'international

Bain & Company dispose d'un réseau de 44 bureaux à travers le monde, dans 29 pays. Le siège de Bain est à Boston.

Présence en France

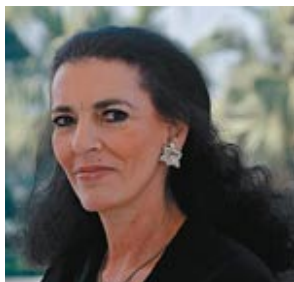
Le bureau de Paris a été créé en 1985. Bain France s'est imposé comme un des trois plus importants cabinets de conseil en stratégie et management en France. Bain & Compagnie y emploie plus de 270 personnes, dont plus des trois quarts sont des consultants.

Contact Presse

Caroline Detalle - Directrice Marketing-Communication

Caroline.detalle@bain.com Ligne Fixe 01 44 55 75 75 - Portable 06 30 52 25 70

Bain & Company (Bain)



Orit Gadiesh, Chairman

- Graduated with an MBA from Harvard.
- On leaving Harvard in 1977, Mrs Orit Gadiesh joined Bain & Company as a consultant. She was appointed partner in 1982 and elected Chairman of Bain in 1993.
- Forbes Magazine ranks her 95 out of the world's 100 most powerful women.

Business

Turnover n/a

Staff 5,000, including 3,500 consultants

Bain & Company was set up in 1973 by a team of seven partners headed by Bill Bain. Today, it is a **global strategy and management consulting firm** with offices on all five continents. Bain's priority has always been to implement its recommendations and get concrete results. Bain & Company has worked with over 4,000 groups and companies and has acquired vast experience in the strategic issues faced by businesses in all sectors.

Bain & Company's approach is based on creativity, analytic rigour and pragmatic recommendations developed with its customers. As a sign of its commitment to its customers, Bain offers to make part of its remuneration dependent on results wherever the nature of the assignment allows. This policy has propelled Bain into the top three global consultants. Bain & Company's success is measured solely in terms of its customers' success.

The 400 partners, some 40 of whom are French, co-own the company's capital. Several French nationals sit on Bain & Company's global governance bodies: Olivier Marchal, head of the EMEA zone, sits on the Global Management Committee. Laurent-Pierre Baculard, partner based in Paris, sits on Bain & Company's Board.

International operations

Bain & Company has a network of 44 offices in 29 countries worldwide. Bain's head office is in Boston.

Operations in France

The Paris office was opened in 1985. Bain France has established itself as one of the three leading strategy and management consulting firms in France. Bain & Company employs over 270 people, over three-quarters of whom are consultants.

Press contact

Caroline Detalle, Marketing-Communication Director

e-mail: Caroline.detalles@bain.com - Tel: +33 1 44 55 75 75 - Mobile: +33 6 30 52 25 70

Boston Consulting Group



Hans-Paul Buerkner,
Président Directeur Général

- Diplômé en Economie et Administration de l'Université de la Ruhr à Bochum, de Yale et d'Oxford (PhD).
- Hans-Paul Buerkner a rejoint BCG en 1981. Il est l'un des membres fondateurs du centre d'expertise « Institutions Financières », qu'il a dirigé au niveau mondial de 1996 à 2003. Membre du comité exécutif du BCG depuis 1998, il est impliqué dans la direction du BCG depuis de nombreuses années et a contribué à l'ouverture des bureaux de Düsseldorf (1982) et de Francfort (1991). Il est nommé Président Directeur Général en 2003.

Activité

Chiffre d'affaires	2,18 Md €
Employés	7000 dont 4800 consultants

Créée en 1963 par Bruce Henderson, Boston Consulting Group est un cabinet international de conseil en stratégie et en management. Il est un leader mondial du conseil en stratégie d'entreprise.

La recherche y est organisée au niveau mondial autour de centres de compétences sectoriels (Industrie, Grande Consommation & Distribution, Energie, Santé, Institutions Financières, Assurance, Technologie Média & Télécommunications, Secteur Public) et de centres de compétences fonctionnels (Stratégie, Organisation, Opérations, Systèmes d'Information, *Corporate Development*, Marketing & Ventes.)

Le cabinet est l'auteur de nombreux concepts en management, notamment de la matrice BCG, une grille d'évaluation des activités de l'entreprise qui croise croissance et part de marché.

Développement du groupe à l'international

BCG, présent dans 41 pays avec 71 bureaux, compte pour clients les 500 premières entreprises au monde, mais aussi des entreprises moyennes ou familiales à forte croissance, des administrations et des associations à but non lucratif.

Parmi les bureaux ouverts ces dernières années figurent : Casablanca, Tel Aviv, Istanbul, Canberra et Perth. Cette expansion renforce la présence géographique du BCG dans le monde, particulièrement en Afrique et au Moyen-Orient.

Présence en France

Depuis son ouverture en 1973, le bureau de Paris est l'un des bureaux BCG les plus dynamiques et novateur. Il compte aujourd'hui 330 consultants, qui travaillent dans tous les domaines d'expertise du BCG. Paris a soutenu la création des bureaux de Milan, Bruxelles et d'Europe de l'Est. Il sert aujourd'hui de tête de pont au développement du BCG en Afrique du Nord, avec le bureau de Casablanca.

Contact Presse

Natacha Boigegrain, Directeur Marketing et Communication
boigegrain.natacha@bcg.com - Tél. : +33 1 40 17 15 74

Boston Consulting Group



Hans-Paul Buerkner,
President and Chief Executive Officer

- Graduated in Economics and Business Administration from Ruhr University-Bochum, Yale and Oxford University (PhD).
- Hans-Paul Buerkner joined BCG in 1981. He is one of the founder members of the Financial Institutions practice, which he headed globally from 1996 to 2003. He has been a member of BCG's Executive Committee since 1998 and has been on BCG's management for many years. He was on the teams that opened the Düsseldorf (1982) and Frankfurt (1991) offices. He was appointed President and Chief Executive Officer in 2003.

Business

Turnover	€2.18 billion
Staff	7,000 including 4,800 consultants

Boston Consulting Group is a global strategic and management consulting firm set up by Bruce Henderson in 1963. It is a world's leading advisor on business strategy.

The group's research is organised globally around centres of industrial expertise (Industry, Mass Consumption & Distribution, Energy, Health, Financial Institutions, Insurance, Media Technology & Telecommunications, and the Public Sector) and centres of operational capabilities (Strategy, Organisation, Operations, Information Technology, Corporate Development, and Marketing & Sales).

The firm has devised many management concepts, including the BCG matrix, a growth-market share grid to evaluate a business's activities.

International operations

BCG has 71 offices in 41 countries worldwide. Its customers include the top 500 firms in the world along with fast-growing medium-sized enterprises and family businesses, administrations and non-profit associations.

Just some of the offices opened in recent years are in Casablanca, Tel Aviv, Istanbul, Canberra and Perth. This expansion has scaled up BCG's operations worldwide, especially in Africa and the Middle East.

Operations in France

The Paris office has been one of the most buoyant and innovative BCG offices ever since it opened in 1973. It currently employs 300 consultants who work in all BCG areas of expertise. Paris has helped set up offices in Milan, Brussels and Eastern Europe. Today, it acts as a bridgehead for BCG's expansion in North Africa, with the Casablanca office.

Press contact

Natacha Boigegrain, Marketing and Communication Director
e-mail: boigegrain.natacha@bcg.com - Tel.: +33 1 40 17 15 74

Bertelsmann AG



Hartmut Ostrowski,
Président Directeur Général

- Diplômé de l'université de Bielefeld.
- Hartmut Ostrowski a intégré le groupe Bertelsmann en 1982.
- Il est Président de Bertelsmann AG depuis le 1^{er} janvier 2008.

Activité

Chiffre d'affaires	15,4 milliards €
Employés	103 000

Bertelsmann, créé en 1835 en Allemagne, est l'un des premiers groupes mondiaux du secteur des médias.

Ses activités sont organisées en 5 divisions :

- RTL Group, dans la télévision et la radio, dont le siège est au Luxembourg ;
- Random House Inc., spécialisée dans l'édition, dont le siège est à New York ;
- Gruner + Jahr, groupe de presse, dont le siège est à Hambourg ;
- Arvato, spécialisée dans le marketing direct, dont le siège est à Gütersloh ;
- Direct Group, spécialisée dans la vente en ligne, dont le siège est à Gütersloh.

Bertelsmann n'est pas coté en bourse. L'actionnariat est contrôlé par la famille Mohn, au travers d'une fondation.

Développements du groupe à l'international

Le groupe est actif dans plus de 50 pays.

Présence en France

Bertelsmann est très présent en France depuis 1972.

- RTL Group possède Fun Radio (Paris), IP France (Paris), M6 (Neuilly-sur-Seine), RTL (Paris), RTL 9 (St-Denis), RTL 2 (Paris), Sportfive S.A. (Paris).
- Arvato est présente avec trois divisions dont la plus importante, Arvato services, spécialisée dans la relation client, Arvato digital, spécialisée dans l'assemblage, la distribution de contenus, et Arvato healthcares, spécialisée dans la logistique pour les secteurs hospitalier et pharmaceutique. arvato est implantée à Paris, Strasbourg, Metz, Troyes, Chaumont, Le Havre, Poitiers, Dunkerque, Lens, Atton, Laxou, Douai, Marcq-en-Barœul, Noyelles-sous-Lens, Longuenesse, Lognes, Saint Dié, Bussy Saint Georges et Torvilliers.
- Gruner + Jahr possède Prisma Press (Paris).
- Direct Group possède France Loisirs (Paris).

Contact Presse

Thorsten STRAUSS, Executive Vice President Corporate Communications,

e-mail : thorsten.strauss@bertelsmann.de - Tél: +49 52 41 80 22 44 - Fax: +49 52 41 80 661 20

Bertelsmann AG



Hartmut Ostrowski,
Chairman and CEO

- Graduated from the University of Bielefeld.
- Hartmut Ostrowski joined the Bertelsmann group in 1982.
- He has been Chairman and CEO of Bertelsmann AG since 1 January 2008.

Business

Turnover	€15.4 billion
Staff	103,000

Bertelsmann, established in Germany in 1835, is a world leader in the media sector.

Its business is structured into five divisions:

- **RTL Group** television and radio - head office in Luxembourg;
- **Random House Inc.** publishers - head office in New York;
- **Gruner + Jahr** press group - head office in Hamburg;
- **Arvato** direct marketing - head office in Gütersloh;
- **Direct Group** online sales - head office in Gütersloh.

Bertelsmann is not a listed company. Its shares are controlled by the Mohn family via a foundation.

International operations

The group works in over 50 countries.

Operations in France

Bertelsmann has been highly active in France since 1972.

- The RTL Group owns Fun Radio (Paris), IP France (Paris), M6 (Neuilly-sur-Seine), RTL (Paris), RTL 9 (St-Denis), RTL 2 (Paris) and Sportfive S.A. (Paris).
- Arvato has three divisions in the country the largest of which, Arvato Services, is specialised in customer communication and logistics services. Arvato Digital specialises in content assembly and distribution. Arvato Healthcare specialises in logistics for the hospital and pharmaceutical sectors. Arvato has offices in Paris, Strasbourg, Metz, Troyes, Chaumont, Le Havre, Poitiers, Dunkirk, Lens, Atton, Laxou, Douai, Marcq-en-Barœul, Noyelles-sous-Lens, Longuenesse, Lognes, Saint Dié, Bussy Saint Georges and Torvilliers.
- Gruner + Jahr owns Prisma Press (Paris).
- Direct Group owns France Loisirs (Paris).

Press contact

Thorsten STRAUSS, Executive Vice President Corporate Communications, thorsten.strauss@bertelsmann.de

Tel: +49 52 41 80 22 44 - Fax: +49 52 41 80 661 20

The Blackstone Group



Stephen A. Schwarzman

Président Directeur Général et CoFondateur

- Diplômé d'un Bachelor of Arts de l'université de Yale et d'un MBA de Harvard, M. Schwarzman a commencé sa carrière chez Lehman Brothers.
- Il y a exercé de nombreux postes à responsabilité au sein des activités de fusions et acquisitions, et a co-fondé Blackstone en 1985.
- Chevalier de la Légion d'Honneur depuis avril 2007

Activité

Chiffre d'affaires 2,2 milliards €

Employés 1 440

Blackstone Group est un fonds d'investissement américain créé en 1985 par deux anciens de Lehman Brothers, Peter G. Peterson et Stephen A. Schwarzman.

Blackstone s'est diversifié dans le capital-investissement, la gestion alternative d'immobilier, la dette d'entreprise et le conseil en réorganisation. Le groupe est très présent dans le domaine des parcs de loisirs, grâce à ses filiales Merlin Entertainments et SeaWorld Parks & Entertainment. Le groupe est également un acteur majeur de l'hôtellerie, au travers des rachats des chaînes Ramada et Howard Johnson en 1990, Days Inn en 1991, Super 8 Motels en 1993 et le groupe Hilton (dont Waldorf Astoria) en 2007.

Le groupe est coté sur le NYSE depuis juin 2007. Il gère plus de 90 Mds € d'actifs. La valeur de ses fonds d'investissements dépasse 31,5 Mds €.

Développements du groupe à l'international

Le groupe Blackstone dispose de 19 bureaux dans le monde, dont trois en Europe : Düsseldorf, Londres (siège européen ouvert en 2000) et Paris, ouvert en 2004.

En 2010, Blackstone a acquis 40% d'une société brésilienne de gestion d'actifs, Patria Investimentos, et a repris les actifs de la division « immobilier » de Bank of America Merrill Lynch en Asie.

Présence en France

Blackstone emploie en France une dizaine de personnes.

Blackstone a effectué plus de 20 investissements en France (dont le Trianon Palace à Versailles en 2006) et il y gère 4 Mds € d'actifs. Au travers des sociétés qu'il contrôle (TRW, United Biscuits, SunGard, Nielsen, Hilton, Holiday Inn Hotels, etc.), le groupe emploie indirectement plus de 18 000 personnes en France.

Parmi les récentes transactions de Blackstone en France, le rachat de Razorfish à Microsoft par le groupe Publicis (août 2009) ou l'établissement d'une collaboration long terme entre Technip et deux filiales du groupe malaisien Petronas (octobre 2010).

Contact Presse

Violaine Amigues - The Blackstone Group International Partners LLD - 3 rue Paul Cézanne 75008 Paris -

Tél. : +33 1 56 69 16 39 - violaine.amigues@blackstone.com

Helen Winning - The Blackstone Group - Tél. : +44 20 7451 4344 - winning@blackstone.com

The Blackstone Group



Stephen A. Schwarzman

Chairman, CEO and Co-Founder

- Having graduated with a BA from Yale University and an MBA from Harvard, Mr Schwarzman embarked on his career at Lehman Brothers.
- There, he held a range of positions of responsibility in mergers and acquisitions. He co-founded Blackstone in 1985.
- Knight of the Legion of Honour since April 2007.

Business

Turnover €2,2 billion

Staff 1,440

The Blackstone Group is an American investment fund set up in 1985 by two former members of Lehman Brothers, Peter G. Peterson and Stephen A. Schwarzman.

Blackstone works in many areas including risk-capital funding, alternative real estate management, corporate debt and reorganisation advisory services. The group has a strong presence in theme parks with its subsidiaries Merlin Entertainments and SeaWorld Parks & Entertainment. The group is also a major player in the hotel business with its acquisitions of the Ramada and Howard Johnson chains in 1990, Days Inn in 1991, Super 8 Motels in 1993 and the Hilton Group (including the Waldorf Astoria) in 2007.

The group has been listed on the NYSE since June 2007. It manages over €90 billion in assets. The value of its investment fund is set at over €31.5 billion.

International operations

The Blackstone Group has 19 offices worldwide, three of which are in Europe: Düsseldorf, London (European head office opened in 2000) and Paris opened in 2004.

In 2010, Blackstone acquired 40% of Brazilian asset management firm Patria Investimentos and took over the management of Bank of America Merrill Lynch's Asian real estate assets.

Operations in France

Blackstone employs a dozen people in France

Blackstone has invested in over 20 projects in France (including the Trianon Palace in Versailles in 2006) and manages €4 billion in assets nationwide. Through its controlling interests in various companies (TRW, United Biscuits, SunGard, Nielsen, Hilton, Holiday Inn Hotels, etc.), the group indirectly employs over 18,000 people in France.

Among Blackstone's recent transactions in France are the acquisition of Razorfish from Microsoft by the Publicis Group (August 2009) and the establishment of a long-term strategic collaboration between Technip and two subsidiaries of the Malaysian Petronas group (October 2010).

Press contact

Violaine Amigues - The Blackstone Group International Partners LLD, 3 rue Paul Cézanne, 75008 Paris, France.

Tel: +33 1 56 69 16 39 - violaine.amigues@blackstone.com

Helen Winning - The Blackstone Group - Tel: +44 20 7451 4344 - winning@blackstone.com

China National Bluestar Group Ltd



Robert LU, Président Directeur Général

- Diplômé de l'Université de la Chimie de Pékin en 1988.
- A d'abord travaillé au Ministère chinois des industries chimiques, puis a rejoint Bluestar en 1989. Après avoir été Vice-Président, il a été confirmé Président de la société en décembre 2010.

Activité

Chiffre d'affaires	4,4 milliards €
Employés	30 000

Fondée en 1984, CHINA NATIONAL BLUESTAR Group Ltd. est la filiale du groupe d'Etat CHEMCHINA, l'un des plus grands groupes chinois du secteur chimique qui emploie 160 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards €. BLUESTAR est d'abord connu en Chine pour ses produits de traitement de l'eau et de nettoyage ; il est l'un des plus gros producteurs mondiaux de certains composants chimiques, dont les silicones, et la méthionine pour l'alimentation animale.

Développements du groupe à l'international

La priorité a été donnée à l'international. BLUESTAR a réalisé plusieurs acquisitions en Australie et en France, et vient d'annoncer une acquisition importante en Norvège. Le fonds d'investissement américain BLACKSTONE est entré à son capital à hauteur de 20% fin 2008. Des cadres supérieurs américains et européens ont été nommés à des postes stratégiques dans le groupe. Le groupe a acquis une dimension internationale grâce notamment, à ses investissements en France.

Présence en France

CHINA NATIONAL BLUESTAR a repris en janvier 2006 ADISSEO, l'un des leaders mondiaux du marché des additifs pour la nutrition animale, présent en Rhône-Alpes et en région Centre (avec près de 1000 emplois en France), et d'autre part l'activité « silicones » du groupe RHODIA, sous le nom de BLUESTAR SILICONES (BSI) en janvier 2007 (acquisition de 9 usines de silicones en France et à l'étranger avec notamment 800 emplois en région Rhône-Alpes). L'ensemble représente désormais un effectif de près de 2 000 personnes en France, géré par une équipe essentiellement française. Au regard du nombre de salariés en France, BLUESTAR est le premier investisseur chinois dans l'Hexagone.

Le chiffre d'affaires 2010 d'ADISSEO et de BLUESTAR SILICONES (BSI) est d'environ 1,5 milliard €. Le groupe BLUESTAR a investi, depuis 2007, plus de 190 M€, à la fois sur ses sites de production et en infrastructures.

Contact Presse

BLUESTAR Corporate : Mme XI Yuxin
xiyuxin@bluestar.chemchina.com - Tel. : +86 10 644 29 448 - Fax : +86 10 644 29 446

China National Bluestar Group Ltd



Robert Lu, President

- Graduated from the Beijing University of Chemical Technology in 1988.
- After working at the Chinese Ministry for Chemical Industries, Robert Lu joined Bluestar in 1989. Following a period as Vice-President, he was appointed President of the company in December 2010.

Business

Turnover €4.4 billion

Staff 30,000

China National Bluestar Group Ltd was founded in 1984 as a subsidiary of the state-owned ChemChina Group Corporation, one of the largest Chinese chemical groups, employing 160,000 people for a turnover of over €10 billion. Bluestar is known in China mainly for its water treatment and cleaning products. It is one of the world's largest producers of a certain number of chemical components, including silicones and methionine for animal feed.

International operations

International operations are a priority. Bluestar has acquired several undertakings in Australia and France, and has just announced a large acquisition in Norway. In late 2008, the American Blackstone investment fund took a 20% stake in the group. American and European senior executives were appointed to strategic positions in the group. The group has acquired an international dimension, particularly with its investments in France.

Operations in France

In January 2006, China National Bluestar took over Adisseo, one of the world leaders in additives for animal feed with sites in Rhône-Alpes and the Centre region (nearly 1,000 jobs in France). In January 2007, it acquired the Rhodia group's silicone business under the name of Bluestar Silicones (BSI) (nine silicone factories in France and abroad with, in particular, 800 jobs in the Rhône-Alpes region). In all, the group now employs nearly 2,000 people in France, managed by an essentially French team. Bluestar is the leading Chinese investor in France in terms of the number of employees in the country.

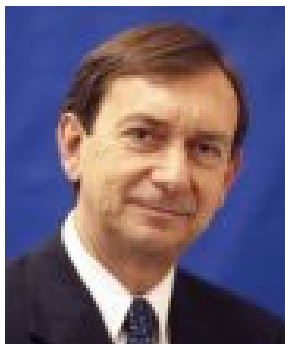
In 2010, Adisseo and Bluestar Silicones (BSI) made a turnover of approximately €1.5 billion. Since 2007, the Bluestar group has invested over €190 million in its production sites and in infrastructures.

Press contact

BLUESTAR Corporate: Mrs XI Yuxin

e-mail: xiyuxin@bluestar.chemchina.com - Tel: +86 10 644 29 448 -Fax: +86 10 644 29 446

EMBRAER



Luiz Fuchs
Président

Embraer Aviation Europe

Activité

Chiffre d'affaires 5,5 milliards \$

Employés 17 149

Embraer S.A. (NYSE : ERJ ; BM&FBOVESPA : EMBR3) est le plus grand constructeur mondial de jets commerciaux d'une capacité de 120 sièges et l'un des principaux exportateurs brésiliens. Le siège social d'Embraer se trouve à São José dos Campos, État de São Paulo.

Fondée en 1969, la société Embraer conçoit, met au point, fabrique et vend des avions pour les secteurs de l'aviation commerciale, de l'aviation d'affaires et de l'aviation militaire. Elle fournit également des services de maintenance et un service après-vente à ses clients dans le monde entier. Au 31 décembre 2010, elle comptait 17 149 employés, sans tenir compte du personnel des filiales dans lesquelles elle détient des participations et son carnet de commande totalisait 15,6 milliards de dollars.

Développements du groupe à l'international

Embraer possède des bureaux, des installations industrielles et des centres de service à la clientèle au Brésil, en Chine, en France, au Portugal, à Singapour et aux États-Unis.

Les dernières réalisations dans le secteur Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) sont les suivantes :

- ouverture de deux nouvelles usines au Portugal (Evora) consacrées à la fabrication de structures complexes de cellules d'avion et d'éléments en matériaux composites.
- développement du réseau de services à la clientèle pour les jets d'affaires Embraer en Europe, avec 7 agréments pour des centres de maintenance autorisés.

Présence in France

Embraer est présent en France depuis 1983 sur deux sites employant 245 salariés : le siège EMEA à Villepinte et le centre de maintenance Embraer à l'aéroport du Bourget.

Contact Presse

Hervé Tilloy, Directeur de la Communication externe pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique

Tél : +33 1 49 38 45 30 - Portable : + 33 6 08 64 35 45

hervé.tilloy@embraer.fr

Ghislain Bouan, Attaché de presse - Europe, Moyen-Orient et Afrique

Tél: +33 49 38 44 55

ghislain.bouan@embraer.fr

EMBRAER



Luiz Fuchs
President

Embraer Aviation Europe

- Luiz Fuchs graduated with a degree in Mechanical and Civil Engineering in Brazil, and later attended Columbia Business School
- He has thirty years of experience handling research and commercial activities in both North America and Europe. He has held key management posts overseeing operations of international and Brazilian companies.
- He joined Embraer in 2000 to establish the Asia/Pacific operations of Marketing & Sales in Singapore. Today he is President of Embraer Aviation Europe.

Business

Turnover **\$5,5 billion**

Staff **17.149**

Embraer S.A. (NYSE: ERJ; BM&FBOVESPA: EMBR3) is the world's largest manufacturer of commercial jets of up to 120 seat capacity, and it is one of Brazil's leading exporters. Embraer's headquarters are located in São José dos Campos, São Paulo. Founded in 1969, the Company designs, develops, manufactures and sells aircraft for the commercial aviation, executive aviation, and defense segments. It also provides after-sales support and services to customers worldwide. At the end of 2010, Embraer had a workforce of 17,149 employees - not counting staff in partially-owned subsidiaries - and its firm order backlog totaled \$15.6 billion.

International development of the group

Embraer has offices, industrial operations and customer service facilities in Brazil, China, France, Portugal, Singapore, and the United States.

Recent EMEA developments include:

- Construction of two new facilities in Portugal (Evora) dedicated to manufacturing complex airframe structures and components in composite materials.
- Expansion of the Embraer Executive Jets customer support network in Europe, with seven agreements for Authorized Service centres.

Presence in France

Embraer has been present in France since 1983. Its two sites - an EMEA head office in Villepinte and a Service Center at Le Bourget Airport - employ a total of 245 staff.

Press Contact

Hervé Tilloy, Embraer External Communication Director - Europe, Middle East & Africa

Tel: + 33 1 49 38 45 30 - Mobile: + 33 6 08 64 35 45

e-mail: herve.tilloy@embraer.fr

Ghislain Bouan, Embraer Press officer - Europe, Middle East & Africa

Tel: + 33 49 38 44 55

e-mail: ghislain.bouan@embraer.fr

GE



Ferdinando "Nani" Beccalli-Falco
Président Directeur Général,
General Electric Europe et Asie du Nord

- Titulaire d'une maîtrise en Génie chimique de l'Institut Polytechnique de Turin
- M. Beccalli a commencé sa carrière chez GE aux Etats-Unis, en 1975. Il y a exercé de nombreux postes à responsabilité, notamment dans les divisions GE Capital et GE Plastics, et fut pendant 9 ans le PDG de GE International. Il a été nommé PDG de GE Europe et Asie du Nord.
- Chevalier de la Légion d'Honneur depuis 2009.

Activité

Chiffre d'affaires 111 milliards €

Employés 290 000

GE est un groupe diversifié dans la haute technologie et les services financiers qui s'attache à résoudre plusieurs défis mondiaux avec des produits allant des moteurs d'avion à la production d'énergie, du traitement de l'eau à l'imagerie médicale, du financement des entreprises et des consommateurs aux produits industriels.

Le groupe est organisé en quatre domaines d'activité : les infrastructures technologiques (dont Aviation, Healthcare et Transportation), les infrastructures énergétiques (Energy Infrastructure), les services financiers (GE Capital) ainsi que les biens d'équipement (Home & Business Solutions). La moitié de l'activité de GE est réalisée hors Etats-Unis.

L'innovation constitue une priorité pour GE : plus de 10 000 chercheurs travaillent dans ses cinq centres de recherche internationaux (Niskayuna-NY, Bangalore, Shanghai, Munich et Rio de Janeiro). Le budget R&D de l'ensemble du groupe a atteint 3,7 Mds € en 2009. 2 600 brevets ont été déposés en 2009.

Développements du groupe à l'international

Le groupe est présent dans 150 pays, avec un développement accentué dans les pays émergents (BRICS).

Présence en France

Solidement implanté en France depuis 1971, GE y emploie 9 500 salariés (dont plus de 1 000 chercheurs, ingénieurs et techniciens) et réalise un CA de près de 9 Mds €. Le groupe est présent dans une vingtaine de grandes villes et dispose en France de trois centres d'excellence mondiaux: GE Healthcare (Buc et Velizy, Yvelines - 2 000 employés dont 400 chercheurs); GE Energy (Belfort - 2 000 personnes dont un tiers d'ingénieurs); GE Oil & Gas (Le Creusot, Saône et Loire - 550 personnes) ainsi que cinq sièges européens (GE Energy, GE Real Estate, GE Aviation, GE Healthcare et GE Transportation).

GE a aussi une filiale commune avec Snecma (groupe Safran) depuis plus de 35 ans, pour la conception, la fabrication et la vente des moteurs d'avion CFM56. La coopération avec Safran a récemment été reconduite pour les 40 prochaines années.

Contact Presse

Laurent Wormser, directeur de la communication - Laurent.wormser@ge.com



Ferdinando "Nani" Beccalli-Falco
President and Chief Executive Officer
General Electric Europe & North Asia

- Holds a master's in chemical engineering from the Polytechnic of Turin in Italy.
- Mr Beccalli started his career with GE in the United States in 1975, where he held a range of positions of responsibility, namely in the GE Capital and GE Plastics divisions. He was President and CEO of GE International for nine years before being appointed President and CEO of GE Europe and Northern Asia.
- Knight of the Legion of Honour since 2009.

Business

Turnover	€111 billion
Staff	290,000

GE is a diversified advanced technology, services and finance group taking up world challenges with products ranging from aircraft engines to power generation, water treatment to medical imaging, and from business and consumer finance to industrial products.

The group is structured into four business areas: technological infrastructures (including Aviation, Healthcare and Transportation), energy infrastructures (Energy Infrastructure), financial services (GE Capital) and appliances (Home & Business Solutions). GE does half of its business outside of the United States.

Innovation is a priority for GE: over 10,000 researchers work in its five international research centres (Niskayuna-NY, Bangalore, Shanghai, Munich and Rio de Janeiro). The R&D budget for the entire group stood at €3.7 billion in 2009. A total of 2,600 patents were filed in 2009.

International operations

The group operates in 150 countries, and is currently focusing on expansion in the emerging countries (BRICs).

Operations in France

GE has been firmly established in France since 1971 with 9,500 staff (including over 1,000 researchers, engineers and technicians) and a turnover of nearly €9 billion. The group has offices in some 20 French cities and has three centres of world excellence in France: GE Healthcare (Buc & Velizy, Yvelines - 2,000 staff, including 400 researchers); GE Energy (Belfort - 2,000 people, with one-third engineers); GE Oil & Gas (Le Creusot, Saône et Loire - 550 people) and five European head offices (GE Energy, GE Real Estate, GE Aviation, GE Healthcare and GE Transportation).

GE also has a joint subsidiary with Snecma (Safran group) that has been in operation for over 35 years, designing, manufacturing and selling CFM56 aircraft engines. Cooperation with Safran has recently been extended for a further 40 years.

Press contact

Laurent Wormser, Communication Director – e-mail: Laurent.wormser@ge.com

Le groupe IKEA



Mikael Ohlsson,
Président Directeur Général

- Michael Ohlsson est titulaire d'un Master en Ingénierie industrielle, Marketing et Gestion du *Tekniska Högskola* (Institut de technologie) de l'Université de Linköping en Suède.
- Dans la société depuis 30 ans, il a commencé sa carrière au rayon tapis du magasin IKEA de Linköping en Suède. Il possède une solide expérience de la vente au détail. Ses compétences pratiques sont reconnues ainsi que son engagement dans sa société et son adhésion aux valeurs et à la culture d'entreprise d'IKEA.
- En septembre 2009, il a été nommé PDG du groupe IKEA.

Activité

Chiffre d'affaires 23.1 milliards €

Employés 127 000

IKEA, société spécialisée dans l'ameublement pour la maison fondée en Suède en 1943, est l'un des leaders mondiaux dans ce domaine. La mission que s'est assignée IKEA est «d'améliorer le quotidien du plus grand nombre». Le concept commercial consiste à offrir une gamme étendue de meubles d'intérieur fonctionnels, conçus par des designers, à des prix suffisamment bas pour qu'ils soient accessibles au plus grand nombre. Le Groupe IKEA possède au total 284 magasins dans 26 pays. Les magasins du Groupe IKEA ont accueilli l'an dernier 626 millions de visiteurs au total.

IKEA fait place, dans son activité courante, à des actions volontaires à caractère social et environnemental et soutient de manière permanente des initiatives en faveur de causes d'intérêt général telles que l'enfance et la protection de l'environnement.

La société mère du Groupe IKEA est la société INGKA Holding B.V. qui appartient à la Fondation Stichting INGKA, dont le siège se trouve aux Pays-Bas.

Développements du groupe à l'international

Du fait de sa large implantation géographique, le Groupe IKEA a acquis une renommée mondiale dans le domaine de l'ameublement pour la maison. Au total, 127 000 personnes travaillent pour IKEA dans 41 pays. Le développement international d'IKEA a commencé en 1962, avec l'ouverture de son premier magasin en Norvège.

Présence in France

Le chiffre d'affaires d'IKEA France est d'environ 2,3 milliards d'euros. Au cours des 5 dernières années, la société a investi un total de 741 millions d'euros.

IKEA a ouvert son premier magasin en France en 1981 à Bobigny. Depuis 2005, son expansion sur le marché s'est accélérée. Jusqu'à trois magasins ont été installés chaque année, de sorte qu'IKEA est devenu le premier et le plus important distributeur de meubles en France où il possède aujourd'hui 28 magasins. Le Groupe IKEA emploie au total 10 000 personnes en France. Après l'Allemagne et les États-Unis, la France est le troisième plus grand marché d'IKEA et représente environ 10 % de son chiffre d'affaires.

IKEA possède également en France quatre entrepôts de grande taille qui assurent la logistique de distribution. Le secteur industrie du Groupe IKEA a investi dans une usine du sud-est de la France qui produit des éléments de meubles. Au moins cinq fournisseurs tiers français produisent sous contrat pour répondre aux besoins du groupe en matière d'approvisionnements.

Le groupe IKEA a également investi en France dans l'installation de 29 éoliennes, concrétisant ainsi l'engagement de l'entreprise en faveur de la responsabilité environnementale et des énergies renouvelables.

Contact Presse

Pierre Deyries, pierre.deyries@ikea.com – Tél. : +33 1 30 81 14 07

The IKEA Group



Mikael Ohlsson,
Chief Executive Officer

- Mikael Ohlsson graduated from Linköping Tekniska Högskola, Sweden, with a Master of Science in Industrial Engineering, Marketing and Management
- He began his professional career in the carpet department at the IKEA store in Lindköping, Sweden and has been with IKEA for 30 years. He has solid retailing experience and is known for his strong implementation skills, as well as his commitment to IKEA and the IKEA culture and values.
- In September 2009 he was appointed CEO of IKEA Group.

Business

Turnover **€23.1 billion**

Staff **127,000**

IKEA is one of the world leaders in home furnishing.

IKEA is a home furnishings company that was founded in Sweden in 1943. The IKEA vision is to 'create a better everyday life for the many people.' The business idea is 'to offer a wide range of well-designed, functional home furnishings at prices so low that as many people as possible will be able to afford them.' IKEA Group has 284 stores in 26 countries. Last year, the IKEA Group stores welcomed 626 million visitors.

IKEA incorporates social and environmental efforts into day-to-day business and continuously supports initiatives that benefit causes such as children and the environment.

The parent company of the IKEA Group, INGKA Holding B.V. is owned by Stichting INGKA Foundation based in the Netherlands.

International development of the group

The IKEA Group is a well-known, global home furnishing specialist, with 127,000 staff in 41 countries. Its international expansion began in 1962 with the opening of its first store in Norway.

Presence in France

The turnover of IKEA France is roughly €2.3 billion. In the last 5 years, the company has invested a total of €741 million.

IKEA opened its first store in France in 1981, in Bobigny, but its expansion efforts really took off in 2005. As many as three stores per year were opened, and IKEA is now the number one and largest furniture dealer in France, with 28 stores to date. The Group employs over 10,000 persons in France. After Germany and the US, France is the 3rd biggest market for IKEA, and represents about 10% of total turnover.

IKEA also operates four large-scale distribution warehouses, and the group's industrial division has acquired a furniture component plant in eastern France. IKEA outsources production needs to at least five French third-party suppliers.

The group has also installed 29 wind turbines in France, in line with IKEA's commitment to environmental responsibility and renewable energy.

Press contact

Pierre Deyries - E-mail: pierre.deyries@ikea.com

Tel: +33 1 30 81 14 07

ISRAEL CORPORATION



IDAN OFER

Actionnaire principal du groupe
Président de plusieurs sociétés du groupe

- Licencié d'économie et de transport maritime de l'Université de Haïfa et diplômé d'un MBA de la « London School of Business ».
- Idan Ofer est l'actionnaire principal d'Israel Corp., conglomérat industriel. Il est aussi le Président de plusieurs sociétés du groupe.

Activité

Chiffre d'affaires **9,8 Mds €**

Employés **Plus de 20 000**

Fondé en 1968, Israel Corp. est aujourd'hui le premier conglomérat industriel du pays avec une présence forte dans de nombreux secteurs industriels :

- **Chimie** : les produits chimiques sont la source principale des revenus du groupe, avec la société Israel Chemicals - ICL (1.5 Md USD au second semestre 2010) qui exploite notamment les potasses de la Mer Morte ;
- **Transport maritime** : il possède la société ZIM Integrated Shipping Services, première société de transport en Israël ;
- **Transport** : Israel Corporation est le principal investisseur (30%) de Better Place (opérateur de réseau et services pour les véhicules électriques) et a acquis 50% de Chery Automobile ;
- **Energie** : présence dans l'industrie pétrolière avec la raffinerie de Haïfa mais également dans les énergies renouvelables ;
- **Semi-conducteurs** : avec l'acquisition de 39% des parts de Tower Semiconductors.

Développements du groupe à l'international

Israel Corp a une présence forte en Chine, Europe, Etats Unis et Amérique Latine. Près de 70% de son chiffre d'affaires provient des opérations internationales.

Présence en France

Les implantations d'Israel Corp. en France sont notamment :

- Scora SA à Caffiers (près de Calais) avec 65 personnes - site de production (chimie du calcium et du magnésium) acquis par ICL en 1999 ;
- SOFIMA SAS à Entzheim (aéroport de Strasbourg) avec 6 personnes - filiale du groupe allemand BK Giulini Chemie qui fait partie du groupe ICL ;
- Rhénoflex Dreyer SARL à Faucogney et-la-mer (70) avec 2 personnes- filiale d'une société allemande BK Giulini Chemie qui fait partie du groupe ICL ;
- BKG France SAS avec 102 personnes répartis sur quatre sites : Arnage (Le Mans), le Blanc-Mesnil (93), Bruges (33) et Lyon ;
- ICL Biogema à Aix-en-Provence avec 7 personnes- site de production chimique pour les feux de forêt ;
- Zim Integrated Shipping Services avec des bureaux à Marseille et au Havre.

Par ailleurs, Better Place a installé un bureau de représentation à Paris du fait de son partenariat avec Renault pour le développement des véhicules électriques.

Contact Presse

Danielle Michlin

Tél : +97236844504

Fax: +97236844584

Portable: +972543335588

ISRAEL CORPORATION



IDAN OFER
Principal shareholder
Director of numerous Ofer Group companies

- Idan Ofer graduated from the University of Haifa with a degree in economics and shipping, and earned an MBA from the London School of Business
- He is the principal shareholder in Israel Corp., an industrial conglomerate. He also serves as director of a number of the Group's companies.

Business

Turnover	€9.8 billion
Staff	Over 20,000

Israel Corp., which was founded in 1968, is Israel's largest industrial conglomerate. It is present in a number of industrial sectors:

- **Chemicals:** chemical products represent the group's biggest source of earnings, with the firm Israel Chemicals
- ICL (\$1.5 billion in the second half of 2010), which mines potash from the Dead Sea
- **Shipping:** it owns ZIM Integrated Shipping Services, Israel's largest shipping firm
- **Transportation:** Israel Corporation is the main shareholder (30%) in Better Place (infrastructure and services operator for electric vehicles) and has acquired a 50% stake in Chery Automobile
- **Energy:** the firm is present in the oil industry with a refinery in Haifa, but is also invested in renewable energies
- **Semi-conductors:** Israel Corp. owns 39% stake in Tower Semiconductors

International operations

Israel Corp. has a strong presence in China, Europe, the United States and Latin America. Nearly 70% of its turnover derives from its international operations.

Operations in France

Israel Corp.'s primary installations in France include:

- Scora SA in Caffiers (near Calais) with 65 staff - production site (calcium and magnesium), acquired by ICL in 1999
- SOFIMA SAS in Entzheim (Strasbourg Airport) with 6 staff - a subsidiary of the German group BK Giulini Chemie, which is part of ICL
- Rhénoflex Dreyer SARL in Faucogney-et-la-mer (70) with 2 staff - a subsidiary of the German group BK Giulini Chemie, which is part of ICL
- BKG France SAS with 102 staff across four sites: Arnage, Le Blanc-Mesnil, Bruges and Lyon
- ICL Biogema in Aix-en-Provence with 7 staff - a manufacturer of fire safety products
- Zim Integrated Shipping Services with offices in Marseille and Le Havre.

In addition, in the context of its partnership with Renault for the development of electric vehicles, Better Place now has an office in Paris.

Press contact

Danielle Michlin
Tel: +972 3 684 4504
Fax: +972 3 684 4584
Cell: +972 5 4333 5588

McKinsey & Company



Dominic Barton, directeur général

- Diplôme : Université d'Oxford
- Dominic Barton est le directeur général de McKinsey & Company au niveau mondial. Durant 25 années passées au sein de McKinsey, il a conseillé des clients de secteurs tels que la banque, les biens de consommation, les « high-techs » et l'industrie, avec une spécialisation dans le développement et la régulation du secteur financier.
- Dominic Barton a dirigé McKinsey en Asie de 2004 à 2009, à Shanghai, et il a dirigé le bureau de Corée de 2000 à 2004.
- Dominic Barton intervient régulièrement lors de conférences internationales telles que Davos, Le Cercle des Économistes, Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, l'Asia Business Council et l'Aspen Strategy Group. Il est l'auteur de nombreux articles sur les services financiers, l'Asie, l'histoire, les enjeux et opportunités liés aux marchés financiers asiatiques et mondiaux. Il est co-auteur de *"Dangerous Markets: Managing in Financial Crises"* (Wiley & Sons, 2002). Il a récemment publié *"China Vignettes: An Inside Look at China"* (Talisman, 2007).

Activité

Employés

16 000, dont 9 000 consultants

Fondé aux Etats-Unis en 1926, McKinsey & Company est aujourd'hui une référence mondiale dans le conseil auprès des directions générales. Le cabinet accompagne des entreprises de premier plan appartenant à tous les grands secteurs de l'économie, ainsi que des organismes publics et des institutions à but non lucratif. Ses principaux domaines d'intervention portent sur trois grands types de problématiques : la stratégie, l'organisation et l'efficacité opérationnelle.

McKinsey a créé un institut de recherche macro- et micro-économique, le McKinsey Global Institute (MGI), placé sous la présidence d'Eric Labaye (ancien directeur général de McKinsey France de 2002 à 2010).

Développement du groupe à l'international

McKinsey & Company est présent dans 50 pays avec 95 bureaux.

Présence en France

McKinsey est implanté en France depuis 1964. Le chiffre d'affaires est de 182 millions d'euros. Avec près de 300 consultants sur ses deux sites de Paris et Lyon, il est l'un des bureaux de McKinsey les plus importants dans le monde. Le champ d'action de McKinsey en France déborde largement les frontières de l'Hexagone, pour couvrir notamment les pays francophones.

Contact Presse

Thibaut Gratius, Responsable de la communication corporate
thibaut_gratius@mckinsey.com - Tél. : 01 40 69 95 25

McKinsey & Company



Dominic Barton, Global Managing Director

- Education: Oxford University
- Dominic Barton is the Global Managing Director of McKinsey & Company. In his 25 years with the firm, Dominic has advised clients in a range of industries - including banking, consumer goods, high-tech and industrial - but his core area of work is in financial sector development and reform.
- Prior to his current role, Dominic Barton was McKinsey's Chairman of Asia from 2004-2009, based in Shanghai, and he headed up McKinsey's office in Korea from 2000-2004.
- Dominic Barton is an active participant in many international forums including Davos, *Le Cercle des Économistes*, *Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence*, the Asia Business Council and the Aspen Strategy Group. He is also a prolific writer - authoring many articles on financial services, Asia, history and the issues and opportunities facing global and Asian markets. He is the co-author of *Dangerous Markets: Managing in Financial Crises* (Wiley & Sons, 2002). His most recent book is *China Vignettes: An Inside Look at China* (Talisman, 2007).

Business

Staff

16,000 (including 9,000 consultants)

Founded in the United-States in 1926, McKinsey & Company is the trusted advisor and counselor to many of the most influential businesses, government institutions and non-profit organizations in the world. The firm serves more than 70% of Fortune magazine's most admired list of companies, advising them in their strategic or operational needs, or organizational challenges.

McKinsey has created its own institute specializing in research in economics and business management, The McKinsey Global Institute (MGI), led by Eric Labaye (former Managing Director of McKinsey's French office from 2002 to 2010).

International Operations

McKinsey & Company has more than 95 offices in over 50 countries.

Operations in France

McKinsey first established itself in France in 1964. Turnover is currently €182 million. With more than 300 consultants in two locations (Paris and Lyon), it is one of the firm's largest offices. The scope of its business extends well beyond the borders of France, and the firm has clients in many francophone countries.

Press contact

Thibaut Gratius, Corporate Communications Manager
e-mail: thibaut_gratius@mckinsey.com - Tel: +33 1 40 69 95 25

Groupe Novamont



Catia Bastioli,
Président Directeur Général

- Chef de projet de 1984 à 1988 auprès de l'Institut Guido Donegani et du Centre de Recherches technologiques Ferruzzi sur les matières composites et sur les matériaux biodégradables d'origine renouvelable.
- rejoint Novamont en 1991 en tant que Directeur, devient Directeur Technique en 1993, Directeur Général en 1996 et PDG de Novamont en 2005.
- membre de plusieurs comités consultatifs d'instituts de recherche et d'universités. Elle est présidente du Club de Kyoto.
- a reçu de nombreuses récompenses internationales pour ses découvertes dans le domaine des matériaux biodégradables à base d'amidon dont, le 18 avril 2007, le prix European Inventor of the Year, attribué pour l'ensemble de ses travaux de 1992 à 2001.

Activité

Chiffre d'affaires	87 millions €
Employés	170 employés (dont 30% dans la R&D)

Filiale du groupe italien Montedison créée en 1990, Novamont SpA est une PME devenue aujourd'hui le « leader mondial » de la production de bioplastiques issus de matières premières renouvelables d'origine agricole.

Novamont SpA, dont les principaux actionnaires sont Banca Intesa San Paolo et Investitori Associati, est une société qui connaît actuellement une croissance annuelle à deux chiffres. Elle consacre 7% de son chiffre d'affaires à la R&D. Son portefeuille de brevets comprend près de 90 familles de brevets et 800 dépôts internationaux. Ses principales applications concernent la sacherie (sacs poubelle, sacs de caisse...), les emballages biodégradables pour des produits d'hygiène ou pour les fruits et légumes frais, les films de paillage, les couverts et la vaisselle pour la restauration rapide.

Développements du groupe à l'international

Le siège est situé à Novara, en Italie, et ses unités de production sont à Terni. L'entreprise est présente directement, ou par l'intermédiaire de ses distributeurs, en Allemagne, France, Benelux, les pays Scandinaves, aux Danemark, Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, en Chine, au Japon, en Australie et en Nouvelle Zélande.

Présence en France

Depuis 2006, Novamont SpA détient une filiale de développement et d'action commerciale en Ile de France. Elle y emploie deux personnes. Son chiffre d'affaire en 2010 est de 400 k€.

La décision de l'implantation de la filiale a fait suite à la Loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006, qui prescrivait l'interdiction de la distribution des sacs à usage unique non biodégradables à compter du 1^{er} janvier 2010 et prévoyait la possibilité de rendre obligatoire l'incorporation de matière d'origine végétale pour certains plastiques.

Dans une logique de développement régionalisé, cette filiale constitue un préalable à l'implantation d'un site industriel de production.

Novamont France est établie au 22 rue du Champ de l'Alouette, 75013 PARIS. Tél. : +33.(0)1.55.43.01.75

Contact Presse

Italie : Carl Byoir & Associates, Sabina Lenaz. Tél. : +39 023314593 - slenaz@carlbyoir.com
France : Christophe Doukhi-de Boissoudy. Tél. : +33.(0)1.55.43.01.75- christophe.deboissoudy@novamont.com.

Novamont S.p.A.



Catia Bastioli, CEO

- Project Manager from 1984-1988 at the Guido Donegani Institute and the Ferruzzi Technology Research Centre, working on bonded materials and renewable biodegradable materials.
- Joined Novamont in 1991 as a director, becoming Technical Director in 1993, Managing Director in 1996 and CEO in 2005.
- Member of a number of advisory committees for research institutes and universities. She is president of the Kyoto Club.
- She has received a number of international prizes for discoveries in the field of starch-based biodegradable materials, including the 2007 European Inventor of the Year award, which was given in recognition of her work between 1992 and 2001.

Business

Turnover €87million

Staff 170 (30% of which work in R&D)

A subsidiary of Montedison that was created in 1990, Novamont SpA is an SME that is now the world leader in the manufacture of bioplastics made from renewable, plant-based raw materials.

Novamont SpA, whose major shareholders are Banca Intesa San Paolo and Investitori Associati, is currently experiencing double-digit growth. It spends 7% of its turnover on R&D, and its patent portfolio includes nearly 90 patent families and 800 international filings. Its major applications are in the areas of bags (trash bags, carrier bags, etc.), biodegradable packaging for health and beauty products and fresh produce, mulching films, and cutlery and crockery for fast-food restaurants.

International operations

The firm's headquarters are in Novara, Italy, with manufacturing units in Terni.

Novamont is present, either directly or via its distributors, in Germany, France, Benelux, Scandinavia, Denmark, the UK, the United States, China, Japan, Australia and New Zealand.

Operations in France

In 2006, Novamont SpA opened a development and trade office in the greater Paris region, which employs two people. Its 2010 turnover was €400,000.

The decision to open the subsidiary was based on the Agricultural Policy Act of 5 January 2006, which stipulated that the distribution of single-use, non-biodegradable bags would be banned as of 1 January 2010, and provided for the possibility of mandatory inclusion of plant-based material in certain plastics.

With an eye to regional development, the subsidiary is a prerequisite to setting up an industrial manufacturing site.

Novamont France's offices are at 22 rue du Champ de l'Alouette, 75013 PARIS. Tel.: +33 1 55 43 01 75

Press contacts

Italy: Carl Byoir & Associates, Sabina Lenaz, Tél. : +39 02 3314593; e-mail: slenaz@carlbyoir.com.

France: Christophe Doukhi-de Boissoudy, Tél. : +33 1 55 43 01 75; e-mail: christophe.deboissoudy@novamont.com.

Novo Nordisk A/S



Lars Rebien Sørensen,
Président Directeur Général

- Diplômé de la « Royal Veterinary and Agricultural University » au Danemark en 1981, et d'un master en économie internationale de la «Copenhagen Business School » en 1983.
- Il a rejoint le groupe Novo Nordisk (division enzymes) en 1982. Il a été en poste dans plusieurs pays, y compris le Moyen-Orient et les Etats-Unis puis a été nommé membre de la Direction de l'entreprise en Mai 1994. Lars Rebien Sørensen est Président Directeur Général de Novo Nordisk depuis novembre 2000.

Activité

Chiffre d'affaires	8,1 milliards €
Employés	30 500

Novo Nordisk est le «leader mondial» dans le traitement du diabète.

La société occupe également une position dominante dans les domaines de l'hémophilie, l'hormone de croissance, et les traitements hormonaux substitutifs de la ménopause.

Le groupe Novo Nordisk est née en 1989 de la fusion entre deux entreprises danoises : Novo industri A/S et Nordisk Gentofte A/S. Les origines de ces deux sociétés remontent aux années 20. Cette fusion a permis de donner naissance au leader mondial de la production d'insuline.

Développements du groupe à l'international

Le groupe, dont le siège est au Danemark, est présent dans 74 pays. Il exporte vers 179 pays.

Bien que Novo Nordisk soit coté en bourse, une majorité des actions est détenue par Novo A/S. Novo A/S appartient à la Fondation Novo Nordisk, une association à but non lucratif, dont l'objectif est de financer des projets scientifiques, humanitaires et sociaux.

Présence en France

Novo Nordisk emploie 1 000 personnes en France. Le chiffre d'affaires de Novo Nordisk (Novo Nordisk Pharmaceutique et Novo Nordisk Production) y est de 440 millions d'euros. Depuis cinq ans, les investissements s'élèvent à 150 millions d'euros.

Outre le siège social de la filiale française situé à La Défense (340 personnes), le groupe possède une unité de production à Chartres (depuis 1961), qui est l'un des quatre sites de production et de conditionnement d'insuline avec le Danemark, les États-Unis et le Brésil, ainsi que le deuxième site en termes de quantités produites. Environ 700 personnes travaillent sur le site à Chartres, dont 85 % de la production est exportée en Europe. Entre 2003 et 2009, plus de 150 millions d'euros ont été investis sur le site chartrain.

Contact Presse

Mike Rulis, Corporate Vice-President,
Novo Allé 2880 Bagsværd, Danemark
Tél. : +45 4442 3573

Novo Nordisk A/S



Lars Rebien Sørensen,
President and Chief Executive Officer

- Graduated from the Royal Veterinary and Agricultural University in Denmark in 1981, and holds a BSC in International Economics from the Copenhagen Business School, 1983.
- He joined the Novo Nordisk group (Enzymes Marketing) in 1982. Over the years, he has been stationed in several countries, including the Middle East and the US. In May 1994, he was appointed member of the Corporate Management. Lars Rebien Sørensen has been President and CEO of Novo Nordisk since November 2000.

Business

Turnover	€8.1 billion
Staff	30,500

Novo Nordisk is world leader in diabetes care.

The company also has leading positions in haemophilia care, growth hormone therapy and hormone replacement therapy.

The Novo Nordisk group was created in 1989 from the merger of two Danish companies: Novo Industri A/S and Nordisk Gentolfte A/S. These two firms' roots go back 20 years. The merger gave birth to the world leader in insulin production.

International operations

The group has its head office in Denmark, operates in 74 countries and exports to 179 countries.

Although Novo Nordisk is listed on the stock exchange, the majority of its shares are held by Novo A/S. Novo A/S belongs to the Novo Nordisk Foundation, a non-profit association set up to finance scientific, humanitarian and social projects.

Operations in France

Novo Nordisk employs 1,000 people in France. The group's turnover in France (Novo Nordisk Pharmaceutique and Novo Nordisk Production) is €440 million. Investment over the last five years totals €150 million.

In addition to the French subsidiary's head office at La Défense, Paris (340 people), the group has a production unit in Chartres (since 1961), which is one of four insulin production and packaging sites along with Denmark, the United States and Brazil, and the number two site in terms of quantities produced. Approximately 700 people work on the Chartres site and 85% of the site's production is exported Europe-wide. From 2003 to 2009, over €150 million was invested in the Chartres site.

Press contact

Mike Rulis, Corporate Vice-President -
Novo Alle 2880 Bagsværd, Denmark
Tel: +45 4442 3573

Otis Elevator Company



Didier Michaud-Daniel,
Président Directeur Général

- Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce et de management de Tours-Poitiers et de l'INSEAD.
- Entré chez Otis en 1981, Didier Michaud-Daniel a fait toute sa carrière chez OTIS. Il a gravi tous les échelons, prenant la direction d'Otis France dans les années 90, puis d'une partie des activités européennes en 2004 avant d'être promu à la présidence d'Otis en mai 2008.

Activité

Chiffre d'affaires **9 milliards €**

Employés **61 000**

Créé en 1853 aux Etats-Unis, Otis est la deuxième filiale du groupe United Technologies Corporation (UTC), 130ème entreprise mondiale en 2010 selon le classement Fortune 500. Otis est le « leader mondial » des ascenseurs, escalators, tapis roulants et systèmes de transport horizontaux.

Développements du groupe à l'international

Otis est présent dans plus de 200 pays et territoires. Il a des unités de production sur le continent américain, en Europe, et en Asie. Le groupe possède des centres d'engineering aux États-Unis, en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en France, en République tchèque, en Italie, au Brésil, en Chine, en Inde, en Corée et au Japon.

Présence en France

Otis emploie plus de 5 500 personnes en France. Son chiffre d'affaires de 1,16 Md €.

- le siège social (La Défense) regroupe plus de 200 personnes et abrite le QG de la division Europe du Nord, de l'Est & Afrique (une des 6 divisions régionales d'Otis),
- 50 agences et 4000 personnes assurent l'installation, l'entretien et la modernisation de 150 000 appareils en France ;
- le site de Gien, en région Centre (plus de 650 personnes), est le centre d'excellence du groupe pour les systèmes de fermetures et les ascenseurs complets. Il abrite des activités de production, R&D (100 personnes) et de logistique ;
- Otis PMC, basé à Argenteuil, est le centre de produits de modernisation pour la France et l'Europe. Il développe, fabrique et expédie les solutions de modernisation Otis. Il emploie 100 personnes ;
- Otis EPC est une plate-forme européenne de distribution de pièces de rechange du groupe, basée à Roissy (5000m², 45 employés) ;
- Otis LINE, basée à Argenteuil, emploie plus de 100 personnes pour la gestion des demandes d'intervention (SAV) des clients français d'Otis.
- PORTIS est la division des portes automatiques d'Otis en France. Elle emploie plus de 500 personnes dans 22 agences régionales.

Otis est le « leader » de l'ascenseur en France (36% de part de marché). Le montant des investissements cumulés depuis cinq ans est de 39 600 M €.

La France possède le 4^{ème} parc d'ascenseurs d'Europe après l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Otis a grandement bénéficié du programme de mise en conformité du parc existant, du fait de la loi « Urbanisme et Habitat » votée en 2003.

Contact Presse

Michèle Batty - Directeur de la communication mondiale, Otis Elevator Company.

Tél. : +1 860 676 5987 ou +1 860 830 8350 - michele.batty@otis.com

David Molins - Directeur de la communication, Otis France

Tél. : +33 (0)1 46 91 60 66 ou +33 (0)6 15 65 69 02 - david.molins@fr.otis.com

Otis Elevator Company



Didier Michaud-Daniel, CEO

- Graduated from the Ecole Supérieure de Commerce et de Management de Tours-Poitiers and INSEAD.
- Didier Michaud-Daniel has spent his entire professional career at Otis, where he started in 1981. He worked his way up through the ranks, becoming director of Otis France in the 1990s and president of Otis's UK and Central European Area starting in 2004. In 2008, he was named president of Otis.

Business

Turnover	€9 billion
Staff	61,000

Otis, which was founded in the United States in 1853, is the second-largest subsidiary of United Technologies Corporation (UTC), which ranks 130th on the Fortune Global 500 list. Otis is the world leader in elevators, escalators, moving walkways and horizontal transportation systems.

International operations

Otis is present in more than 200 countries and territories, with manufacturing facilities in the Americas, Europe and Asia. The firm has engineering facilities in the United States, Austria, Brazil, China, Czech Republic, France, Germany, India, Italy, Japan, Korea and Spain.

Operations in France

Otis employs over 5,500 people in France with a turnover of €1.16 billion.

- More than 200 staff members work at company headquarters at La Défense, which is also home to the head office for Otis North and East Europe and Africa Area (one of six regional divisions)
- A total of 50 local offices and 4,000 staff install, maintain and upgrade more than 150,000 elevators, escalators and moving walkways in France
- Gien, in France's Centre region, is home to a Centre of Excellence for closing systems and complete elevators. It employs more than 650 staff, and includes manufacturing activities, R&D (100 staff) and logistics.
- Otis PMC in Argenteuil (outside Paris), is the centre for modernisation products for both France and the rest of Europe. It employs 100 people.
- Otis EPC, based at Roissy, is a European distribution platform for spare parts (5,000 sq. m, 45 staff).
- The Otis Line call centre, also in Argenteuil, employs more than 100 people to manage after-sales service requests for the company's French customers.
- Portis is Otis's automatic door division in France. It employs more than 500 people in 22 regional offices.

With a 36% market share, Otis is the market leader in France. It has invested €39.6 million over the past five years.

France has the fourth largest fleet of elevators in Europe after Italy, Spain and Germany. Thanks to the Urban Development and Housing Act, which was passed in 2003, Otis has been a major beneficiary of a scheme to bring the existing fleet of elevators into compliance.

Press contact

Michèle Batty - Manager, Worldwide Communications, Otis Elevator Company

Tel.: +1 860 676 5987 or +1 860 830 8350; e-mail: michele.batty@otis.com

David Molins - Director of Communications, Otis France

Tel.: +33 1 46 91 60 66 or +33 6 15 65 69 02; e-mail: david.molins@fr.otis.com

PlanET Biogastechnik GmbH



Hendrik BECKER,

Président Directeur Général - International

- Dipl. Ingénieur en Mécanique (1998, Aachen - Allemagne)
- 1997 : Création du groupe régional NRW du Club Biogaz Fachverband Biogas e.V. Correspondant jusqu'en 2004.
- 1998 à ce jour : Création de la société PlanET Biogastechnik GmbH (Vreden, Allemagne) en collaboration avec Jörg Meyer zu Strohe.
- Depuis 2007 : Représentant du groupe des Constructeurs au Club Biogaz Fachverband Biogas e.V. (2^{ème} mandat).

Activité

Chiffre d'affaires 66 millions €

Employés 160

PlanET Biogastechnik est l'un des «leaders» européens pour la construction d'installations de biométhanisation. Depuis sa création en 1998 en Allemagne, l'entreprise a développé plus de 180 projets industriels ou agricoles de biométhanisation, en Europe et Amérique du Nord.

Le groupe PlanET a été élu, en 2006, meilleure PME allemande.

Développements du groupe à l'international

Le développement à l'international est assez récent. Des antennes ont été ouvertes aux Pays-Bas, en France, au Canada, en Espagne, en Belgique et au Royaume-Uni. L'entreprise a, par ailleurs, développé des partenariats en Ukraine et en Inde.

Présence en France

Le chiffre d'affaires de la société française est de 775 000 €.

Suite à l'augmentation du tarif de rachat de l'électricité issue du biogaz en juillet 2006, PlanET Biogastechnik GmbH a décidé de créer une filiale en France en octobre 2006 : la SARL Biogaz PlanET France. Implantée dans un premier temps à Fougères, en Bretagne, elle a déménagé à Liffré, près de Rennes, en janvier 2010. La société emploie à ce jour 5 personnes.

Depuis sa création, Biogaz PlanET France accompagne les agriculteurs, collectivités et industriels dans leurs projets de méthanisation, individuels ou collectifs. Elle est spécialisée dans l'élaboration d'étude de gisements organiques, étude de faisabilité, étude technique et gestion de projet liées à l'activité méthanisation. Elle se charge également de la réalisation (plans, construction, suivi de chantier), de la mise en service, de la maintenance et du suivi biologique des installations qu'elle conçoit.

Contact Presse

François DURIEZ

Tél. : +33 2 23 25 56 50 - f.duriez@biogaz-planet.fr

PlanET Biogastechnik GmbH



Hendrik BECKER,
Managing Partner - International

- Graduate in mechanical engineering (1998, Aachen - Germany)
- 1997: Creation of the regional NRW group within the Fachverband Biogas e.V. Club. Correspondent through to 2004.
- 1998 to date: Creation of PlanET Biogastechnik GmbH (Vreden, Germany) in partnership with Jörg Meyer Zu Strohe.
- Since 2007: Representative of the manufacturers' group at the Fachverband Biogas e.V. Club (2nd term).

Business

Turnover	€66 million
Staff	160

PlanET Biogastechnik ranks among the leading biogas plant builders in Europe. Since its establishment in Germany in 1998, the company has developed over 180 industrial and agricultural biogas projects in Europe and North America.

In 2006, the PlanET group was named best German SME.

International operations

International development is fairly recent. Offices have been opened in the Netherlands, France, Canada, Spain, Belgium and the United Kingdom. The company has also developed partnerships in Ukraine and India.

Operations in France

The French company's turnover is €775,000.

Following the increase in the feed-in tariff for biogas-generated electricity in July 2006, PlanET Biogastechnik GmbH decided to set up a subsidiary in France in October 2006: Biogaz PlanET France. The company initially established in Fougères, Brittany, moved to Liffré near Rennes in January 2010 and today employs five people.

Since its creation, Biogaz PlanET France has assisted farmers, local authorities and industrial firms with their individual and collective biogas projects. It is specialised in the development of organic substrate studies and biogas feasibility studies, technical studies and project management. It also handles the engineering (planning, construction and worksite supervision), start up, maintenance and biological support for the plants it designs.

Press contact

François DURIEZ

Tel: +33 2 23 25 56 50 - e-mail: f.duriez@biogaz-planet.fr

ProLogis



Walter C. Rakowich,
Président Directeur Général

- Diplômé d'un MBA de Harvard.
- M. Rakowich a été partenaire au sein de la société de services immobiliers Trammell Crow Company et auditeur senior chez Price Waterhouse.
- M. Rakowich est PDG de ProLogis, après avoir occupé de 2005 à 2008 le poste de directeur financier international.

Activité

Revenu global (ProLogis et Fonds sous gestion) 1, 622 mds €

Employés 1 100

Fondé en 1991 aux Etats Unis, ProLogis est le plus important propriétaire, gestionnaire et développeur en immobilier logistique.

La société détient et gère des actifs estimés à plus de 22 milliards €, avec plus de 2200 entrepôts opérationnels ou en cours de développement en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

ProLogis et AMB Property Corporation (siège à San Francisco) ont annoncé fin janvier 2011 leur intention de fusionner, afin de former le numéro un mondial des entrepôts détenant ou gérant plus 33 mds € d'actifs. Après clôture de la transaction, le nouveau ProLogis devrait être codirigé par les directeurs généraux des deux groupes jusqu'à fin 2012, date à laquelle le PDG de ProLogis, Walter Rakowich, devrait céder sa place à Hamid Moghadam, PDG d'AMB.

Développements du groupe à l'international

ProLogis est actif sur une centaine de marchés, à travers ses implantations dans dix-neuf pays (AMB Property est présent, par ailleurs, dans quinze pays).

L'entreprise (et la filière dans son ensemble) a été fortement touchée par la crise économique. ProLogis s'est ainsi retiré, en 2009, de la Chine et de quelques marchés européens (Portugal et Grèce).

Présence en France

ProLogis emploie environ 60 personnes en France (AMB Property compte, de son côté, une dizaine de salariés). Prologis gère un patrimoine s'élevant à près de 2,7 millions de m². Le montant des investissements cumulé des cinq dernières années est de 550 millions €.

La France fait partie des marchés prioritaires pour l'entreprise.

Contact Presse

Nathalie Triolet, Marketing and Communications manager / Southern Europe

BP 11 753 - 95727 Roissy CDG cedex France

Tél. : 01 48 14 54 01

ProLogis



Walter C. Rakowich,
Chief Executive Officer

- Graduated from Harvard with an MBA.
- Mr Rakowich has served as a partner with real estate provider Trammell Crow Company and as a senior auditor with Price Waterhouse.
- Mr Rakowich is Chief Executive Officer of ProLogis, a position to which he was appointed after serving as President and Chief Operating Officer from 2005 to 2008.

Business

Total earnings (ProLogis and Fund under management) €1.622 billion

Staff 1,100

Founded in the United States in 1991, ProLogis is the leading owner, manager and developer of distribution facilities.

The company owns and manages assets estimated at over €22 billion, with more than 2,200 warehouses in operation or under development in North America, Europe and Asia.

In late January 2011, ProLogis and AMB Property Corporation (head office in San Francisco) announced their plans to merge to become world number one in distribution facilities, owning and managing over €33 billion in assets. Following this transaction, the new ProLogis is set to be jointly managed by the chief executive officers of the two groups through to the end of 2012 when Chief Executive Officer of ProLogis, Walter Rakowich, is due to hand over to Hamid Moghadam, Chief Executive Officer of AMB.

International operations

ProLogis has operations in over a hundred markets via its set-ups in 19 countries (AMB Property operates in 15 countries).

The company (and the sector as a whole) was hard hit by the recession, forcing ProLogis to withdraw from China and a couple of European markets (Portugal and Greece) in 2009.

Operations in France

ProLogis employs approximately 60 people in France (AMB Property employs a dozen staff). ProLogis manages assets covering nearly 2.7 million m². Total investment over the last five years comes to €550 million.

France is one of the company's priority markets.

Press contact

Nathalie Triolet, Marketing and Communications Manager / Southern Europe

BP 11 753 - 95727 Roissy CDG cedex, France

Tel: +33 1 48 14 54 01

Quiksilver



Robert B. McKnight, Jr.

Président Directeur Général

- Titulaire d'une maîtrise (B.S. degree) en administration des affaires de l'Université de Californie du Sud.
- Robert B. McKnight, Jr, co-fondateur de Quiksilver en 1976, exerce chez Quiksilver les fonctions de Président du Conseil d'Administration et Président Directeur Général.
- M. McKnight est également membre du conseil d'administration de la société Jones Trading Institutional Services, LLC.
- En tant de co-fondateur de Quiksilver, M. McKnight dispose d'une qualification unique pour le Conseil d'Administration. Ses 34 années d'expérience comme Président Directeur Général ainsi que ses qualités de « leader » lui permettent d'apporter à l'entreprise sa connaissance précise, globale et stratégique du secteur

Activité

Chiffre d'affaires

1, 3 milliard €

Employés

6200 dans le monde, 2600 en Europe

Le groupe Quiksilver est spécialisé dans le textile dédié, notamment, aux sports de glisse. Il compte une douzaine de marques indépendantes, dont les trois principales sont Quiksilver, Roxy et DC.

En mars 2005, Quiksilver devient le « leader mondial » dans son secteur en faisant l'acquisition du portefeuille de marques du groupe Rossignol. Fin 2008, Quiksilver cède Rossignol, branche déficitaire du groupe, et se recentre sur le prêt-à-porter et les activités de surf, skateboard et snowboard.

Développements du groupe à l'international

Le groupe Quiksilver est basé à Huntington Beach, en Californie. Le quartier général de Quiksilver Europe est implanté à St Jean de Luz, dans le Pays Basque, et celui de l'Asie Pacifique à Torquay, en Australie.

Les produits du groupe sont vendus dans plus de 90 pays. La distribution des produits est assurée par des magasins multi-marques indépendants et par des magasins de sports, des grands magasins et par vente par correspondance et internet. Quiksilver a également mis en place un réseau de magasins en propre et en franchise, dédié aux marques du groupe (850 magasins Quiksilver dans le monde, dont 450 en Europe).

Présence en France

Les effectifs en France sont de 1000 personnes. Le chiffre d'affaires de la société est de 201 millions d'euros. Le montant total des investissements des cinq dernières années est de 72,4 millions d'euros.

Le quartier général de Quiksilver Europe est implanté à St Jean de Luz. Il regroupe environ 500 salariés. Il est le pôle exclusif de conception des produits « neige » pour le monde. Le groupe dispose également d'un réseau de 113 magasins Quiksilver en France.

Contact Presse

Stephen Le Bot - Stephen.le-lebot@quiksilver-europe.com

Tél. : +33 6 22 93 49 29

Quiksilver



Robert B. McKnight, Jr., CEO

- Graduated with a B.S. degree in Business Administration from the University of Southern California.
- Robert B. McKnight, Jr. was a co-founder of Quiksilver in 1976, and is currently Chairman of the Board, Chief Executive Officer and President.
- Mr McKnight also serves on the board of directors of Jones Trading Institutional Services, LLC.
- As co-founder of Quiksilver, Mr. McKnight is uniquely qualified to serve on the board of directors. His over 34 years of experience as CEO, as well as his qualities as a leader allow him to provide the firm with a detailed and integral knowledge of its business and operations.

Business

Turnover **€1.3 billion**

Staff **6,200 worldwide, 2,600 in Europe**

Quiksilver specializes in boardsport-related apparel. It has a family of nine independent brands, the largest of which are Quiksilver, Roxy and DC.

In March 2005, Quiksilver acquired the Ski Rossignol brands and became the world leader in its sector. In late 2008, it sold Rossignol, which was a money-loser, and refocused on boardsport apparel and accessories.

International operations

Quiksilver is based in Huntington Beach, California. Its European headquarters are in St-Jean-de-Luz in southwest France, and the offices of Quiksilver Asia-Pacific are in Torquay, Australia.

Its products are sold in more than 90 countries, and are available in independent, multi-brand retailers, sporting goods stores, department stores, as well as by mail order and over the web. The firm has also opened a series of owned and franchised retail outlets selling Quiksilver products (850 worldwide, and 450 in Europe).

Operations in France

The firm employs 1,000 people in France, with a turnover of €201 million. Total investments over the past five years come to €72.4 million.

Quiksilver Europe employs some 500 staff. It is the exclusive worldwide centre for the design of snow-sport products. There are 113 Quiksilver stores in France.

Press contact

Stephen le Bot - Stephen.le-lebot@quiksilver-europe.com

Tel: +33 6 22 93 49 29

Groupe Randstad



Ben Noteboom, Président Directeur Général

- Diplômé en droit, Ben Noteboom a rejoint le groupe Randstad en 1993 avec pour responsabilité l'intégration de plusieurs acquisitions faites par le groupe.
- Il a, par la suite, pris la direction de Randstad Pays-Bas, avec en parallèle une responsabilité pour les RH, l'informatique, les affaires juridiques et publiques au niveau du groupe.
- Il est Président Directeur Général du groupe depuis mars 2003.

Activités

Chiffre d'affaires **14,18 milliards €**

Employés **27 600**

Le Groupe Randstad est le 2ème groupe mondial de services en ressources humaines. Créé en 1960, sa gamme de services comprend les prestations suivantes : placement permanent et temporaire, recrutement des cadres intermédiaires, consultants sur site, spécialistes détachés ainsi que des services spécialisés en ressources humaines. La société fait embaucher 465 600 personnes par jour.

Développements du groupe à l'international

Randstad est présent dans 40 pays dans le monde. En mai 2008, Randstad a racheté son rival néerlandais Vedior pour 3.5 Mds€ devenant le numéro 2 mondial du secteur.

En octobre 2010 : Randstad a également fait l'acquisition de Fujistaff, la 6^{ème} compagnie japonaise de recrutement.

Présence en France

Randstad France, implantée depuis 1973, représente 900 agences, 3 900 collaborateurs permanents, 326 000 collaborateurs intérimaires délégués en 2010, pour un CA de 3,6 milliards d'euros et 60 000 entreprises clientes. Depuis 2008, la France est le second marché de Randstad juste derrière les Pays-Bas.

Contact Presse

Groupe Randstad France, Direction de la Communication Externe
Sébastien Buffet - 01 41 62 22 07 / 06 01 35 25 39 - sebastien.buffet@randstad.fr

Randstad Group



Ben Noteboom, CEO and Chairman

- Ben Noteboom graduated in law and joined the Randstad Group in 1993 with responsibility for the integration of a number of major acquisitions by the group.
- He then took the helm of Randstad Netherlands, with parallel responsibility for HR, IT, and legal and public affairs for the Group.
- He has been CEO and Chairman of the Group since March 2003.

Business

Turnover **€14.18 billion**

Staff **27,600**

The Randstad Group is world number two in human resources services. Created in 1960, its range of services includes: permanent placement, temporary staffing, middle management recruitment, on-site consultants, seconded specialists and specialised human resources services. The company is responsible for the employment of 465,600 people per day.

International operations

Randstad operates in 40 countries worldwide. In May 2008, Randstad bought out its Dutch rival Vedior for €3.5 billion to become world number two in the sector.

In October 2010, Randstad also acquired Fujistaff, Japan's sixth leading recruitment company.

Operations in France

Randstad France has been working in France since 1973. In 2010, it represented 900 agencies, 3,900 full-time staff and 326,000 temporary staff for a turnover of €3.6 billion and 60,000 client companies. Since 2008, France has been Randstad's number two market just behind the Netherlands.

Press contact

Groupe Randstad France, External Communications Department
Sébastien Buffet - Tel: +33 1 41 62 22 07 / 6 01 35 25 39 - e-mail: sebastien.buffet@randstad.fr

Haci Ömer Sabanci Holding AS



Güler Sabanci
Présidente Directrice Générale

- Diplômée de l'Université de Bogazici (en Business Administration).
- Petite fille de M. Haci Omer Sabanci, fondateur du groupe Sabanci
- A démarré sa carrière en 1978 et a travaillé à tous les niveaux de la société Sabanci avant d'en prendre la présidence, en 2004, à la mort de son oncle Sakip Sabanci.
- Présidente du Board de la fondation Sabanci (+ \$ 1,5M depuis sa création en 1974) et Présidente de l'Université Sabanci créée en 1996.
- Officier de la Légion d'Honneur depuis juin 2010.

Activité

Chiffres d'affaires	9,7 milliards €
Employés	52 200

Le groupe Sabanci (prononcer « sabandji») est le premier conglomérat turc. Créé dans les années 40, c'est un holding coté en Bourse, qui reste détenu aux deux tiers par les membres de la famille Sabanci et regroupe près de 70 sociétés. Les domaines d'activité du groupe sont les suivants : la banque, l'assurance, la chimie, le ciment, l'automobile, les pneus, le textile, la distribution et l'énergie. Certaines de ces sociétés sont détenues en partenariat avec des groupes internationaux comme Aviva, Bridgestone, Carrefour, Citigroup, Dia, Heidelberg Cement, Hilton International, International Paper, Mitsubishi Motor Co. ou Philip Morris.

L'université Sabanci, fondée en 1996 en banlieue d'Istanbul, accueille 3.650 étudiants sur un campus de 135 ha.

Développements du groupe à l'international

Le conglomérat est présent dans 16 pays. Il est familier des partenariats avec des groupes étrangers.

Ainsi, en 2008, Sabanci Holding et l'autrichien Verbund ont remporté, via leur filiale EnerjiSA, l'appel d'offres de la première privatisation turque de distribution de l'électricité. Dans le secteur de la distribution, le conglomérat avait 246 magasins à la fin 2010, via sa coentreprise créée avec Carrefour en 1996.

Présence en France

Le chiffre d'affaires de Sabanci en France est de 45 millions d'euros. Le montant des investissements depuis cinq ans est de 20 millions d'euros.

Le groupe Sabanci est présent en France au travers de deux divisions :

- **Advansa**: premier producteur européen de polyester ; a une présence commerciale à Paris (succursale rattachée à la filiale allemande ; siège aux Pays-Bas);
- **TEMSA**: producteur de bus, qui a déjà vendu plus de 3 500 unités en France via son distributeur alsacien, Dietrich Carebus. Le siège Europe est en Belgique.

Enfin, l'université Sabanci a établi des partenariats avec l'ESCP-Europe et l'EDHEC.

Contact Presse

M. Suat OZYAPRAK, Director Corporate Communications,

HACI ÖMER SABANCI HOLDİNG AŞ

Sabanci Center 4. Levent 34330 Istanbul

Tél. : + 90 212 385 81 42

Fax: + 90 212 325 07 83

sozyaprak@sabanci.com - www.sabanci.com

Hacı Ömer Sabancı Holding AS



Güler Sabancı
Chairman and Managing Director

- Graduated from the University of Bogazici (Business Administration).
- Granddaughter of Hacı Omer Sabancı, founder of the Sabancı group
- Started her career in 1978 and worked at all levels of Sabancı before taking over as Chairman and Managing Director in 2004 on the death of her uncle Sakip Sabancı.
- President of the Sabancı Foundation (+\$1.5m since its creation in 1974) and President of Sabancı University established in 1996.
- Officer of the Legion of Honour since 2010.

Business

Turnover	€9.7 billion
Staff	52,200

The Sabancı Group (pronounced “sabanji”) is Turkey’s leading conglomerate. This holding company set up in the 1940s is listed on the stock exchange. It remains two-thirds owned by the members of Sabancı family and takes in nearly 70 companies. The group works in the following sectors: banking, insurance, chemicals, cement, automotive, tyres, textiles, distribution and energy. Some of its companies are owned in partnership with international groups such as Aviva, Bridgestone, Carrefour, Citigroup, Dia, Heidelberg Cement, Hilton International, International Paper, Mitsubishi Motor Co. and Philip Morris.

Sabancı University, set up in the Istanbul suburbs in 1996, teaches 3,650 students on a 135-hectare campus.

International operations

The conglomerate operates in 16 countries and regularly forms partnerships with foreign groups.

For example, in 2008, Sabancı Holding and Austrian Verbund won a bid via their subsidiary EnerjiSA for the first Turkish privatisation of electricity distribution. In the retail sector, the conglomerate held 246 shops as at the end of 2010 via its joint venture set up with Carrefour in 1996.

Operations in France

Sabancı makes €45 million in turnover in France. Investment over the last five years totals €20 million.

The Sabancı Group has two divisions operating in France:

- **Advansa**: Europe’s leading polyester producer has a commercial operation in Paris (branch attached to the German subsidiary; head office in the Netherlands);
- **TEMSA**: coach manufacturer, which has already sold over 3,500 units in France via its Alsace distributor Dietrich Carebus. The European head office is in Belgium.

Sabancı University has also set up partnerships with ESCP-Europe and EDHEC Business School.

Press contact

Mr Suat Ozyaprak, Director Corporate Communications,

HACI ÖMER SABANCI HOLDING AŞ
Sabancı Center 4. Levent 34330 Istanbul
Tel: +90 212 385 81 42
Fax: + 90 212 325 07 83

sozyaprak@sabanci.com - www.sabanci.com

SMART Technologies



Nancy Knowlton,
Présidente Directrice Générale

- Diplômée d'Etudes Collégiales, Nancy L. Knowlton dispose également d'un diplôme en administration des entreprises, d'un MBA en marketing et finance, ainsi que d'un doctorat en Droit Civil.
- Nancy L. Knowlton est directrice et cofondatrice de SMART Technologies. Elle a été nommée Présidente Directrice Générale en juin 2007.
- Nancy Knowlton a reçu en 2003 le titre de Docteur Honoraire de l'Université Saint Mary (Canada). Elle a été désignée Femme Entrepreneur de l'Année au Canada, dans la catégorie Export, en 1999, par l'Ecole de Management Joseph L. Rotman de l'Université de Toronto et la Bank of Montréal.

Activité

Chiffre d'Affaires **465 millions €**

Employés **1 600**

SMART Technologies est un fournisseur de solutions collaboratives pour le monde de l'éducation et de l'entreprise, créateur et leader mondial des Tableaux Numériques Interactifs avec le SMART Board. Créée en 1987, la société propose des produits et services intégrés conviviaux qui transforment la manière d'enseigner et de travailler dans le monde.

Développements du groupe à l'international

Le groupe dispose d'une envergure internationale, avec un siège social à Calgary (Canada), et des bureaux commerciaux aux Etats-Unis, à Singapour, en Chine, au Japon ainsi qu'aux Emirats Arabes Unis. SMART est également présent dans trois pays européens : Royaume-Uni, Allemagne et France. 8 millions de SMART Board™ installés dans 175 pays à travers le monde, soit 30 millions d'élèves et 1,4 million d'enseignants utilisateurs.

Présence en France

SMART Technologies a ouvert un bureau à Puteaux, en région parisienne, fin 2008. Ce bureau compte aujourd'hui une dizaine d'employés.

Contact Presse

Contact presse SMART Technologies - Manager, Public Relations
Marina Geronazzo - MarinaGeronazzo@smarttech.com - +1.403.407.5088

Contact presse de l'agence en France : Floriane Gouache - fgouache@amalthea.fr - 06 62 15 31 96

SMART Technologies



Nancy Knowlton,
President and Chief Executive Officer

- Nancy L. Knowlton has a diploma of collegial studies, a business administration degree with honours, an MBA in marketing and finance, and a PhD in Civil Law.
- Nancy L. Knowlton is a director and co-founder of SMART Technologies. She was appointed President and CEO in June 2007.
- In 2003, Nancy Knowlton received an honorary doctorate degree from Saint Mary's University (Canada). In 1999, she was voted Canadian Woman Entrepreneur of the Year in Canada in the Export category by the University of Toronto's Joseph L. Rotman Management School and the Bank of Montreal.

Business

Turnover **€465 million**

Staff **1,600**

SMART Technologies is a supplier of collaborative solutions for education and business. It is the creator and world's leading provider of interactive whiteboards with the SMART Board. Created in 1987, the company supplies easy-to-use integrated products and services that are changing how we teach and work worldwide.

International operations

The group is established worldwide with a head office in Calgary (Canada) and sales offices in the United States, Singapore, China, Japan and the United Arab Emirates. SMART also operates in three European countries: the United Kingdom, Germany and France. There are 8 million SMART Boards™ installed in 175 countries for 30 million students and 1.4 million user teachers.

Operations in France

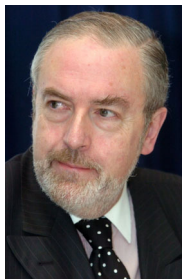
SMART Technologies opened an office in Puteaux in the Paris area in late 2008. This office now employs a dozen staff.

Press contact

SMART Technologies Press Contact - Manager, Public Relations
Marina Geronazzo - MarinaGeronazzo@smarttech.com - Tel.: +1.403.407.5088

Press contact for the agency in France: Floriane Gouache - fgouache@amalthea.fr - Tel.: +33 6 62 15 31 96

Solvay



Christian Jourquin
Président du Comité Exécutif

- Diplômé Ingénieur commercial de l'Université Libre de Bruxelles et de la Harvard Business School.
- Christian Jourquin a consacré les quarante ans de sa vie professionnelle au groupe Solvay dont quatorze ans en tant que membre du Comité Exécutif. Membre du Conseil d'Administration depuis juin 2005, il est Président du Comité Exécutif de SOLVAY depuis mai 2006.
- Président du CEFIC (Conseil Européen de l'Industrie Chimique) et de l'ICCA (Fédération Internationale de l'industrie Chimique) de 2008 à 2010
- Président du Conseil de la Fondation de l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (E.I.T)

Activité

Chiffre d'affaires 7,1 milliards €

Employés 16 800

Solvay est un groupe international belge fondé en 1863, et coté à la Bourse de Bruxelles. Actif dans la Chimie, il développe une large gamme de produits et de solutions chimiques et plastiques, qui contribuent à améliorer la qualité de la vie et l'environnement. Il fait partie des leaders mondiaux dans certains produits :

- 1er producteur mondial de carbonate de soude
- 1er producteur mondial d'eau oxygénée et de persels
- 2ème producteur mondial de spécialités fluorées
- 3ème producteur mondial de PVC
- 3ème producteur mondial de Soude caustique
- Parmi les « leaders mondiaux » en polymères spéciaux et canalisations plastiques.

Solvay s'engage également dans le secteur des énergies renouvelables (piles à combustibles...), de l'électronique organique imprimable (OLED...), des nanotechnologies et de la chimie durable (chimie verte, chimie biosourcée...).

Développements du groupe à l'international

Stratégie de croissance durable et rentable mettant l'accent sur la création de valeur à long terme, en :

- investissant dans des activités à haute valeur ajoutée et dans des projets stratégiques en Chimie et en Plastiques;
- continuant l'expansion géographique dans des régions avec un potentiel de croissance ;
- poursuivant le développement d'activités à une empreinte énergétique limitée ;
- réduisant la cyclicité du portefeuille d'activités de Solvay ;
- accélérant la présence du groupe dans les nouvelles technologies, notamment en Asie, avec la création en février 2010 de trois centres de recherche, de développement et de technologie en Inde, Corée et Chine pour renforcer les capacités d'innovation du groupe, particulièrement dans le domaine du développement durable

Présence en France

La France est le 1^{er} pays d'implantation historique après la Belgique (1873). Elle figure parmi les trois premiers marchés du groupe, avec un chiffre d'affaires de 1,037 milliard d'euros.

2260 collaborateurs se répartissent sur 7 sites dont l'usine de Tavaux (Jura, près de 2 000 personnes - 1425 Solvay + 500 sous-traitants) qui est la plus grande usine du groupe dans le monde et constitue une des plus grandes plate-formes chimiques de France.

Solvay vient d'annoncer deux investissements majeurs sur le site de Tavaux :

- **83 millions d'euros**, en novembre dernier, dans la conversion intégrale des électrolyses au mercure vers des électrolyses à membranes, permettant de réduire de 25% sa consommation d'énergie électrique et son empreinte environnementale en diminuant ses émissions de CO2 de 19 200 tonnes par an et l'arrêt total de l'usage du mercure;
- **26 millions d'euros**, le 3 mars dernier, dans l'augmentation de 50% de la capacité de production d'un polymère spécial fluoré à haute valeur ajoutée, produit uniquement sur ce site pour le marché mondial.
- Le montant des investissements cumulés des cinq dernières années est proche de 500 millions d'€.

Contact Presse

M. Arnaud JACQUET, Directeur des Affaires Publiques & Relations Médias

arnaud.jacquet@solvay.com

Groupe SOLVAY France, 25 rue de Clichy, 75009 Paris - - Tél. : +33 1 40 75 81 36

Solvay



Christian Jourquin
Chief Executive Officer

- Graduated as a sales engineer from the Université Libre de Bruxelles and Harvard Business School.
- Christian Jourquin has spent the 40 years of his career with the Solvay group, including 14 years as a member of the Executive Committee. A member of the Board of Directors since June 2005, he became Chief Executive Officer of Solvay in May 2006.
- President of the European Chemical Industry Council (CEFIC) and the International Council of Chemical Associations (ICCA) from 2008 to 2010.
- Chairman of the Board of the European Institute of Innovation and Technology (EIT) Foundation.

Business

Turnover €7.1 billion

Staff 16,800

Solvay is an international Belgian group founded in 1863 and listed on the Brussels Stock Exchange. It operates in the chemicals sector, developing a **wide range of chemical and plastic products and solutions** that contribute to improving our quality of life and the environment. It ranks among the world leaders in certain products:

- Number 1 global producer of sodium bicarbonate
- Number 1 global producer of hydrogen peroxide and persalts
- Number 2 global producer of fluorinated specialities
- Number 3 global producer of PVC
- Number 3 global producer of caustic soda
- Among the world leaders in speciality polymers and plastic pipes.

Solvay also works in renewable energy (fuel cells, etc.), organic printable electronics (OLEDs, etc.), nanotechnologies and sustainable chemicals (green chemicals, biosourced chemicals, etc.).

International operations

Sustainable, profitable growth strategy focusing on the creation of long-term value by:

- Investing in high value-added activities and strategic projects in the chemicals and plastics sectors;
- Continuing its geographic expansion in regions with growth potential;
- Continuing to develop activities with a small energy footprint;
- Reducing the cyclical nature of Solvay's business portfolio;
- Ramping up the group's operations in new technologies, especially in Asia, with the creation of three research, development and technology centres in India, Korea and China in February 2010 to build the group's innovative capacities, particularly in sustainable development.

Operations in France

France is historically the first country of establishment after Belgium (1873). It ranks among the group's top three markets with a turnover of €1.037 billion.

Solvay has 2,260 staff working on seven sites in France, including the Tavaux plant (Jura, nearly 2,000 people - 1,425 Solvay staff + 500 subcontractors), which is the group's largest factory worldwide and one of the largest chemical centres in France.

Solvay has just announced two major investment projects for the Tavaux site:

- **€83 million**, in November 2010, for the full conversion of mercury-based electrolysis into membrane-based electrolysis to cut its electricity consumption by 25% and improve the site's environmental footprint by reducing its carbon emissions by 19,200 tonnes per year and totally stopping its use of mercury;
- **€26 million**, on 3 March 2011, in a 50% increase in the production capacity of a high value-added fluorinated speciality polymer produced solely on this site for the world market.
- Cumulative investments over the last five years total close on €500 million.

Press contact

Mr Arnaud JACQUET, Director of Public Affairs & Press Relations

arnaud.jacquet@solvay.com

Group SOLVAY France, 25 rue de Clichy, 75009 Paris, France - Tel: +33 1 40 75 81 36

UPM - KYMMENE



Hans Sohlström

Vice-Président Executif

vente

Chiffre d'affaires	8,9 milliards €
Effectif	22 000

UPM est un des leaders mondiaux de l'industrie forestière.

UPM est né en 1995 de la fusion des groupes Repola (maison mère d'United Paper Mills) et Kymmene. Ses domaines d'activités couvrent trois secteurs : énergie et pâte, papiers (magazine, journal, papiers fins et spéciaux) et matériaux évolués (étiquettes, tags RFID, contreplaqués, matériaux composites...). UPM est, en outre, le premier utilisateur mondial de papiers de récupération pour la fabrication de papiers graphiques.

Précurseur de la nouvelle industrie forestière, UPM dirige l'intégration des industries bio et forestière, pour donner forme à un avenir durable centré sur l'innovation. La mission du groupe UPM est de créer de la valeur à partir de matières renouvelables et recyclables dans les domaines liés à l'utilisation de fibres et à la production d'énergie. UPM est un investisseur de premier plan dans le domaine des énergies décarbonées : 1 milliard d'euros investis depuis 2000 dans les énergies renouvelables (centrales biomasse); le groupe est actionnaire du projet EPR d'AREVA à Olkiluoto en Finlande; il a créé récemment un partenariat avec une société finlandaise dans le domaine de l'énergie éolienne. Enfin, UPM a pour ambition de devenir un acteur majeur dans le secteur des biocarburants de seconde génération à partir de biomasse forestière.

Développements du groupe à l'international

Présent sur tous les continents, le groupe dispose de près de 70 unités de production localisées dans 15 pays, et possède un réseau de vente d'envergure mondiale. Les titres UPM sont cotés au NASDAQ OMX de la Bourse d'Helsinki.

Présence en France

En France, le Groupe emploie environ 1200 salariés et réalise un chiffre d'affaires de près d'un milliard d'euros. Le montant cumulé des investissements des cinq dernières années est de 215 millions €.

UPM y dispose de trois papeteries : l'usine de Chapelle Darblay, spécialisée dans la fabrication de papier journal à partir de fibres 100% recyclées (420 personnes) ; les papeteries de Docelles (Vosges), la plus ancienne usine d'UPM dans le monde spécialisée dans la fabrication de papier bureautique et de papier pour enveloppes (185 personnes), et le site de Stracel (près de Strasbourg) spécialisée dans la fabrication de papier magazine (300 salariés). Par ailleurs, UPM dispose d'une usine de production de complexes auto-adhésifs à Pompey (54) qui emploie 200 salariés et d'une unité de transformation du bois à Aigrefeuille d'Aunis (17) employant 40 personnes. La commercialisation des produits est assurée au travers d'un bureau de ventes situé à Levallois-Perret pour le papier (66 salariés) et à Lagord (17) pour les produits bois et contreplaqués (12 salariés).

Contact Presse

Corinne Brianchon - Responsable Communication (France) - Tél. 06.08.65.57.52
Pirkko Harrela - Vice President Corporate Communications (Finlande) - Tél. +358.2041.50588

UPM



Hans Sohlström

Executive Vice President

Business

Turnover	€8.9 billion
Staff	22,000

UPM is a world leader in the forest industry.

UPM is the result of the 1995 merger between Repola (parent company of United Paper Mills) and Kymmene. It comprises three business groups: energy and pulp, papers (magazine, newsprint, fine and specialty papers) and engineered materials (labels, RFID tags, plywood, composite materials, etc.). UPM is also the biggest user of recovered papers for the production of graphic papers.

UPM is a trailblazer in the new forest industry, and is leading the integration of the bio and forest industry into a new, sustainable and innovation-driven future. The mission of UPM is to create added value from renewable and recyclable materials in fiber-based and energy-related businesses. UPM has invested heavily in emission-free energies: €1 billion invested since 2000 in renewable energies (biomass plants), the group is a shareholder of the nuclear power reactor built by AREVA in Olkiluoto, Finland, and recently, went into partnership with a Finnish company in the wind power sector. UPM has ambitions to become a major player in the sector of second-generation biofuels made from wood biomass.

International operations

With locations around the world, UPM runs nearly 70 production units in 15 countries and has a worldwide sales network. UPM's shares are listed in the NASDAQ OMX Helsinki stock exchange.

Operations in France

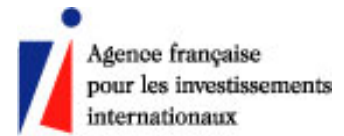
In France, UPM employs about 1,200 people and has a turnover of about €1 billion. In the last five years, the company has invested a total of €215 million.

The Group owns three paper mills: Chapelle Darblay, specializing in the production of newsprint from wholly recycled fibers (420 employees); les Papeteries de Docelles (Vosges), the oldest UPM mill, specializing in the production of office and envelope papers (185 employees), and Stracel (near Strasbourg) specializing in the production of magazine paper (300 employees). UPM also has a production unit for self-adhesive labelstock located in Nancy-Pompey with 200 employees and a further processing mill for wood products in Aigrefeuille d'Aunis with 40 employees. The sales of the products are ensured through a sales company located in Levallois-Perret for paper (66 employees) and Lagord for wood products and plywood (12 employees).

Press contact

Corinne Brianchon - Head of Communications (France) - Tel. +33 6 08 65 57 52
Pirkko Harrela - Vice-President Corporate Communications (Finland) - Tel. +358 2041 50588

- Master of Science degree in Industrial Management and Paper Technology at the Technical University of Helsinki and Master in Finance and Business Administration at the Swedish School of Economics.
- Hans Sohlström joined UPM in 1988 and has experience of several senior leadership positions in sales, marketing, operations and general management in Finland, France and Germany. He was appointed Executive Vice President in 2004.



Bilan 2010 des investissements étrangers créateurs d'emploi en France

Lundi 28 mars 2011

DOSSIER DE PRESSE

L'internationalisation de l'économie française chiffres clés

▪ La France, un pays au cœur de la dynamique de l'investissement direct étranger (IDE) :

- avec 57 Mds \$, la France est, en 2010, le 4^{ème} pays d'accueil des IDE dans le monde, derrière les Etats-Unis, la Chine et Hong-Kong (estimations CnuCED, 2011) ;

- elle est le second pays d'accueil en Europe des investissements étrangers créateurs d'emplois (« Baromètre de l'attractivité européenne », Ernst & Young, juin 2010) ;

- avec 147 Mds \$, la France est le deuxième pays émetteur d'IDE dans le monde (CnuCED, 2010);

▪ L'économie française est très ouverte aux capitaux étrangers

Par rapport à la richesse nationale, la France accueille plus d'investissements étrangers que les principaux pays européens.

Stock d'investissements étrangers, rapporté au PIB de chaque pays (CnuCED, 2011)

Royaume-Uni :	52 %
Espagne :	46%
France :	42 %
Etats-Unis :	23 %
Allemagne :	21 %
Italie :	19 %
Japon :	4 %

▪ Selon l'Insee (chiffres 2008), les filiales industrielles de groupes étrangers :

- emploient le **quart de l'effectif salarié** du secteur de l'industrie en France ;
- contribuent à hauteur de **32 % au chiffre d'affaires de l'industrie française** ;
- assurent **40 % des exportations de l'industrie manufacturière** ;
- réalisent **29 % de l'investissement corporel de l'industrie française**.

▪ En 2010, **plus de 20 000 entreprises étrangères** présentes en France emploient plus de 2 millions de personnes (Insee).

▪ **42,3 % du capital des entreprises françaises du CAC 40** est détenu par des investisseurs étrangers (Banque de France, avril 2010).

▪ La R&D des filiales étrangères représente **22 % des dépenses de R&D totales réalisées en France** (MESR, 2010).

▪ Parmi les 500 premières entreprises mondiales, classées selon le chiffre d'affaires, **39 entreprises sont françaises**, contre 37 allemandes et 29 britanniques (Global Fortune 500, en 2010).

Croissance soutenue des investissements étrangers créateurs d'emploi en 2010

Un fort rebond du nombre de projets. Après un palier en 2007-2009, le nombre des projets a crû de 22% en 2010 : 782 ont été recensés par l'AFII et les agences régionales de développement, chiffre le plus élevé depuis quinze ans, qui représente 15 décisions d'investissement par semaine en moyenne en 2010.

Une augmentation moins marquée du nombre des emplois créés ou sauvegardés. Ces investissements étrangers vont créer, ou préserver, dans le cas de rachats d'entreprises en difficulté, 31 815 emplois, chiffre en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. L'évolution du profil des projets explique cette moindre croissance de l'emploi induit:

- plus de la moitié (51 %) des investissements recensés génèrent moins de 20 emplois en 2010, contre 42 % en 2007. Les investissements générant plus de 150 emplois sont moins nombreux qu'hier, représentant 4 % des projets, contre 9 % en 2007.
- le nombre des projets recensés dans des activités à haute valeur ajoutée, qui sont souvent moins intensifs en emplois, continue de croître, en particulier dans les activités de R&D (51 projets, + 21% par rapport à 2009), les énergies renouvelables (89 projets, + 46%) et pour les quartiers généraux (de 11, en 2009, à 40 en 2010).

Plus de la moitié des investissements sont des créations. Après trois années de quasi-stagnation, le nombre des investissements concernant les extensions d'implantations existantes connaît une hausse de 70%. Mais les créations, dont le nombre continue d'augmenter depuis 2007, représentent plus de la moitié des projets. Une part significative (9 %) des investissements recensés en 2010 correspondent à une première implantation en France.

Les investisseurs de taille intermédiaire (ETI) plus représentés qu'hier. Les entreprises étrangères responsables de ces investissements sont de toutes tailles. Les investissements étrangers sont le fait de PME, pour un tiers, d'ETI (33% également, contre 27% en 2009) et de grandes entreprises (33%). Ces entreprises opèrent dans le secteur manufacturier, pour 533 d'entre elles, et dans les services (pour 249 autres).

Le poids de l'Europe et de l'Amérique du nord parmi les régions d'origine. L'Europe (65% du total des projets) et l'Amérique du nord (22% du total) sont les deux premières régions d'émission, assurant ensemble plus de 85% du total. L'Allemagne et les Etats-Unis confortent leur première place, avec 140 et 139 projets, respectivement, devant le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne.

Les entreprises des BRICS sont à l'origine de 47 projets, soit 6 % du total. La Chine devient le premier pays asiatique d'origine des investissements étrangers, avec 35 projets. Le dynamisme des investissements en provenance de cinq pays, Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Suède et Chine, explique pour une large part la croissance du nombre de projets de 2009 à 2010.

Une concentration géographique au bénéfice de certaines régions. Les cinq premières régions françaises d'accueil – Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Lorraine - attirent 65% des projets. Pour autant, la croissance du nombre des projets en 2010 concerne un grand nombre de territoires, puisque douze régions reçoivent plus d'investissements qu'en 2009, avec des taux de croissance supérieurs à 20% pour dix d'entre elles.

Plusieurs secteurs stratégiques en forte croissance

Activités en forte croissance	Moyenne				
	2002-2006	2007	2008	2009	2010
Quartiers généraux	6	1	2	11	40
R&D et ingénierie	33	45	23	51	73
<i>dont centres de R&D</i>		25	21	42	51
<i>et ingénierie</i>		20	2	9	22
Energie, recyclage	17	40	38	85	116
<i>dont énergies renouvelables</i>	12	26	21	61	89

Quartiers généraux

- Le groupe américain *Wamar International, Inc.* a décidé l'extension de son quartier général *Wamar Engineering SAS* spécialisé dans la maintenance de turbines de centrales électriques, implanté dans la région Franche-Comté (50 emplois supplémentaires).
- Le groupe chinois *Haier Group* a transféré son quartier général européen d'Italie en Ile-de-France, à Neuilly-sur-Seine (15 emplois créés).
- La société canadienne *Westport Innovations*, spécialisée dans les technologies à carburant de remplacement peu polluantes, installe son siège européen en région Rhône-Alpes (croissance importante de l'emploi dans les années à venir).

Centres de Recherche et Développement

- La société irlandaise *Icon plc*, fournisseur mondial de services de développement externalisés destinée au secteur de la santé, développe son centre de recherche et développement, *Icon Clinical Research Sarl*, dans la région Ile-de-France (90 emplois supplémentaires).
- La société néerlandaise *Hendrix Genetics* renforce son centre de recherche et développement spécialisé dans la sélection génétique animale, *Institut de Sélection Animale*, dans la région Bretagne (15 emplois supplémentaires).
- Le groupe américain, *GE Transportations Systems*, a décidé la création dans la région Ile-de-France, d'un centre de recherche et développement spécialisé dans le développement des techniques de signalisation pour les transports terrestres publics (50 emplois créés).

Energies renouvelables

- L'entreprise néerlandaise *Valnic BV* décide l'implantation d'une filiale *KDG France*, spécialisé dans l'assemblage de panneaux solaires, pour produire des cellules photovoltaïques dans la région Lorraine (102 emplois).
- L'entreprise italienne *Area Industrie Ceramiche*, spécialisée dans la production de tuiles photovoltaïques, reprend deux sites de production de céramique en difficulté : le premier, en région Centre (200 emplois maintenus), l'autre, en Lorraine (68 emplois maintenus). En parallèle, l'entreprise a décidé d'implanter son « quartier général monde » dans la région Centre (10 emplois créés).
- La société allemande *Alfasolar Vertriebsgesellschaft mbH* développera l'activité de sa filiale française *Alfa Solar France*, spécialisée dans la production et la distribution de modules solaires et de systèmes de montage de qualité, dans la région Rhône-Alpes (10 emplois supplémentaires).

La présence étrangère dans les pôles de compétitivité

En 2010, 5 653 entreprises étaient membres des pôles, au travers de 7 192 établissements employant 756 800 personnes. Parmi elles, 536 groupes étrangers, disposant de 793 établissements dans les pôles de compétitivité (11 % du total des établissements membres des pôles).

	Nombre d'établissements	Effectifs salariés
Etablissements d'entreprises indépendantes	3 772	55 036
Etablissements contrôlés par un groupe	3 420	701 753
Groupes français	2 627	517 150
Groupes européens	473	100 395
Groupes étrangers (hors Europe)	320	84 208
Total	7 192	756 789
Source: DGCI, 2010		

Une forte présence américaine et européenne dans les pôles

Un quart des établissements implantés dans les pôles de compétitivité appartenant à des groupes étrangers sont d'origine américaine, soit 191 établissements.

L'Allemagne est le pays européen dont les entreprises sont les plus présentes, suivi par les Pays-Bas : les établissements allemands (101) et néerlandais (71) représentent respectivement 13 et 9 % des établissements des pôles appartenant à des groupes étrangers.

Exemples de sociétés étrangères, membres de pôles, ayant investi en France en 2010 :

- *Eads NV*, groupe industriel de l'aéronautique spatiale civile et militaire, est un acteur majeur du pôle de compétitivité **Aerospace Valley**. Une extension du siège France devrait se traduire par la création d'une cinquantaine de postes d'ingénieurs et de chercheurs dans la région Midi-Pyrénées.
- La société canadienne *Sirona Biochem Corp*, spécialisée dans le développement de molécules destinées au traitement du diabète, développe l'activité du centre de R&D de sa filiale, *TFChem*. Ce projet dans la région Haute-Normandie devrait se traduire par la création de sept emplois supplémentaires. La société a récemment rejoint le pôle **Cosmetic Valley**.
- *Singulex Inc.* a décidé la création d'un centre de R&D, spécialisé dans une technologie permettant de quantifier des biomarqueurs à des niveaux jusqu'alors indétectables, au sein du pôle **Lyonbiopôle**, dans la région Rhône-Alpes. Ce projet doit permettre la création de 15 emplois.

Exemples de projets comptabilisés au Bilan 2010

Allemagne

- *Bertelsmann AG*, développe son centre d'appel situé dans la région **Champagne-Ardenne**. Ce projet permet la création de **100 emplois supplémentaires**.
- *Con Energy AG*, développe son site de production spécialisé dans la conception et la fabrication de véhicules électriques innovants, situé dans la région **Poitou-Charentes**. Ce projet permet la création de **220 emplois supplémentaires**.
- *Enercon* crée un site de production de mâts d'éoliennes en béton, dans l'Oise, région **Picardie**. L'unité va recruter **90 personnes** dans sa phase de démarrage, et en emploiera **120** à terme.
- *Katjes Fassin GmbH + Co.KG*, a repris l'usine de production de confiserie en grande difficulté financière, située dans la région **Nord-Pas de Calais**. Ce projet se traduit par le maintien de plus de **500 emplois**.
- *LFoundry GmbH* a repris en 2010 les activités du groupe américain *Atmel* sur le site du Rousset, dans la région **Provence-Alpes-Côte d'Azur**. Cette opération permet de sauvegarder **750 emplois**.
- *PlanET Biogastechnik GmbH*, spécialisé dans la réalisation et l'installation de biométhanisation et de maintenance, développe son bureau d'études dans la région **Bretagne**. L'extension se traduit par **10 emplois** supplémentaires.
- *Wirsol*, spécialisé dans l'installation de parcs et centrales solaires photovoltaïques, a décidé de s'implanter dans la région **Rhône-Alpes**. Cette primo-implantation sur le territoire national va permettre de créer **36 emplois** dans les trois ans.
- **Autres sociétés :**
 - *Alfasolar Vertriebsgesellschaft mbH*, Rhône-Alpes, Energie (10 emplois),
 - *Bayer CropScience Deutschland GmbH*, Rhône-Alpes, Chimie (20 emplois),
 - *NEW YORKER Süd Jeans- und Sportswear GmbH & Co KG*, Ile-de-France, Textile (150 emplois),
 - *Otto GmbH & Co KG*, Aquitaine, Conseil (125 emplois).

Etats-Unis

- *Amazon.com*, a décidé la création d'un centre logistique dans la région **Rhône-Alpes** permettant la création de **500 emplois**.
- *Computer Sciences Corporation*, a décidé l'extension de son quartier général national spécialisé dans le conseil en systèmes et logiciels informatiques, situé dans la région **Ile-de-France**. Ce projet se traduit par la création de **300 emplois** supplémentaires.
- *Elutions Inc.*, développe l'activité de son bureau d'ingénierie, design spécialisé dans les solutions logicielles appliquées aux économies d'énergie dans le bâtiment. Ce projet dans la région **Rhône-Alpes** s'accompagnera de **10 emplois supplémentaires**.
- *GE Transportations Systems*, a décidé la création dans la région **Ile-de-France**, d'un centre de recherche et développement spécialisé dans le développement des techniques de signalisation pour les transports terrestres publics. Ce projet devrait permettre la création de **50 emplois**.
- *Google, Inc.*, a annoncé la création d'un centre de R&D visant à adapter et à améliorer la performance de moteurs de recherche. Ce projet dans la région **Ile-de-France** permettra la création de **200 emplois**.
- *Steris Corporation* a choisi la France, et plus particulièrement la région **Aquitaine**, pour installer son pôle "Santé européenne". Le site abritera le siège Europe du groupe, ainsi que les activités de conception, de recherche-développement et d'assemblage dans le domaine des tables d'opération et des laveurs. L'entreprise va créer près de **200 emplois**.
- *TradingScreen* a décidé la création en **Ile de France** d'une filiale dédiée à l'exploitation d'une plateforme obligataire. Ce projet va générer la création de **10 emplois**.

- **Autres sociétés :**
 - *DELL Inc.*, Ile-de-France, Logiciels et prestations informatiques (300 emplois),
 - *NexGenix Pharmaceutical Holdings*, Alsace, Médicaments (8 emplois),
 - *Sitel Corporation*, Champagne-Ardenne, Conseil (120 emplois),
 - *Wamar International, Inc.*, Franche-Comté, Energie (50 emplois).

Royaume-Uni

- *Aquality Trading& Consulting Ltd* a choisi la France pour sa première implantation en Europe continentale. Spécialisée dans les systèmes de recyclage d'eau de pluie pour un usage commercial ou résidentiel, l'entreprise a décidé en 2010 la création d'une filiale dans la région **Aquitaine**, qui doit permettre la création de **10 emplois**.
- *Shepherd building group* a choisi la France pour y implanter sa première unité de fabrication de bâtiments modulaires hors Royaume-Uni. Cet investissement va générer **75 emplois**, dans une zone en reconversion industrielle de la région **Nord-Pas-de-Calais**.
- *The Entyrecycle Co. Ltd* a décidé d'implanter une unité de recyclage et de mise en valeur de matériaux usagés (pneumatiques), doublée d'un centre de R&D dans la région **Nord-Pas de Calais**. Cet investissement doit créer plus de **240 emplois**.
- **Autres sociétés :**
 - *Admiral Group PLC*, Ile-de-France, Services financiers (16 emplois),
 - *Cambridge Silicon Radio plc*, PACA, Electroniques (12 emplois),
 - *Eveden*, Bretagne, Textile (120 emplois),
 - *Wave Global Services UK Limited*, PACA, Logiciels (30 emplois).

Italie

- *Agrati* a repris plusieurs sites de production de vis et de boulons de l'entreprise française *Acument*. Cet investissement permet le maintien de **500 emplois** dans la région **Nord-Pas de Calais**, et de **150 emplois** dans la région **Rhône-Alpes**.
- *Chelab SRL*, spécialisé dans les services d'analyses microbiologiques et d'assistance technique et scientifique dans les secteurs pharmaceutique, cosmétique et agro-alimentaire a ouvert un bureau commercial dans la région **Centre**, tourné vers les entreprises membres des pôles locaux dédiés aux cosmétiques et à la pharmacie, « *Cosmetic Valley* » et « *Pôlepharma* ». Le projet génère une **dizaine de recrutements**.
- *EL.ITAL. S.p.A.*, a repris Flextronics renommé Elifrance, et développe une activité de fabrication de panneaux photovoltaïques dans la région **Rhône-Alpes**. Ce projet se traduit par le maintien de plus de **150 emplois**.
- *Marposs Italia S.p.A.*, leader mondial dans la production d'instruments de mesures et du contrôle de processus des machines-outils, spécialisé notamment dans les secteurs automobile, mécanique et aéronautique a décidé la création d'un nouveau site administratif et industriel regroupant les trois sites existants. Ce projet en région **Ile de France** s'accompagne de la création d'une **trentaine d'emplois**.
- **Autres sociétés :**
 - *AFV Acciaierie Beltrame SpA*, Aquitaine, Métaux (100 emplois),
 - *Officine Meccaniche San Giorgio del Porto*, PACA, Naval (43 emplois),
 - *Cizeta Medicali S.p.A.*, Centre, Equipements médicaux (22 emplois),
 - *Viba S.p.A.*, Lorraine, Chimie (20 emplois).

Espagne

- *CT Ingenieros* a décidé de renforcer les effectifs de sa filiale en France à Blagnac en Midi-Pyrénées. Ce projet devrait s'accompagner de la création de **75 emplois**.
- *Gestamp Automocion* va engager un investissement de 5 millions d'euros sur le site de Briey en Lorraine, qu'il a repris à l'allemand Edscha en difficulté depuis 2009. Ce programme pérennise les **136 emplois actuels**. Le groupe a également repris les activités de R&D de l'entreprise, situées en **Ile-de-France**, contribuant au maintien des **25 emplois** du centre de R&D.

- *Urbaser SA* implante deux centres de tri et de valorisation des déchets ménagers, dans la région **Aquitaine** et en **Champagne-Ardenne**. Le projet doit permettre la création de **50 emplois** en Aquitaine et de **12 emplois** en Champagne-Ardenne.
- *Vueling* a décidé la création d'une filiale low-cost dans la région **Midi-Pyrénées**, qui permettra la création de **150 emplois**.
- **Autres sociétés :**
 - *Grupo Gestamp*, Lorraine, Automobile (136 emplois),
 - *Desigual*, Lorraine, Textile (20 emplois),
 - *Befesa*, Nord-Pas-de-Calais, Métaux (15 emplois),
 - *CATALANA DE INVESTIGACION Y DESARROLLO DE ELECTRONICA SL*, Rhône-Alpes, Logiciels (10 emplois).

Suisse

- *HB-TECH* s'est installée en **Alsace** depuis janvier 2010. La société de distribution et d'installation de panneaux photovoltaïques va employer rapidement **10 personnes**.
- *Nestlé S.A.*, a annoncé l'extension de son usine de fabrication d'aliments pour animaux de compagnie située dans la région **Rhône-Alpes**. Cette extension va permettre la création de **240 emplois supplémentaires** sur le site.
- *SGS Holding* a annoncé l'extension du site SGS Cephac implanté en région **Poitou-Charentes**. Un investissement est prévu pour développer les activités d'immuno-analyse. Il doit permettre la création de **50 emplois** sur le site.
- **Autres sociétés :**
 - *Kühne und Nagel International AG*, Rhône-Alpes, Transport (20 emplois),
 - *Roche Holding Ltd*, Île-de-France, Médicaments (10 emplois),
 - *Screentec AG*, Alsace, Machines (35 emplois),

Suède

- *Cycleurope AB*, « leader » européen spécialisé dans la fabrication de cycles, a décidé la fermeture de son site au Danemark au profit du site situé à Romilly-sur-Seine, en région **Champagne-Ardenne**. L'extension de ce site doit créer **30 emplois supplémentaires**.
- *Midroc* implante sa filiale française à Arras, dans la région **Nord-Pas-de-Calais**, destinée à réaliser des travaux d'usinage sur site et d'agrafage des métaux. Cet investissement doit permettre la création de **30 emplois**.
- *Swedspan AB*, a repris le site de production de panneaux de particules situé dans la région **Franche-Comté**. Cette reprise a permis le maintien de **160 emplois**.

Belgique

- *Delta Industrie Service* développe l'activité de son centre de R&D, spécialisé dans l'informatique et l'électronique embarquée, dans la région **Languedoc-Roussillon**. **10 emplois** vont être créés.
- *Katoen Natie* étend son site logistique, Logifare, situé dans la région **Lorraine** et va créer **90 emplois supplémentaires**.
- *Transics*, spécialisée dans le développement de solutions informatiques et électroniques embarquées, consolide sa filiale française *DIS Transics* à Alès, dans la région **Languedoc-Roussillon**. La réorganisation de son activité R&D permet la création de **10 emplois supplémentaires**.

Chine

- *Electronix*, a repris le site de production des jantes aluminium *Deltronix*, dans la région **Centre**, permettant le maintien de **450 emplois**.
- *ICBC*, institution financière, a ouvert une succursale à Paris. Une **cinquantaine d'emplois sont prévus**.
- *Weicha Power*, fabricant chinois de moteurs diesels et de boîtes de vitesse pour camions, a repris l'équipementier Famer Paca basé à Cassis dans la région **Provence-Alpes-Côte d'Azur**. L'entreprise a décidé de créer sur le site un centre de recherche et développement. Le projet doit permettre le maintien de **40 emplois** et la création de **50 postes supplémentaires**.
- **Autres sociétés :**
 - *Huawei Technologies Co., Ltd.*, Rhône-Alpes, Electronique (40 emplois),
 - *The Parastores Groupe*, Ile-de-France, Parfums (10 emplois).

Japon

- *Fast Retailing Co., Ltd.*, a décidé la création de son quartier général Europe dans la région **Ile-de-France**. Ce projet va générer la création de **400 emplois**.
- *Rakuten* a confirmé le développement de sa plate-forme de e-commerce *PriceMinister* située à Paris, en **Ile-de-France**. L'entreprise, qui emploie déjà 200 personnes sur le site, a prévu **300 nouveaux recrutements** dans les trois prochaines années.
- *Sanden Corporation* développe son site de production d'unités de pompes à chaleur à usage domestique, et une nouvelle activité de chauffe-eau écologique sur le site de Tinténiac, en **Bretagne**. Cet investissement doit s'accompagner de la création **d'une centaine d'emplois**.

Canada

- *Westport Innovations*, leader mondial dans les technologies à carburant de remplacement peu polluantes a confirmé la localisation de son siège Europe à Lyon en région **Rhône-Alpes**. La compagnie prévoit une croissance importante et une forte augmentation des effectifs lyonnais dans les années à venir.
- *Genetec Inc.*, a décidé l'implantation d'une filiale destinée au développement de solutions logicielles personnalisées, dans la région **Ile-de-France**. Ce projet devrait se traduire par la création de **8 emplois**.

Pays-Bas

- *BearingPoint Europe Holdings B.V.*, a décidé l'extension de son bureau situé dans la région **Ile-de-France** spécialisé dans le **conseil en management et en technologie**. **200 emplois supplémentaires** devraient être créés.
- *Ecore B.V* modernise son outil industriel et va investir sur son site de Rocquancourt, en **Basse-Normandie** pour la construction d'une nouvelle ligne de valorisation des résidus de broyage des véhicules. **60 emplois** vont être créés.
- *Hendrix Genetics* étend son site dans la région **Bretagne**, dédié aux recherches sur le génome des espèces avicoles et porcines. Ce projet est porteur de **quinze nouveaux emplois**.

Inde

- *Biltube Industries Ltd*, spécialisé dans le secteur du carton de qualité, principalement destinés à l'industrie pharmaceutique et au secteur du textile, a repris les Cartonneries du Crouzet, en **Auvergne**. **37 emplois** sont sauvegardés.
- *Infosys Technologies*, spécialisé dans le conseil et les services informatiques, développe son activité en région **Ile-de-France**. Une **quarantaine de personnes**, principalement des ingénieurs, vont être recrutées.
- **Autre société :**
 - *Titagarh Wagons Limited*, Nord-Pas-de-Calais, Matériels ferroviaires (80 emplois).

Danemark

- *Leo Pharma*, spécialisé dans la dermatologie et les soins critiques, développe les capacités de production de son site français dans la région **Centre**. Cet investissement va permettre l'embauche d'une **cinquantaine de salariés**.

Corée du Sud

- *LG Chem* a décidé l'implantation d'un centre de R&D spécialisé dans la conception de batteries lithium pour l'automobile électrique en région **Ile-de-France**. Une **dizaine d'emplois** doivent être créés.
- *Namyeung Vivien Corporation* a racheté la société de lingerie féminine française Barbara, en difficulté financière. Cette opération a permis le maintien de **57 salariés** à Arcueil, en région **Ile-de-France**.

Sociétés étrangères ayant investi en France sans discontinuer depuis cinq ans

Une dizaine d'entreprises étrangères figurent chaque année, depuis 2005, parmi les investisseurs étrangers porteurs de projets en France :

Bertelsmann, groupe allemand de média, présent dans tous les secteurs de la communication : édition de livres et de disques, imprimerie, presse, radio, télévision, multimédia.

- 2005 : Création d'un centre d'appels dans la région Nord-Pas-de-Calais.
- 2006 : Extension d'un centre d'appels dans la région Haute-Normandie.
- 2007 : Extension du centre d'appels implanté dans la région Nord-Pas-de-Calais.
- 2008 : Création d'un centre d'appels dans la région Champagne-Ardenne.
- 2009 : Création d'un centre d'appels dans la région Nord-Pas-de-Calais.
- 2010 : Extension d'un centre d'appels dans la région Champagne-Ardenne.

Deutsche Telekom AG, société allemande de télécommunications.

- 2005 : Extension en Île-de-France.
- 2006 : Nouvelle extension en Île-de-France.
- 2007 : Extension dans la région Nord-Pas-de-Calais.
- 2008 : Implantation nouvelle en Île-de-France.
- 2009 : Implantation nouvelle dans la région Midi-Pyrénées.

Finmeccanica, groupe industriel italien présent dans les secteurs de la défense, des hélicoptères, de l'aéronautique et de l'espace, de l'automatique, du transport et de l'énergie.

- 2005 : Création dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- 2006 : Extension dans la région Midi-Pyrénées.
- 2007 : Extension dans la région Midi-Pyrénées.
- 2008 : Extension dans la région Midi-Pyrénées.
- 2009 : Reprise de STP rail dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- 2010 : Extension dans la région Midi-Pyrénées.

General Electric, entreprise américaine organisée en cinq branches (GE Energy Infrastructure, GE Technology Infrastructure, GE Capital, GE Consumer & Industrial, NBC Universal).

- 2005 : Extension dans la région Bourgogne.
- 2006 : Implantation dans la région Île-de-France.
- 2007 : Extension dans la région Franche-Comté.
- 2008 : Création dans la région Haute-Normandie.
- 2009 : Extension dans la région Rhône-Alpes.
- 2010 : Implantation dans la région Île-de-France.

Ikea, firme suédoise spécialisée dans la conception et la vente de mobilier et objets de décoration en kit.

- 2005 : Implantation nouvelle dans la région Bourgogne.
- 2006 : Extension dans la région Midi-Pyrénées.
- 2007 : Implantation nouvelle dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- 2008 : Extension dans la région Aquitaine.
- 2009 : Implantation nouvelle dans la région Champagne-Ardenne.
- 2010 : Extension dans la région Île-de-France.

Novartis, entreprise suisse, leader mondial dans l'offre de médicaments.

- 2003 : Extension dans la région Midi-Pyrénées.
- 2004 : Extension dans la région Alsace.
- 2005 : Extension dans la région Alsace.
- 2006 : Extension dans la région Alsace.
- 2009 : Implantation nouvelle dans la région Île-de-France.
- 2010 : Extension dans la région Alsace.

Siemens AG, entreprise allemande spécialisée dans les équipements électrotechniques et électroniques.

- 2005 : Extension dans la région Rhône-Alpes.
- 2006 : Extension dans la région Lorraine.
- 2007 : Extension dans la région Rhône-Alpes.
- 2009 : Extension dans la région Alsace.
- 2010 : Implantation dans la région Île-de-France.

Volvo AB, groupe suédois, constructeur de véhicules et de moteurs.

- 2005 : Implantation nouvelle dans la région Rhône-Alpes.
- 2006 : Extension dans la région Basse-Normandie.
- 2007 : Extension dans la région Rhône-Alpes.
- 2008 : Extension dans la région Basse-Normandie.
- 2009 : Reprise dans la région Rhône-Alpes.
- 2010 : Création dans la région Île-de-France.

Nombre des entreprises étrangères présentes en France, par pays d'origine

Etats-Unis	.....	4 203
Belgique	.....	3 655
Allemagne	.....	3 108
Pays-Bas	.....	2 547
Royaume-Uni	.....	2 426
Italie	.....	1 854
Suisse	.....	1 719
Espagne	.....	1 698
Suède	.....	815
Danemark	.....	578
Japon	.....	600
Autriche	.....	291
Canada	.....	280
Finlande	.....	123
Australie	.....	107
Inde	.....	81
Chine	.....	80
Hong-Kong	.....	51
Singapour	.....	43
Turquie	.....	35
Brésil	.....	30
Corée du Sud	.....	29
Russie	.....	24
Afrique du Sud	.....	22
Nouvelle-Zélande	.....	15

Source : Base de données Orbis-2010

Flux d'IDE et investissements étrangers créateurs d'emploi

1- MONDE.

Les estimations de la CNUCED rendues publiques en janvier 2011 font état d'une hausse de 1 % des flux d'investissements directs étrangers (IDE) dans le monde en 2010, pour atteindre 1 122 milliards de dollars, contre 1 114 milliards en 2009.

Une baisse de 7 % est enregistrée pour les pays développés. Selon la CNUCED, le montant des fusions-acquisitions a progressé de 37 % dans le monde en 2010.

2- FRANCE.

a- Données CNUCED

Les flux d'IDE entrants en France s'établissent à 57 milliards de dollars en 2010, en baisse de 3 % par rapport à 2009.

La France figure, en 2010, au quatrième rang mondial derrière les Etats-Unis (186 milliards de dollars), la Chine (101 milliards de dollars), et Hong-Kong (63 milliards de dollars).

b- Données Banque de France.

Selon les estimations provisoires de la Banque de France (février 2011), les investissements étrangers en France ont connu une baisse de 33 % en 2010 (de 43 milliards d'euros, en 2009, à 29 milliards d'euros en 2010).

c- Différences méthodologiques.

Contrairement aux données de la CNUCED ou de la Banque de France, qui intègrent les investissements directs étrangers (IDE) à caractère financier, le « Bilan 2010 » publié par l'AFII recense les projets d'investissement physique créateurs d'emplois.

La comparaison entre ces deux ensembles de données est malaisée, pour trois raisons principales:

- tous les investissements physiques réalisés en France par des entreprises étrangères ne sont pas financés depuis l'étranger. S'il est financé localement par la filiale française, un investissement réalisé en France par une entreprise étrangère ne sera pas comptabilisé dans les flux d'IDE entrants par la Banque de France, alors qu'il sera intégré parmi les investissements étrangers créateurs d'emploi en France dans le rapport annuel de l'AFII ;
- l'AFII enregistre l'investissement lorsque l'entreprise étrangère confirme sa décision d'investir, alors que les flux financiers venant, le cas échéant, de l'étranger pour financer cette opération pourront survenir, et être pris en compte par la Banque de France sur plusieurs années, au fur et à mesure de la réalisation du projet ;
- les flux d'investissement direct entrants pris en compte par les banques centrales ou la CNUCED intègrent des flux financiers intra-groupe qui répondent souvent à des logiques d'optimisation financière ou fiscale.



2010 Report:

Job-creating Foreign Investment in France

Monday March 28, 2011

MEDIA KIT - ENGLISH

The internationalization of the French economy Key figures

■ France is at the heart of the international investment scene:

- With US\$57 billion of inflows in 2010, **France is the fourth leading recipient** of foreign direct investment (FDI) in the world, after the United States, China and Hong Kong (UNCTAD estimates, 2011).

- France is the second leading recipient in Europe of job-creating investment projects (Ernst & Young, *European Attractiveness Survey*, June 2010).

- With US\$147 billion of outflows, **France is the second largest source** of FDI in the world (UNCTAD, 2010).

■ France welcomes foreign investment:

Compared with some of the largest developed economies in the world, France receives more foreign direct investment as a share of gross domestic product.

Inward FDI stock as a percentage of GDP:

United Kingdom:	52%
Spain:	46%
France:	42%
United States:	23%
Germany:	21%
Italy:	19%
Japan:	4%

Source: UNCTAD, 2011

■ According to data for 2008 from the French National Institute for Statistics and Economic Studies (INSEE), **foreign industrial subsidiaries:**

- provide jobs for **one-quarter of the industrial workforce** in France;
- generate **32% of the turnover of all French industry**;
- generate **40% of all French manufacturing exports**;
- account for **29% of investment in tangible assets in French industry**.

■ In 2010, there were **over 20,000 foreign companies** doing business in France, employing more than 2 million people. (INSEE)

■ **42.3% of the equity of French CAC 40 companies** is owned by foreign investors. (Banque de France, April 2010).

■ R&D at foreign subsidiaries accounts for **22% of all R&D expenditure in France** (French Ministry for Higher Education and Research, 2010).

■ Of the 500 largest companies in the world by turnover, **39 are French**, 37 are German and 29 are British (*Fortune Global 500*, 2010).

Sustained growth in job-creating foreign investment projects in 2010

Strong resurgence in project numbers. Following a plateau in 2007-2009, the number of projects was up by 22% in 2010: 782 projects were recorded by the IFA and France's regional development agencies, the highest figure in the last decade and a half, which equates to an average of 15 investment decisions per week in 2010.

A less marked increase in the number of jobs created or safeguarded. These foreign investments will create – or in the case of takeovers of ailing companies maintain – 31,815 jobs: a 6% year-on-year increase. The changing profile of foreign investment projects is behind this less pronounced growth in project-generated employment:

- Over half (51%) of the investments recorded in 2010 generated fewer than 20 jobs, compared with only 42% in 2007. Projects generating over 150 jobs were down, accounting for only 4% of projects in 2010, compared with 9% in 2007.
- The number of projects recorded in high value-added activities, which are often less labor-intensive, continued to grow, particularly in R&D activities (51 projects, up 21% on 2009), renewable energies (89 projects, up 46%) and company headquarters (40 projects in 2010, versus only 11 in 2009).

The majority of investment projects were site creations. After three years of virtual stagnation, the number of investments involving an expansion of existing facilities grew by 70%. On the other hand, site creations, which have continued to grow in number since 2007, accounted for over half of all projects. First-time investments in France accounted for a significant share (9%) of all projects recorded in 2010.

Increasing share of intermediate-sized investors. Foreign companies of all sizes initiated these investment projects: 33% were SMEs, 33% were intermediate companies (up from 27% in 2009), and 33% were large corporates; 533 were from the manufacturing sector and 249 from the service sector.

Preponderance of Europe and North America among source regions. Europe (65% of all projects) and North America (22% of all projects) were the two leading source regions, accounting for over 85% of the total. Germany and the United States consolidated their leading position, with 140 and 139 projects respectively, ahead of the United Kingdom, Italy and Spain.

Companies from BRICS countries accounted for 47 projects, or 6% of the total. China became the leading Asian investor with 35 projects. Significant investment from five countries – United States, Germany, United Kingdom, Sweden and China – was an important factor in the year-on-year increase in project numbers.

Geographical concentration benefiting certain regions. The five leading host regions in France – Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Midi-Pyrénées and Lorraine – attracted 65% of all projects. However, project number growth in 2010 was observed in many regions, with 12 regions receiving more investments than in 2009 and 10 regions recording project number growth of over 20%.

Several strategic sectors recording strong growth

Activities recording strong growth	Average 2002-2006	2007	2008	2009	2010
Headquarters	6	1	2	11	40
R&D and engineering	33	45	23	51	73
<i>of which R&D centers</i>		25	21	42	51
<i>of which engineering</i>		20	2	9	22
Energy, recycling	17	40	38	85	116
<i>of which renewable energies</i>	12	26	21	61	89

Headquarters

- American group *Wamar International, Inc.* decided to expand the headquarters of *Wamar Engineering SAS*, which specializes in the repair and maintenance of power plant turbines, in the Franche-Comté region (50 additional jobs).
- Chinese group *Haier Group* transferred its European headquarters from Italy to Neuilly-sur-Seine in Ile-de-France (Paris region; 15 new jobs).
- Canadian company *Westport Innovations*, specializing in low-emission alternative fuel technologies, set up its European headquarters in the Rhône-Alpes region (significant job growth expected in the coming years).

R&D centers

- Irish company *Icon plc*, a global provider of outsourced development services for the healthcare sector, expanded its R&D center, *Icon Clinical Research Sarl*, in Ile-de-France (Paris region; 90 additional jobs).
- Dutch company *Hendrix Genetics* expanded its R&D center specializing in animal gene selection, *Institut de Sélection Animale*, in the Bretagne (Brittany) region (15 additional jobs).
- American group, *GE Transportation Systems*, decided to create an R&D center specializing in the development of signaling technology for land-based public transport in Ile-de-France (Paris region; 50 new jobs).

Renewable energies

- Dutch company *Valnic BV* decided to set up a subsidiary *KDG France*, specializing in assembling solar panels to produce photovoltaic cells in the Lorraine region (102 jobs).
- Italian company *Area Industrie Ceramiche*, specializing in the production of solar photovoltaic panels, took over two ailing ceramic production sites: one in the Centre region (200 jobs maintained); the other in the Lorraine region (68 jobs maintained). At the same time, the company also decided to set up its global headquarters in the Centre region (10 new jobs).
- The German company *Alfasolar Vertriebsgesellschaft GmbH* will be expanding its French subsidiary *Alfa Solar France*, specializing in the production and distribution of solar modules and bespoke mounting systems in the Rhône-Alpes region (10 additional jobs).

Significant foreign presence in France's innovation clusters

In 2010, 5,653 businesses were members of France's innovation clusters, owning a total of 7,192 establishments employing 756,800 people. Among them were 536 foreign groups with 793 establishments in the innovation clusters (11% of all member establishments).

	Number of establishments	Employees
Independent company establishments	3,772	55,036
Establishments controlled by a group	3,420	701,753
French groups	2,627	517,150
European groups	473	100,395
Foreign groups (excluding Europe)	320	84,208
Total	7,192	756,789
Source: French Ministry for the Economy, Finance and Industry, 2010		

Strong American and European business presence in innovation clusters

A quarter of foreign-owned establishments belonging to innovation clusters are American (191 establishments).

Germany has the most companies from Europe (101) followed by the Netherlands (71), accounting for 13% and 9% respectively of foreign-owned cluster establishments, respectively.

Selected 2010 foreign investors, and innovation cluster members, in France:

- *Eads NV*, an industrial group working in the civil and military aerospace sectors, is a major player in the **Aerospace Valley** innovation cluster. Expanding their French headquarters is expected to create around 50 posts for engineers and researchers in the Midi-Pyrénées region.
- Canadian company *Sirona Biochem Corp*, specializing in developing molecules for treating diabetes, is expanding the R&D center of its subsidiary, *TFCChem*. This project in the Haute-Normandie region is due to create seven additional jobs. The company recently joined the **Cosmetic Valley** innovation cluster.
- *Singulex, Inc.* decided to establish an R&D center specializing in a technology for quantifying biomarkers at previously undetectable levels within the **Lyonbiopôle** innovation cluster in the Rhône-Alpes region. This project is due to create 15 jobs.

Selected projects from the 2010 Report

Germany

- *Bertelsmann AG* decided to expand its call center in the **Champagne-Ardenne region**, leading to the creation of **100 additional jobs**.
- *Con Energy AG* expanded its production site specializing in the design and manufacture of electric vehicles in the **Poitou-Charentes region**, leading to the creation of **220 additional jobs**.
- *Enercon* decided to set up a production site for concrete wind turbine masts, in the Oise *département*, in the **Picardie region**. The plant will employ **90 people** initially, rising to **120** in due course.
- *Katjes Fassin GmbH + Co.KG* took over an ailing confectionary production facility in the **Nord-Pas de Calais region**, enabling over **500 jobs** to be maintained.
- *LFoundry GmbH* took over the operations of the American group *Atmel* at its Rousset site in the **Provence-Alpes-Côte d'Azur region**, enabling **750 jobs** to be safeguarded.
- *PlanET Biogastechnik GmbH*, specializing in the manufacture, installation and maintenance of biomethanogenesis facilities, expanded its project office in the **Bretagne (Brittany) region**, creating **10 additional jobs**.
- *Wirsol*, specializing in solar photovoltaic plants and installations, decided to invest in the **Rhône-Alpes region**. This first-time investment in France will create **36 jobs** over three years.
- **Other investors:**
 - *Alfasolar Vertriebsgesellschaft GmbH*, Rhône-Alpes region, Energy (10 jobs).
 - *Bayer CropScience Deutschland GmbH*, Rhône-Alpes region, Chemicals (20 jobs).
 - *NEW YORKER Süd Jeans- und Sportswear GmbH & Co KG*, Ile-de-France (Paris region), Textiles (150 jobs).
 - *Otto GmbH & Co KG*, Aquitaine region, Consulting (125 jobs).

United States

- *Amazon.com* decided to create a logistics center in the **Rhône-Alpes region**, creating **500 jobs**.
- *Computer Sciences Corporation* decided to expand its French headquarters specializing in IT systems consulting and software in **Ile-de-France (Paris region)**, leading to **300 additional jobs**.
- *Elutions Inc.* expanded its engineering and design office specializing in software solutions applied to energy savings in buildings. This project in the **Rhône-Alpes region** will create **10 additional jobs**.
- *GE Transportations Systems* decided to create a new site in **Ile-de-France (Paris region)** for an R&D center specializing in the development of signaling technology for land-based public transport. This project is due to create **50 jobs**.
- *Google, Inc.* announced that it would be creating an R&D center to adapt and improve search engine performances. This project in **Ile-de-France (Paris region)** will create **200 jobs**.
- *Steris Corporation* chose France and the **Aquitaine region** as the location for its “European Health” center. This center will house the group’s European headquarters, along with design, R&D and assembly operations for operating tables and cleaning fluids. The company expects to create nearly **200 jobs**.
- *TradingScreen* decided to create a subsidiary in **Ile-de-France (Paris region)** to operate a bond trading platform. The project will create **10 jobs**.

- **Other investors:**
 - *DELL Inc.*, Ile-de-France (Paris region), Software and IT services (300 jobs).
 - *NexGenix Pharmaceutical Holdings*, Alsace region, Pharmaceuticals (8 jobs).
 - *Sitel Corporation*, Champagne-Ardenne region, Consulting (120 jobs).
 - *Wamar International, Inc.*, Franche-Comté region, Energy (50 jobs).

United Kingdom

- *Aquality Trading & Consulting Ltd.* chose France for its first venture in continental Europe. Specializing in commercial and residential rainwater recycling systems, the company decided to create a subsidiary in the **Aquitaine region**, which is expected to create **10 jobs**.
- *Shepherd Building Group* chose France as the location of its first modular building production facility outside the United Kingdom. This investment will generate **75 jobs** in an industrial redevelopment zone in the **Nord-Pas-de-Calais region**.
- *The Entyrecycle Co. Ltd.* decided to build a large recycling and reclamation center for post-consumer materials (tires), coupled with an R&D center in the **Nord-Pas de Calais region**. This investment is expected to create over **240 jobs**.
- **Other investors:**
 - *Admiral Group PLC*, Ile-de-France, Financial services (16 jobs).
 - *Cambridge Silicon Radio plc*, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) region, Electronics (12 jobs).
 - *Eveden*, Bretagne (Brittany) region, Textiles (120 jobs).
 - *Wave Global Services UK Limited*, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) region, Software (30 jobs).

Italy

- *Agrati* took over several screw and bolt production sites belonging to the French company *Acument*. This investment made it possible to maintain **500 jobs** in the **Nord-Pas de Calais region**, and **150 jobs** in the **Rhône-Alpes region**.
- *Chelab SRL*, specializing in microbiology analysis and technical/scientific assistance services in the pharmaceutical, cosmetics, and agri-food sectors, opened a sales office in **Centre region**, with a view to expanding sales to businesses belonging to local clusters working in cosmetics and pharmaceutical research (Cosmetic Valley and Pôlepharma). The project is due to hire about **10 people**.
- *EL.ITAL. S.p.A* took over Flextronics, now renamed Elifrance, and expanded solar photovoltaic production operations in the **Rhône-Alpes region**, enabling **over 150 jobs** to be maintained.
- *Marposs Italia S.p.A.*, a global leader in the production of measuring and machine tools process control instruments, specializing notably in the automotive, mechanical engineering and aerospace sectors, decided to create a new administrative and manufacturing site bringing together its three existing sites. This project in **Ile-de-France (Paris region)** will lead to the creation of **around 30 jobs**.
- **Other investors:**
 - *AFV Acciaierie Beltrame SpA*, Aquitaine region, Metals (100 jobs).
 - *Officine Meccaniche San Giorgio del Porto*, Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) region, Naval materials (43 jobs).
 - *Cizeta Medicali S.p.A*, Centre region, Medical equipment (22 jobs).
 - *Viba S.p.A.*, Lorraine region, Chemicals (20 jobs).

Spain

- *CT Ingenieros* decided to increase staff numbers at its French subsidiary in Blagnac, in the **Midi-Pyrénées region**. This project is due to create **75 jobs**.
- *Gestamp Automocion* will be investing €5 million in its Briey plant in the **Lorraine region**, a facility it took over from ailing German company Edscha in 2009. This investment program will safeguard **136 current jobs**. The group also took over Edscha's R&D activities in **Ile-de-France (Paris region)**, where **25 jobs** at the R&D center will be maintained.
- *Urbaser SA* decided to open two domestic waste sorting and recycling facilities in the **Aquitaine and Champagne-Ardenne regions**, leading to the creation of **50 jobs** in Aquitaine and **12 jobs** in Champagne-Ardenne.
- *Vueling* decided to create a low-cost subsidiary in the **Midi-Pyrénées region**, creating **150 jobs**.
- **Other investors:**
 - *Grupo Gestamp*, Lorraine region, Automotive industry (136 jobs).
 - *Desigual*, Lorraine region, Textiles (20 jobs).
 - *Befesa*, Nord-Pas-de-Calais region, Metals (15 jobs).
 - *Catalana de Investigacion y Desarrollo de Electronica SL*, Rhône-Alpes region, Software (10 jobs).

Switzerland

- *HB-TECH* set up operations in the **Alsace region** in January 2010. The company which specializes in manufacturing, distribution and installing solar photovoltaic systems will soon employ **10 people**.
- *Nestlé S.A.* announced it would be expanding its pet food manufacturing facility in the **Rhône-Alpes region**, leading to the creation of **240 additional jobs** at the site.
- *SGS Holding* announced it would be expanding its SGS Cephac facility in the **Poitou-Charentes region**. The plans to develop its immuno-analysis activity are expected to lead to the creation of **50 jobs** at the site.
- **Other investors:**
 - *Kühne und Nagel International AG*, Rhône-Alpes region, Transport (20 jobs).
 - *Roche Holding Ltd*, Ile-de-France (Paris region), Pharmaceuticals (10 jobs).
 - *Screentec AG*, Alsace region, Machinery (35 jobs).

Sweden

- *Cycleurope AB*, one of Europe's leading bicycle companies, decided to close its site in Denmark to the benefit of its site in Romilly-sur-Seine, in the **Champagne-Ardenne region**. The expansion of this site is expected to create **30 additional jobs**.
- *Midroc* decided to locate its French subsidiary in Arras, in the **Nord-Pas-de-Calais region**, to perform onsite machining, metal locking and welding. This investment is expected to lead to the creation of **30 jobs**.
- *Swedspan AB* took over the ailing Isoroy particle board plant in Lure in the **Franche-Comté region**, saving the jobs of **160 people**.

Belgium

- *Delta Industrie Service* decided to expand its R&D center, specializing in IT and embedded electronics, in the **Languedoc-Roussillon region**. **10 jobs** will be created.
- *Katoen Natie* decided to expand its logistics site, Logifare, in the **Lorraine region**, which will create **90 additional jobs**.
- *Transics*, specializing in developing IT and embedded electronics solutions, expanded its French subsidiary *DIS Transics* in Alès, in the **Languedoc-Roussillon region**. Its restructured R&D operations will involve creating **10 additional jobs**.

China

- *Electronix* took over *Deltronix's* aluminum wheel rim production facility in the **Centre region**, enabling **450 jobs** to be maintained.
- *ICBC*, a financial institution, opened a branch in Paris, creating **around 50 jobs**.
- *Weicha Power*, a Chinese manufacturer of diesel engines and transmissions for trucks, took over Cassis-based automotive equipment maker Famer Paca in the **Provence-Alpes-Côte d'Azur region**. The company also decided to create a research and development center at the facility. The project is expected to maintain **40 jobs** and create **50 further jobs**.
- **Other investors:**
 - *Huawei Technologies Co., Ltd.*, Rhône-Alpes region, Electronics (40 jobs).
 - *The Parastores Group*, Ile-de-France (Paris region) region, Perfumes (10 jobs).

Japan

- *Fast Retailing Co., Ltd.* decided to set up its European headquarters in **Ile-de-France (Paris region)**, which will create **400 jobs**.
- *Rakuten* confirmed it wished to expand its PriceMinister e-commerce operation in Paris, in the **Ile-de-France region**. The company already employs 200 people at the site and plans to hire **300 more people** over the next three years.
- *Sanden Corporation* decided to expand its household heat pump unit production plant and to develop a new green water heater activity at its Tinténiac facility in the **Bretagne (Brittany) region**. This investment is expected to create **around 100 jobs**.

Canada

- *Westport Innovations*, a global leader in low-emission alternative fuel technologies confirmed it would be setting up its European headquarters in Lyon, in the **Rhône-Alpes region**. The company expects to grow significantly and increase its Lyon-based workforce in the coming years.
- *Genetec Inc.* decided to set up a subsidiary to develop customized software solutions in **Ile-de-France (Paris region)**, which is due to create **eight jobs**.

Netherlands

- *BearingPoint Europe Holdings B.V.* decided to expand its offices in **Ile-de-France (Paris region)** which specialize in **management and technology consultancy**. **200 additional jobs** are due to be created.
- *Ecore B.V.* is upgrading its industrial capacity and will be investing at its plant in Rocquancourt, in the **Basse-Normandie region**, to build a new post-treatment line for automobile shredder residues. It expects to create **60 jobs** at the facility.
- *Hendrix Genetics* expanded its site in the **Bretagne (Brittany) region** which specializes in poultry and porcine genome research. This project will generate **around 15 new jobs**.

India

- *Biltube Industries Ltd.*, specializing in high-quality cardboard, mainly for the pharmaceutical industry and the textiles sector, took over Cartonneries du Crouzet in the **Auvergne region**, which maintained **37 jobs**.
- *Infosys Technologies*, specializing in consulting and IT services, is expanding in **Ile-de-France (Paris region)**. **Around 40 new employees**, mainly engineers, are expected to be hired.
- **Other investors:**
 - *Titagarh Wagons Limited*, Nord-Pas-de-Calais region, Railway materials (80 jobs).

Denmark

- *Leo Pharmaceutical Products*, specializing in dermatology and critical care, is expanding the production capacities of its French site in the **Centre region**. This investment will create jobs for **around 50 people**.

South Korea

- *LG Chem* decided to set up an R&D center, specializing in lithium battery design for electric vehicles, in **Ile-de-France (Paris region)**, creating **around 10 jobs**.
- *Namyeung Vivien Corporation* bought out the ailing company Barbara. The operation helped maintain **57 employees** in Arcueil, in **Ile-de-France (Paris region)**.

Foreign companies which have regularly invested in France in the last five years

Nearly a dozen foreign companies have appeared every year, since 2005, among foreign investors launching projects in France:

Bertelsmann, a German media group, with a presence in all communication sectors (book and record publishing, printing, press, radio, TV, multimedia).

- 2005: Creation of call center in the Nord-Pas-de-Calais region.
- 2006: Expansion of call center in the Haute-Normandie region.
- 2007: Expansion of call center in the Nord-Pas-de-Calais region.
- 2008: Creation of call center in the Champagne-Ardenne region.
- 2009: Creation of call center in the Nord-Pas-de-Calais region.
- 2010: Expansion of call center in the Champagne-Ardenne region.

Deutsche Telekom AG, a German telecoms company.

- 2005: Expansion in Ile-de-France (Paris region).
- 2006: New expansion in Ile-de-France (Paris region).
- 2007: Expansion in the Nord-Pas-de-Calais region.
- 2008: New site created in Ile-de-France (Paris region).
- 2009: New site created in the Midi-Pyrénées region.

Finmeccanica, an Italian industrial group with interests in the following sectors: defense, helicopters, aerospace, automated machinery, transport and energy.

- 2005: Creation in the Provence-Alpes-Côte d'Azur region.
- 2006: Expansion in the Midi-Pyrénées region.
- 2007: Expansion in the Midi-Pyrénées region.
- 2008: Expansion in the Midi-Pyrénées region.
- 2009: Takeover of STP rail in the Provence-Alpes-Côte d'Azur region.
- 2010: Expansion in the Midi-Pyrénées region.

General Electric, an American company structured into five branches (GE Energy Infrastructure, GE Technology Infrastructure, GE Capital, GE Consumer & Industrial, NBC Universal).

- 2005: Expansion in the Bourgogne (Burgundy) region.
- 2006: Creation in Ile-de-France (Paris region).
- 2007: Expansion in the Franche-Comté region.
- 2008: Creation in the Haute-Normandie region.
- 2009: Expansion in the Rhône-Alpes region.
- 2010: Creation in Ile-de-France (Paris region).

Ikea, a Swedish firm specializing in designing and retailing furniture and kit-based ornaments.

2005: Creation in the Bourgogne (Burgundy) region.

2006: Expansion in the Midi-Pyrénées region.

2007: Creation in the Provence-Alpes-Côte d'Azur region.

2008: Expansion in the Aquitaine region.

2009: Creation in the Champagne-Ardenne region.

2010: Expansion in Ile-de-France (Paris region).

Novartis, a Swiss company and global leader in pharmaceuticals.

2003: Expansion in the Midi-Pyrénées region.

2004: Expansion in the Alsace region.

2005: Expansion in the Alsace region.

2006: Expansion in the Alsace region.

2009: New creation in Ile-de-France (Paris region).

2010: Expansion in the Alsace region.

Siemens AG, a German company specializing in electronics and electrical engineering.

2005: Expansion in the Rhône-Alpes region.

2006: Expansion in the Lorraine region.

2007: Expansion in the Rhône-Alpes region.

2009: Expansion in the Alsace region.

2010: Creation in Ile-de-France (Paris region).

Volvo AB, a Swedish vehicle and engine group.

2005: Creation in the Rhône-Alpes region.

2006: Expansion in the Basse-Normandie region.

2007: Expansion in the Rhône-Alpes region.

2008: Expansion in the Basse-Normandie region.

2009: Takeover in the Rhône-Alpes region.

2010: Creation in Ile-de-France (Paris region).

**Number of foreign companies established in France,
by source country**

United States	.....	4,203
Belgium	.....	3,655
Germany	.....	3,108
Netherlands	.....	2,547
United Kingdom	.....	2,426
Italy	.....	1,854
Switzerland	.....	1,719
Spain	.....	1,698
Sweden	.....	815
Denmark	.....	578
Japan	.....	600
Austria	.....	291
Canada	.....	280
Finland	.....	123
Australia	.....	107
India	.....	81
China	.....	80
Hong Kong	.....	51
Singapore	.....	43
Turkey	.....	35
Brazil	.....	30
South Korea	.....	29
Russia	.....	24
South Africa	.....	22
New Zealand	.....	15

Source: Orbis database, 2010

FDI flows and job-creating foreign investments

1- WORLD.

The estimates published by UNCTAD in January 2011 show that global FDI flows increased by 1% in 2010 to US\$1,122 billion, up from US\$1,114 billion in 2009.

FDI inflows to developed countries declined by 7%. According to UNCTAD, the global total of mergers and acquisitions increased by 37% in 2010.

2- FRANCE.

a- UNCTAD data

FDI inflows in France amounted to US\$57 billion in 2010, down 3% compared with 2009.

In 2010, France was ranked fourth in the world after the United States (US\$186 billion), China (US\$101 billion), and Hong Kong (US\$63 billion).

b- Banque de France data

According to provisional estimations from the Banque de France (February 2011), inward investment in France fell by 33% in 2010 (from €43 billion in 2009 to €29 billion in 2010).

c- Methodological differences

Unlike data from UNCTAD or the Banque de France, which record all financial transactions arising from foreign direct investment (FDI), the IFA 2010 Report only records physical job-creating investment projects.

It is difficult to make comparisons between these two datasets for three major reasons:

- Not all physical investment projects carried out in France by foreign companies are financed from abroad. If the project is financed locally by the French subsidiary, an investment carried out in France by a foreign company will not feature in the FDI inflows recorded by the Banque de France, but it will feature among the job-creating foreign investment projects recorded in the IFA Annual Report.
- The IFA records investment at the moment when the foreign company confirms its investment decision, whereas any cash inflows to finance the operation will be recorded by the Banque de France over a number of years, as and when the project is actually carried out.
- FDI inflows recorded by central banks, or by UNCTAD, include intra-group financial transactions which often reflect efforts by groups to optimize their cash flow and tax liabilities.



France welcomes talent and investment



investinfrance.org



CONTENTS

A business-friendly environment	5
Reforms enhancing enterprise and competitiveness	6
More flexibility in the labor market	8
France welcomes expatriates	10
Building a sustainable economy	12
A country investing in its future	14
Prioritizing Innovation	17
France offers the best R&D tax credit in Europe	18
An ideal location for innovation	20
71 innovation clusters dedicated to R&D	22
Why France?	25
A leading world economy	26
Low business setup costs	27
Open for business with foreign investors	28
A highly productive workforce	30
Skilled and talented professionals	31
World-class infrastructure	32
A key energy advantage	33
The Invest in France Agency	34



“FRANCE
WELCOMES
TALENT AND
INVESTMENT”



In the global competition to attract long-term foreign investment, countries boasting a diverse, comprehensive industrial base and “attractiveness mix” that are committed to the knowledge economy and sustainable development stand apart from their peers.

This is the path that France has chosen, through its active pursuit in recent years of economic reforms and the launch in 2010 of a “National Investment Program”, providing €35 billion of funding to stimulate value creation in higher education and training, research, industry and SMEs, the digital economy and environmental technologies.

France’s decisions to consolidate its innovation clusters, reform its universities and reaffirm its commitment to the research tax credit, alongside the abolition of the local business tax, all serve the same purpose: to strengthen the competitiveness of businesses in France and to stimulate innovation in strategic sectors.

By doing this, France is conforming to the expectations of international investors seeking outstanding locations in Europe, providing them with a skilled, productive workforce, efficient infrastructures and government services, and a market with a strong demographic at the heart of the euro zone.

Since certain clichés can prove hard to dispel, this document has been produced to correct such all-too-frequent discrepancies between perception and reality. Did you know, for example, that France was the leading country in Europe in 2009 for the number of foreign investments in industry? Or that France continues to welcome an average of 12 new job-creating investments from foreign investors every week?

As such, I trust that this document will provide both potential foreign investors and all ambassadors promoting France’s attractiveness with the latest data and figures depicting France in 2011: a competitive country with a global outlook, committed to preparing its future.

David Appia
Ambassador for International Investment,
Chairman and CEO, The Invest in France Agency

A BUSINESS-FRIENDLY ENVIRONMENT

France is pursuing
fundamental reforms and
investing in its future

Reforms enhancing enterprise and competitiveness

Since Spring 2007, the French government has been pursuing a series of economic reforms. From the Law to Modernize the Economy (August 2008), one of several early laws adopted to facilitate enterprise and stimulate competition, to more recent key changes to the tax system and the “National Investment Program” to meet the challenges of the future, France has remained steadfastly committed to increasing France’s attractiveness to investors.

A TAX SYSTEM PROMOTING COMPETITIVENESS

Two key tax measures were adopted in 2010:

- Abolition of the local business tax on productive investments. Thanks to this measure, companies in France saved €7.3 billion in local business tax in 2010.
- Funding has been retained for France’s flagship research tax credit, which remains the most generous in Europe (see page 18).

These measures follow other important tax reforms adopted since 2008:

- **Income tax exemption** for expatriates on up to 50% of their total income earned abroad (see page 11).
- **Green taxation** to support the growth of green businesses: a sustainable development tax credit and interest-free loans for household energy improvement works (see page 12).
- **Abolition of former business taxes:** the Stock Exchange tax (*impôt sur les opérations de bourse*), which affected stock market traders and the Annual Fixed Tax (*imposition forfaitaire annuelle*) currently paid by companies in proportion to their turnover.

ENCOURAGING COMPETITION

- Creation of a single Competition Authority.
- Deregulated price negotiations between suppliers and distributors.
- Expansion of promotional offers and product clearance sales.
- Greater flexibility to set up hotels and supermarkets.

SUPPORT FOR NEW COMPANIES

- Modernization of risk capital instruments: a new category of French private equity funds, in which the investment, commitment and partial buyback rules are based on the regulations governing the fund.
- Simplification of SAS (*société par actions simplifiée*) and SA (*société anonyme*) company structures.

- France is encouraging enterprise, notably through the introduction in 2009 of a simplified **auto-entrepreneur status** for self-employed entrepreneurs:
 - Eligibility subject to turnover caps: either €81,500 or €32,600 in 2011 (depending on business activity).
 - Light overall tax burden (13% or 23% of turnover, respectively).
- Over 580,000 companies created in 2009, thanks largely to the popularity of the auto-entrepreneur status, an overnight success with over 320,000 registrations in the first year.
- Nearly 474,000 companies created in the first three quarters of 2010 (including 276,000 auto-entrepreneur registrations), up 11.5% on the same period in 2009.
- The tax system is also friendly to new companies: new entrepreneurs can offset annual turnover deficits against corporate tax liabilities.

PARIS, A LEADING FINANCIAL HUB IN THE EURO ZONE

- NYSE Euronext, the world's largest and most liquid stock market platform.
- Measures to ensure tax neutrality for Islamic finance products (e.g. *Sukuk*, *Murabaha*, *Ijara*, *Istisna'a*).

INVESTMENT AT THE HEART OF FRANCE'S ECONOMIC STRATEGY

€35 billion being invested in five strategic priority areas to boost France's competitiveness (see page 14).

In addition to investment in these priority sectors, and following the conclusion of **national industry round table talks** in 2010, another key measure which is likely to be of particular interest to international investors:

Interest-free loans for industry: Under the *aide à la réindustrialisation* business development loan scheme, manufacturing investors may be able to apply to a €200 million fund for an unsecured interest-free government loan:

- Open to all SMEs and medium-sized companies (fewer than 5,000 employees) in the manufacturing sector investing anywhere in France.
- Eligible projects include not only industrial facilities but also company headquarters and R&D operations.
- Minimum investment of €5 million while creating at least 25 jobs over a guaranteed three-year period.
- The size of the loans available varies by company size and investment region, in accordance with EU regulations. Any state aid granted may not exceed 60% of eligible investment costs.

More flexibility in the labor market

France's retirement reforms, adopted by the law of November 9, 2010, marked another key milestone in France's ongoing reform program. Raising the retirement age will preserve France's retirement funding model and ensure that the system returns to equilibrium by 2018.

Since 2007, numerous reforms have been made to the labor market in France, leading to:

- greater incentives to use overtime hours;
- greater freedom for companies to organize the working week;
- greater flexibility in the labor market.

OVERTIME HOURS INCENTIVES FOR EMPLOYERS AND EMPLOYEES

Employers enjoy a reduction in social security contributions for each overtime hour worked by their employees above the legal working week. This also applies to part-time employees. Employees also receive tax and social security contribution exemptions and are paid 25% more for any overtime hours they work.

The first review of the reform, undertaken in early 2010, found that three-quarters of all companies employing over 10 employees in France had benefited from overtime hours incentives.

MORE FREEDOM TO NEGOTIATE WORKING HOURS

Employer confederations and trade unions are free to hold negotiations at a company level concerning the overtime hour quota, the hours exceeding this quota, and the corresponding statutory rest days.

Overtime hours, previously fixed at 220 hours per year, can now be determined by company agreement within the limits of European Union regulations (48 hours per week).

Companies can now raise the working hours of management staff or independent salaried employees – those working under the “*forfait jours*” (fixed days) system previously based on 218 working days – up to 235 days due to the optional buyback of days off.

ENABLING RETAILERS TO OPEN ON SUNDAYS

The Law of August 10, 2009 extended the possibilities for working on Sundays:

- In municipalities defined as tourist, spa or cultural attractions, all retailers may now open on Sundays without requiring prior authorization.
- The local State Prefect may define areas within cities of over 1 million inhabitants within which retailers can open on Sundays.

A NEW WORK CONTRACT

- A new type of work contract introduced, the “*objectif défini*” or “fixed-purpose contract”: lasting 18 to 36 months, it is mainly designed for engineers and management staff.
- New hiring rules introduced: the maximum trial period (including renewals) has been increased by two months, meaning that employers can now extend the total trial period for blue-collar workers and employees to four months, and to eight months for management staff.
- New form of contract termination procedure created, the “*rupture conventionnelle*” (termination by mutual consent): inspired by the compromise agreement commonly used in the United States or United Kingdom, this is an amicable procedure between the employer and the employee. Nearly 400,000 such agreements have been concluded since 2008 and currently amount to 8% of permanent contract termination procedures.

NEW RULES FOR TRADE UNION REPRESENTATION IN COMPANIES

- More flexible relationships with trade unions, which must obtain 10% of the vote to be considered representative and to be able to sign agreements. Company agreements are only valid if they are signed by one or more unions representing at least 30% of the vote.

“What we really, really admire in French workers is that they are very creative and flexible.”

WATARU TAKEKOSHI,
VICE-PRESIDENT MARKETING, SHISEIDO EUROPE

“France has changed incredibly over the last few years, becoming much more welcoming to business.”

SHELLEY BAYS, CO-PRESIDENT, KEIRETSU FORUM PARIS

France welcomes expatriates

France is renowned for its quality of life, its rich and diverse culture, and its efficient healthcare and education systems, all of which help to make it a leading destination in the world for foreign direct investment. France also offers many other advantages to facilitate life for expatriates.

MULTI-YEAR RESIDENCE PERMITS ALLOWING INTERNATIONAL MOBILITY

- The “Skills and Expertise” residence permit for foreign nationals who wish to set up a project in France, in business, industry or trade. This residence permit, valid for three years on a renewable basis, may for example be issued to foreign nationals managing a subsidiary in France (intra-group transfer of a director) or who are starting up a company involving an initial investment of at least €300,000, subject to certain conditions.
- The “Expatriate Employee” temporary residence permit: a three-year renewable residence permit designed to allow employees intra-group mobility (within companies of the same group or establishments of the same company).
These two residence permits offer advantages for any accompanying family members, who receive full entitlement to the “private and family life” residence permit, which also enables them to seek employment.
- For short-term assignments, a new 12-month work permit enables foreign nationals working within a multinational group of companies to complete a three-month stay in France in each half-year.
- Long-stay visa acting as a residence permit: regulations have been simplified since June 2009, allowing certain foreign nationals (students and temporary workers in particular) to be granted a visa acting as a residence permit, valid for up to one year. These foreign nationals are no longer required to request a temporary residence permit to cover the first 12 months of their stay in France from the local *Préfecture* (local national government office in each *département* in France).
- A 10-year residence permit for exceptional economic contributions, introduced in August 2010, may be awarded to investors or managers of foreign subsidiaries established in France who:
 - create or safeguard 50 jobs in the country, or
 - make an investment of at least €10 million.

FIRST TRIALS OF A ONE-STOP SERVICE FOR EXPATRIATE EMPLOYEES

Since December 1, 2010, employers located in the Paris, Hauts-de-Seine and Rhône *départements* have been able to use a one-stop service with a single point of contact at the French Office for Immigration and Integration (OFII) to complete procedures on behalf of expatriate employees.

FIVE MAJOR TAX AND LEGAL IMPROVEMENTS FOR EXPATRIATES

- **Tax exemption on income earned abroad:** The system is now more advantageous as it makes it possible for employees (on intra-group transfer or directly recruited abroad) or certain non-salaried personnel to opt for exemption from income tax on up to 50% of their total income (expatriation bonus plus a fraction of remuneration received for work carried out abroad).
- **Wealth tax exemption:** Exemption from paying a wealth tax on assets or estates held outside France for five years.
- **Reduction in capital gains tax:** A tax exemption of 50% on income from “passive” sources such as dividends, interests and fees and on capital gains on equity transfers from foreign sources.
- **Reduction in social security contributions:** Exemption from paying retirement premiums for up to six years granted to employees who have not previously contributed to an EU social security scheme.
- **A more inclusive system:** The system now extends existing employee privileges to other employees directly recruited abroad and also to certain non-salaried personnel.

INTERNATIONAL SCHOOLS

France has a large number of schools (179) with international sections. Paris and the surrounding Ile-de-France region (64), as well as many other large towns and cities throughout the country, are particularly well-served.

See website: www.fdei.org

“The whole procedure was amazingly fast for an official application [...]. Compared to the first residence permit that my wife and I obtained in 1996, it was a much quicker and easier process.”

JEREMY LEVEN, AMERICAN PRODUCER, DIRECTOR, SCREENWRITER AND NOVELIST

Building a sustainable economy

In Autumn 2007, President Nicolas Sarkozy launched an unparalleled consultation process, the “Grenelle” Environment Round Table Talks, based on four themes: fighting climate change; protecting and managing biodiversity and nature; promoting sustainable growth; and developing an environmentally responsible democracy.

France’s comprehensive action plan was subsequently embodied in two successive government acts: the “Grenelle I” planning Act (August 3, 2009), and the “Grenelle II” enforcement Act (July 12, 2010).

The resulting “Green New Deal” seeks to maintain national wealth using four times less energy and raw materials. It is also in line with the European “Energy-Climate” package adopted in 2008 under the French presidency of the EU which established a “20-20-20” target for the year 2020: a 20% reduction in greenhouse gas emissions, a 20% improvement in energy efficiency and a 20% share of renewable energies in EU energy consumption.

The main projects defined following the “Grenelle” Talks will give a decisive boost to sustainable economic growth:

- A potential €450 billion of public and spin-off private investment by 2020.
- A further €5 billion every year of government investment in renewable energies, green infrastructure and sustainable development (cf. “National Investment Program”, page 14).

“None of France’s main economic partners or the world’s major industrialized nations have developed an economic stimulus plan that focuses as strongly on sustainable development as France’s does. [...] France is more involved in financing “green” measures than either the United States or Germany”, claims the Boston Consulting Group. (*“Réflexions sur le portefeuille de mesures Grenelle Environnement”*, June 2009).

Numerous investment opportunities are being created for French and foreign companies, notably in the following industries:

BUILDINGS AND HOUSING

Objective: To cut energy consumption in existing buildings by at least 38% by 2020.

Measures include:

- An interest-free “eco-loan” for thermal renovation of private properties (non means-tested, capped at €30,000 per residence).
- A 5.5% VAT rate on domestic installation, maintenance and renovation work.
- A “sustainable development tax credit” making energy improvement work tax-deductible (up to 25% for photovoltaic panels and 40% for heat pumps).
- Interest-free loans on preferential terms for first-time property owners buying energy-efficient homes.

TRANSPORT

Objective: To cut CO₂ emissions by 20% to 1990 levels by 2020.

Measures include:

- Prioritizing alternative means of transport to road and air: laying 2,000km (1,250 miles) of high-speed rail lines by 2020, constructing dedicated “rail motorways” and reopening disused lines; expanding river networks, sea motorways and port installations for freight.
- Reducing private vehicle emissions from 176g of CO₂/km to 120g of CO₂/km by 2020 through incentives to make greener vehicles cheaper and more polluting vehicles more expensive, as well as government support for manufacturers developing hybrid and electric vehicles.

ENERGY SAVING AND CARBON REMOVAL

Objectives:

- To cut greenhouse gas emissions by a factor of four by 2050.
- To achieve a 23% share of renewable energies in final energy consumption by 2020 (vs. 10% at present).
- Hydropower concessions in France opened up to competition by 2020.
- The “*énergies bleues*” plan: to boost R&D activity and cutting-edge marine technology (wave and tide energy, floating wind turbines).

Measures include:

- Introducing a “renewable heat fund”, amounting to almost €1 billion over three years (2009-2011) for corporate, community and private heat production from renewable energy sources (biomass, geothermal energy, solar thermal energy, etc.)
- Competitive feed-in tariffs for renewable electricity sourced from wind, biomass, geothermal, hydraulic, solar photovoltaic and solar thermal power.

ENVIRONMENT AND WASTE

Objectives:

- To reduce waste volumes at source (by 5kg per person per year) by discouraging high-waste-generating consumer products.
- To recycle 75% of household packaging by 2012 (vs. 60% in 2006).
- To recycle 35% of organic household waste by 2012 and 45% by 2015.
- To recycle 75% of corporate waste by 2012 and 70% of construction waste by 2020.

Measures include:

- Introducing waste management incentive fees within five years by all local authorities.
- A tax credit for organic agriculture, in addition to existing aid.
- Modernizing all waste water treatment plants by the end of 2011.

A country investing in its future

Investment has been central to France's response to the global economic crisis, underpinning measures to support competitiveness and to prepare the country's future. These are the twin objectives that drove France's economic stimulus plan in 2009, and which have determined the five strategic priority areas now receiving funding from the French government's "National Investment Program".

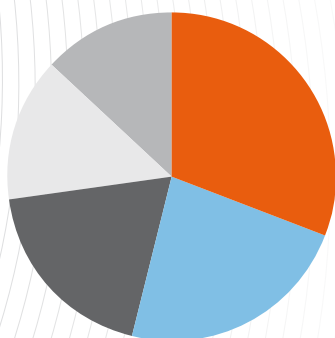
THE "NATIONAL INVESTMENT PROGRAM"

The €35 billion "National Investment Program" was drawn up in late 2009 to shore up future growth through investment in sectors generating high value added and employment.

The five strategic priority areas identified for investment are:

- **Higher education and training:** a total of €11 billion earmarked, including €7.7 billion to create 5 to 10 higher education campuses of excellence and €1 billion to transform the Saclay Plateau into Europe's largest science and technology campus.
- **Research:** a total of €7.9 billion earmarked to promote research, including research facilities (€1 billion) and laboratories of excellence (€1 billion); more research in the vital fields of biotechnology and nanotechnology (€850 million to create university hospital institutes); initiatives promoting public research (€1 billion) and the Carnot institutes (which provide key support for research partnerships; €500 million) as well as technological innovation (new world-class technological research institutes; €2 billion).
- **SMEs and the industrial sector:** €6.5 billion budget, to preserve and boost the competitiveness of the aerospace industry (€2 billion), the automotive, rail and shipbuilding industries (€1 billion), SMEs (€2.5 billion, including €1.5 billion in funding for innovative companies, €400 million for startups and €500 million to strengthen innovation clusters).
- **Sustainable development:** €5.1 billion – in addition to the €7 billion in government funding allocated every year until 2020 within the framework of France's "Green New Deal" (see page 12) – to provide support for technological and industrial advances in the renewable and low-carbon energy industries (€2.5 billion), the development of fourth-generation nuclear reactors (€1 billion), sustainable transport and urban planning (€1 billion), and energy-efficient renovation of social housing (€500 million).
- **Digital economy:** a €4.5 billion national digital economy fund to equip France with a very-high-speed broadband network (€2 billion), and develop innovative services, uses and content (€2.5 billion), particularly through the digitization of French cultural heritage.

To read about these projects and related calls for tender, please visit:
<http://investissement-avenir.gouvernement.fr>



“National Investment Program” spending breakdown

● Higher education and training	31%
● Research	23%
● SMEs and the industrial sector	19%
● Sustainable development	14%
● Digital economy	13%

Government figures, 2010

AN UPDATE ON FRANCE’S STIMULUS PLAN

Virtually all of France’s €39 billion investment-focused stimulus plan launched in January 2009 had been injected into the economy by late 2010. Measures included:

- Increased public investment (€10.5 billion) including €4 billion of investment in strategic areas (infrastructure, higher education and research, and defense-related industries).
- A €4 billion in part-government-owned utilities (EDF, GDFSuez, RATP, SNCF, La Poste) to help modernize and develop transport, energy and communication infrastructures and services.

THE “GREATER PARIS” PROJECT: BUILDING A 21ST CENTURY WORLD CITY

The “Greater Paris” project aspires to make the Paris region a more dynamic, attractive, influential “world city”, with a leading role in the innovation and knowledge economy.

The Paris region already boasts a high concentration of both public and private stakeholders in research and development, with over 80,000 researchers and seven innovation clusters.

The “Greater Paris” project includes €21 billion designs for a comprehensive transport project. The new, improved third-generation Paris region transport network will match its forerunners in terms of scope and impact on urban development. Funding will begin in 2013 and construction work is expected to last 10 years.

PRIORITIZING INNOVATION

France is fast-tracking its
knowledge economy

France offers the best R&D tax credit in Europe

As a country's economic standing is in part dependent on its capacity to encourage companies to develop their R&D activities, the French government completed a major reform of the research tax credit (*crédit d'impôt recherche*) in 2008, enhancing its terms for companies and simplifying the surrounding procedures.

FRANCE'S RESEARCH TAX CREDIT IS THE BEST RESEARCH AND DEVELOPMENT TAX INCENTIVE AVAILABLE IN EUROPE

- Covers 40% of all R&D costs in the first year, 35% in the second year and 30% in subsequent years up to €100 million, and 5% above this ceiling.
- R&D expenditure on work carried out in conjunction with public-sector laboratories is double-counted (up to a total of €12 million in subcontracted costs). In practice, this means that the research tax credit can cover 80% of eligible costs in the first year, 70% of costs in the second year and 60% thereafter.
- Double-counting of salaries and overhead costs means that salaries for junior post-doctoral staff can effectively be quadrupled in the claims assessment.
- No upper spending limit to the tax credit which is calculated on the annual volume of all R&D costs (salaries, social security contributions, operating expenses, depreciation, patents, etc.) However, certain limits do apply to eligible subcontracting costs.
- SMEs can receive an immediate research tax credit rebate for their R&D spending incurred the previous year.

RESEARCH TAX CREDIT CASE STUDY

If a company's eligible R&D expenses are €1 million, the total amount of research tax credit granted would be €400,000 in the first year.

However, if a company spends €1 million over 3 years, hires a junior post-doctoral researcher on a salary of €150,000 and carries out €0.5 million of its R&D spending in conjunction with a public-sector laboratory, elements of its eligible R&D expenses would be double-counted in the claims assessment, leading to a revised total of €1.65 million of eligible expenses in the first two years and €1.5 million in the third year.

In this latter example, the amount of research tax credit granted would then be €660,000 in the first year, €577,500 in the second year and €450,000 in the third year.

RESEARCH TAX CREDIT WORKING EXAMPLE

	2011	2012	2013
Total R & D expenses	€5,380,000	€5,380,000	€5,380,000
Salaries and social security contributions for junior post-doctoral research personnel* (double-counted over first 24 months)	1,000,000	1,000,000	500,000
Salaries and social security contributions for other research personnel	3,000,000	3,000,000	3,000,000
R&D subcontracting costs invoiced by companies within the group	1,000,000	1,000,000	1,000,000
R&D subcontracting costs invoiced by public-sector research organizations (double-counted each year)	1,600,000	1,600,000	1,600,000
Fixed allowances for overhead expenses: - 50% of eligible personnel costs - 200% of junior post-doctoral research personnel costs during the first 24 months, and - 75% of cost of depreciating R&D fixed assets	2,537,500	2,537,500	1,787,500
Depreciation of R&D equipment	50,000	50,000	50,000
Other eligible costs	30,000	30,000	30,000
Total expenses eligible for research tax credit	€9,217,500	€9,217,500	€7,967,500
Rates	40%	35%	30%
Amount of research tax credit which can be claimed	€3,687,000	€3,226,125	€2,390,250

*Junior post-doctoral research personnel: employees holding a research doctorate (PhD) or equivalent, in their first permanent employment contract at a company whose workforce must not have been downsized since the previous year.

RECENT TAX SAVINGS BY COMPANIES IN FRANCE

- To date, over 2,000 foreign companies have claimed back the research tax credit for R&D spending committed in 2008.
- During 2009, €6.2 billion was reimbursed to companies in France in respect of R&D spending committed in previous years.

(Source: French Ministry for the Economy, Finance and Industry, 2010)

“In France there’s a kind of harmony between earth and sky – a real balance between its cultural traditions and its strategic vision and conquest of cutting-edge technology.”

ALDO MUCCIARDI, SECRETARY GENERAL, ATR FRANCE

An ideal location for innovation

France is one of the most dynamic countries in the world in terms of research and development (R&D). With a high concentration of highly qualified personnel, excellent public-sector research bodies, and large national investment and university modernization programs underway, France has decisive advantages in this respect.

STRONGER PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIPS IN THE RESEARCH SECTOR

- **71 innovation clusters:** Key players such as public-sector R&D centers and educational institutions have been brought together with private companies within clusters to launch collaborative innovation projects. In 2010, official accreditation was awarded to six green technology clusters which will focus on water cycle quality management, geosciences, recycling and sustainable construction.
- **Outstanding public-sector research networks:**
 - France's Specialized Networks for Advanced Research (RTRA) bring together geographically tight clusters of research centers with a critical mass of top researchers to work towards common scientific goals.
 - France's Carnot Institutes are public-sector research bodies which have an active policy of pursuing collaborative research with socio-economic stakeholders including private companies.

With 7,217 new patent applications in 2009 (WIPO), France was ranked 5th in the world and 2nd in Europe.

ACTIVE GOVERNMENT SUPPORT

- **The government's "National Investment Program"** (see page 14) has set aside funds to promote higher education and research in order to:
 - finance world-renowned campuses, such as the Saclay Plateau (which has been granted an extra €1 billion) and to create or strengthen cutting-edge research laboratories;
 - achieve a better crossover from basic research discoveries to industrial applications, notably by creating bodies to accelerate technology transfer;
 - finance future research infrastructures and research projects in the aerospace, health, biotechnologies and carbon-free energy sectors.
- **The French National Research Agency** supports research projects undertaken jointly by public-sector laboratories and private companies. "OSEO Innovation", the main provider of aid to innovative SMEs, and the Company Competitiveness Fund (FCE) both allocate funds to R&D projects carried out by innovation clusters. Support for R&D can also be obtained through the European Union's Seventh Framework Program for Research and Technological Development (FP7).

SCIENCE AND TECHNOLOGY GRADUATES

France has the largest proportion of science and technology graduates among 20-29 year-olds in Europe. According to Eurostat (2010), there were 207 science and technology graduates per 10,000 20-29 year-olds in France in 2007, compared with 175 in the UK and 114 in Germany.

MODERNIZING FRENCH UNIVERSITIES

Since the Law of August 10, 2007, France has been reforming its higher education and research establishments, changing the way universities are organized and run and making them more attractive and more open to the business sector.

Universities can now set their own scientific, budget and human resources policies and manage their real estate portfolios. They can recruit personnel more easily and more competitively, create new training courses, build partnerships and tap into funds from the university foundations that they now have the authority to create.

Nearly 90% of all French universities have chosen to switch to the “autonomy regime” as of January 2011.

A new university campus program has been launched to renovate and improve facilities at campuses with significant investments. €5 billion in state funding has been allocated through public-private partnerships to create vibrant communities, unite the major campuses of the future, and raise their international profile.

Renovation work is being carried out at 12 major campuses: Lyon, Aix-Marseille, Bordeaux, Grenoble, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Lille, Lorraine and three in the Paris region (Paris, Saclay and Condorcet-Aubervilliers).

This university modernization program is now being accelerated thanks to funds from the French government’s “National Investment Program” that will help build world-class campuses.

PRIVATE-SECTOR RESEARCH TAX EXEMPTIONS

In addition to the research tax credit, attractive tax and social security exemptions are available for two types of business startups: innovative new companies (JEI) and new university companies (JEU).

“People in France love innovation. It’s an ideal place to do R&D and it has contributed a lot to our business.”

LIN QIANG, EUROPEAN CEO, ZTE

71 innovation clusters dedicated to R&D

Innovation clusters (*pôles de compétitivité*) bring leading businesses, universities and research institutions together in a single geographical area to work on collaborative cutting-edge R&D projects.

R&D PARTNERSHIP OPPORTUNITIES

Clusters offer foreign investors direct access to specialist networks of suppliers, subcontractors and clients in their sector. International investors are most welcome to take part in cluster projects and to initiate new ones; 528 foreign companies are already research partners in France's clusters.

SUBSTANTIAL INCENTIVES

- Funding and tax credits for R&D: Financial benefits and tax credits are also available to any foreign companies established in France. Clusters received a total of €2 billion in initial state support between 2006 and 2008.
- €1.5 billion for companies participating in the clusters between 2009 and 2011 to help them complete their R&D projects.
- A further €500 million is also being paid out between 2009 and 2014 by the French government to finance several major projects, including the "Crolles 3" program at the Minalogic cluster which is coordinating a total public/private investment of €2.5 billion to construct a European nanotechnology research center.

GREATER INTERNATIONAL TIES AND NEW RESEARCH INTERESTS

- Since their founding, France's innovation clusters have fostered ties with clusters in other countries.
- €500 million from the funds raised by the French government's "National Investment Program" have been allocated to further enhance the international profile of France's innovation clusters.

Companies working with the clusters launched more than 2,000 accredited R&D projects in 2009, involving 15 research scientists per project on average and nearly €4 billion of R&D spending in total.

<http://www.invest-in-france.org/us/why-choose-france/research-and-partnerships-innovation-clusters.html>

This link will lead you to an interactive map on the IFA website, where you will be able to select a cluster by region or sector and print a presentation of its research interests.

WHY FRANCE?

France is the smart investment choice when it comes to workforce, infrastructure and business costs

A leading world economy

France is the fifth largest economy in the world with an estimated GDP of US \$2.67 trillion in 2009 (IMF, 2010).

MAJOR MARKET POTENTIAL

France has a fast-growing population of 64.7 million with strong purchasing power (INSEE, 2010). Its strategic location at the heart of the European Union, the world's largest single market, offers direct access to nearly 500 million consumers. France is also the world's number-one tourist destination, with 76.8 million visitors in 2009 (UNWTO, 2010).

39 French companies among the 500 largest in the world in 2010 (Germany: 37; United Kingdom: 29) according to the Fortune Global 500.

A STRONG, DIVERSIFIED ECONOMY, GLOBAL COMPANIES

France has a strong, diversified industrial base, powered notably by:

- the largest pharmaceutical, aerospace, nuclear and agri-food sectors in Europe,
- the continent's second-largest chemical industry
- and its third-largest ICT sector.

(French Agriculture Ministry / LEEM / GIFAS / INSEE / EITO, 2010 ; CEA, 2009)

France is home to over 3.1 million companies. According to Forbes, the following large French groups are among the world's top 200 companies: BNP Paribas (11th), Total (19th), GDF Suez (24th), EDF Group (27th), Axa Group (28th), France Télécom (56th), Groupe Sanofi Aventis (57th), Crédit Agricole (73rd), Société Générale (103rd), Vinci Group (124th), Vivendi (140th), CNP Assurances (151st), L'Oréal Group (152nd), Bouygues (178th), Danone (182nd), Carrefour Group (192nd).

FRANCE, THE BEST PLACE TO LIVE IN THE WORLD

According to *International Living* magazine's 2010 Quality of Life Index, which compares countries based on cost of living, culture and leisure, economy, environment, freedom, health, safety and risk, infrastructure, and climate, France is the best place to live in the world.

In November 2010, UNESCO added "the gastronomic meal of the French" among 46 new items to its list of Intangible Cultural Heritage.

“TrustPort decided to set up in France mainly due to economic reasons: France's strong economy and business environment within the European Union.”

VLADISLAV NEMEC, CEO, TRUSTPORT

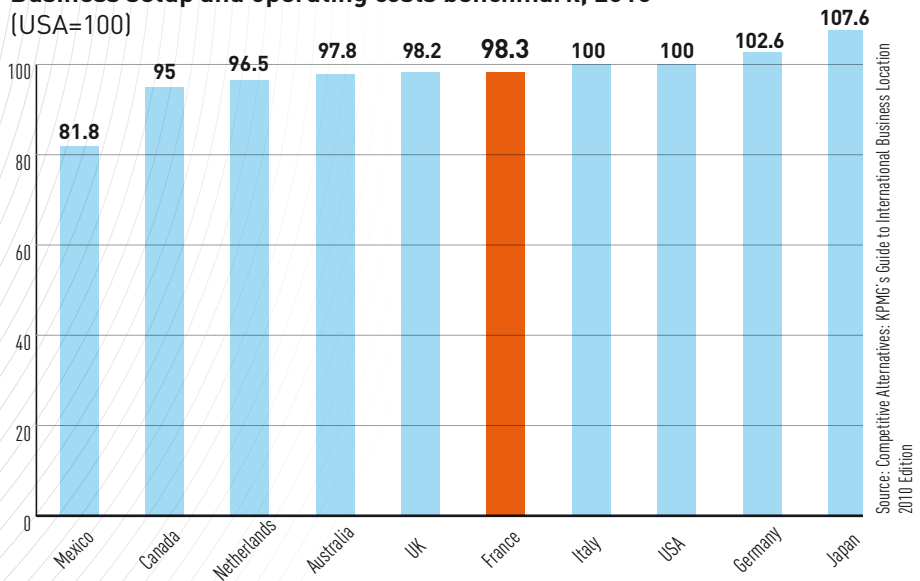
Low business setup costs

According to KPMG, France had the lowest business setup and operating costs* in the European countries it surveyed in 2010, and was ranked 6th in the world among the 10 countries that were compared.

(*Cost components: labor, facility costs, transport, utility costs and corporate tax.)

Business setup and operating costs benchmark, 2010

(USA=100)



Paris was ranked first in Europe (and third in the world after Tokyo and Beijing) for the number of "Fortune Global 500" company headquarters it hosted in 2010.

Real estate prices, for both residential and commercial properties, are lower in the Greater Paris region than in Greater London, while Cushman & Wakefield also found in 2010 that office space in other French cities is considerably cheaper than in other European locations: €215/m²/year in Marseille and €260/m²/year in Lyon, versus €408/m²/year in Frankfurt, €423/m²/year in Amsterdam and €446/m²/year in Madrid.

"We were looking for a well-connected location with prime IT talent and reasonable operating costs."

CHRISTOPHE MARTINOLI, CEO, WIPRO FRANCE

Open for business with foreign investors

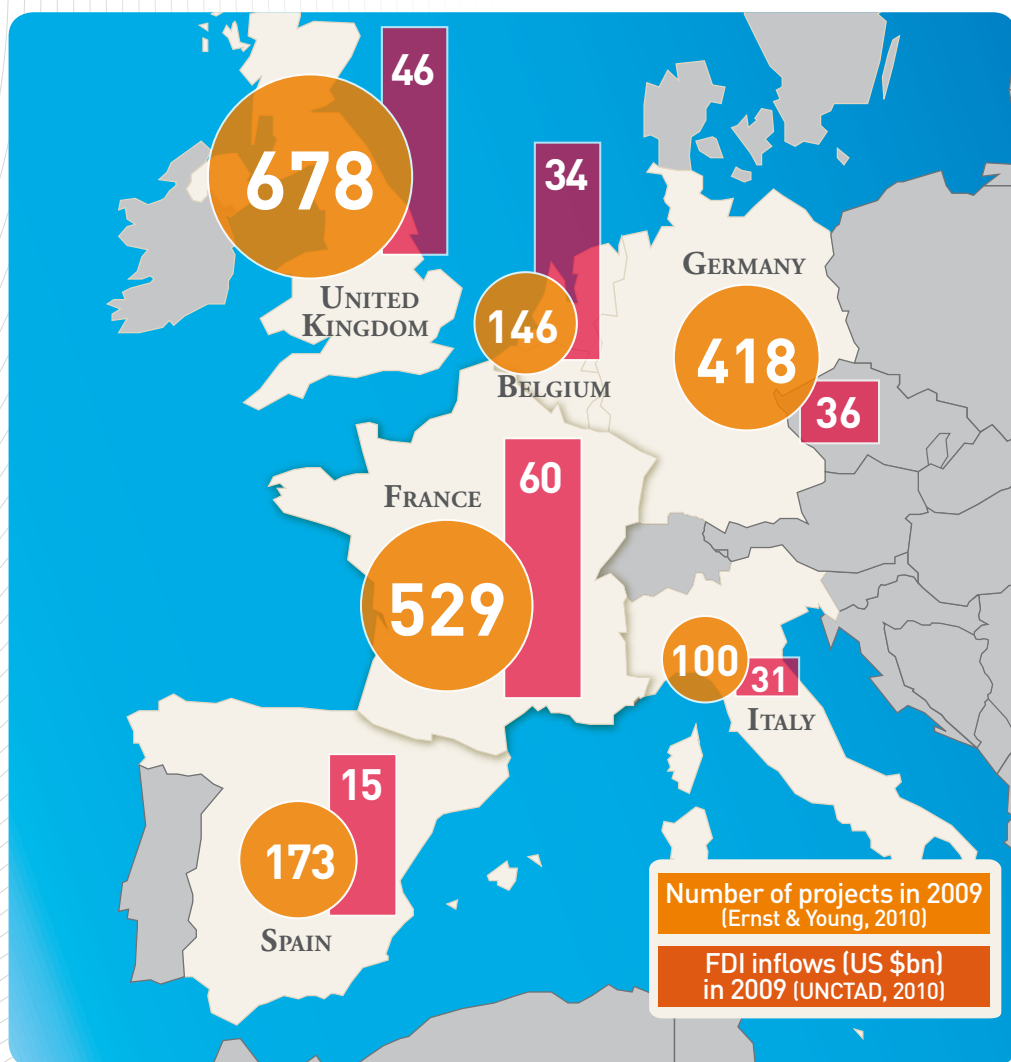
According to UNCTAD, France was the third leading recipient of foreign direct investment (FDI) in the world in 2009, receiving US \$59.6 billion of FDI inflows, bettered only by the United States (US \$129.9 billion) and China (US \$95.0 billion). As such, France was the leading destination for inward FDI in Europe, with a market share of 17%.

**More than 24,000
foreign companies
are currently doing
business in France
(ORBIS 2010)**

- In 2009, France was the second leading recipient in Europe of job-creating international investment projects, according to Ernst & Young's European Investment Monitor (EIM, 2010).
- France was ahead of all other European countries for the number of jobs created by foreign investors in R&D and logistics (EIM, 2010).
- France was also the leading destination in Europe for the number of job-creating international investment projects in manufacturing and environmental technologies (EIM, 2010).
- As of the end of 2009, foreign investors held stakes totaling 42.3% of the equity of companies listed on the CAC 40 (Banque de France, 2010).
- Euronext (which includes the Paris stock exchange) joined forces in April 2007 with the NYSE to create NYSE Euronext, the world's largest and most liquid stock market platform.

“The image of France as an introverted country is a totally overblown and groundless stereotype.”

FOREIGN DIRECT INVESTMENT IN EUROPE



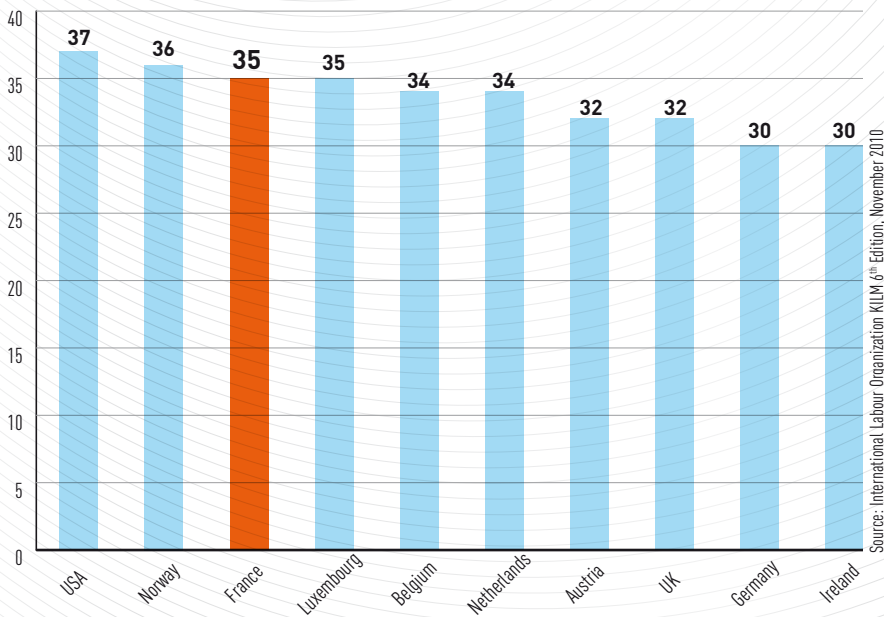
A highly productive workforce

International investors who choose France benefit from a number of key advantages. From a highly productive and talented workforce to world-class infrastructure and low business costs, France is a smart investment choice.

- France is ranked third in the world after the United States and Norway for the best labor productivity per hour, with a higher hourly output than in other large European countries (International Labour Organization figures).

Labor productivity in 2010

GDP per hour worked (constant 1990 US \$ at PPP)



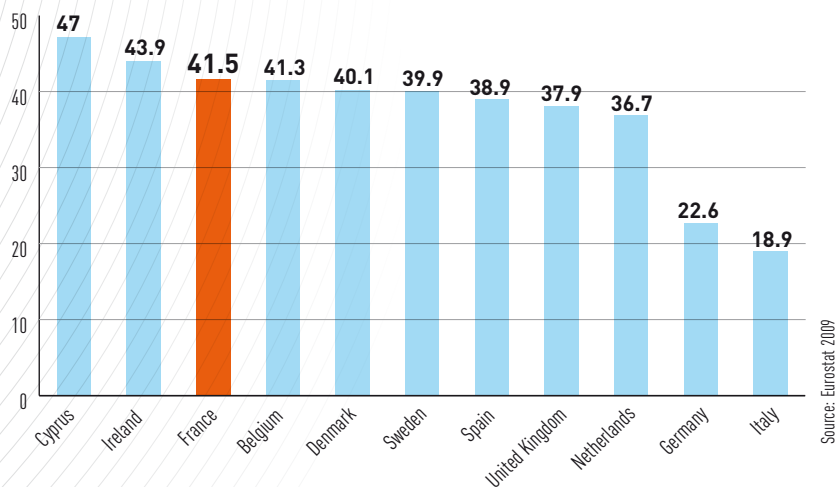
“The French are probably one of the most productive workforces that we have. They bring an extraordinary amount of talent and innovative thinking.”

Skilled and talented professionals

France has a highly qualified workforce, skilled at multitasking and readily adaptable to new working methods. A very high percentage of the population goes on to higher education: France is ranked third in Europe for the percentage of young people (25- to 34-year-olds) holding a degree in tertiary education, according to Eurostat.

Higher Education Graduates (2007)

(% of 25- to 34-year-olds)



AN EXCELLENT EDUCATION SYSTEM

- The Financial Times “European Business Schools Rankings 2010” included five of France’s leading business and management schools among the top 15 in Europe: HEC Paris, INSEAD, EM Lyon Business School, ESCP Europe and ESSEC. In this sample of the top 75 postgraduate business schools in Europe, HEC Paris was ranked first for the fifth year in a row.
- Twenty-two of France’s universities and *Grandes Ecoles* feature in the top 500 of the Academic Ranking of World Universities 2010 (“Shanghai list”).
- France was also well placed (with 28 schools out of 377) in a 2009 ranking of higher education institutions based on the number of former students occupying executive director positions in the 500 largest multinationals. **Five *Grandes Ecoles* are in the top 20:** HEC (ranked 6th), ENA (10th), Polytechnique (14th), Sciences-Po Paris (15th) and the Ecole Nationale Supérieure des Mines (18th) (Source: Ecole Nationale Supérieure des Mines, Professional Ranking of World Universities 2010).
- With almost 250,000 foreign students in 2008 (Campus France, 2010), France was ranked third among leading host countries in the world.

World-class infrastructure

France is at the crossroads of Europe with quick and easy connections to all major destinations.

France has one of Europe's longest and safest **road networks** with over 11,000 km (nearly 7,000 miles) of motorways and over 1.1 million km (685,000 miles) of roads (EURF, 2010).

TGV high-speed trains offer passengers drastically shorter journeys between European cities, in safety and comfort. Paris to London takes only 2 hours 15 minutes, Paris to Brussels takes 1 hour 20 minutes and Paris to Strasbourg takes 2 hours 20 minutes (UIC, 2010).

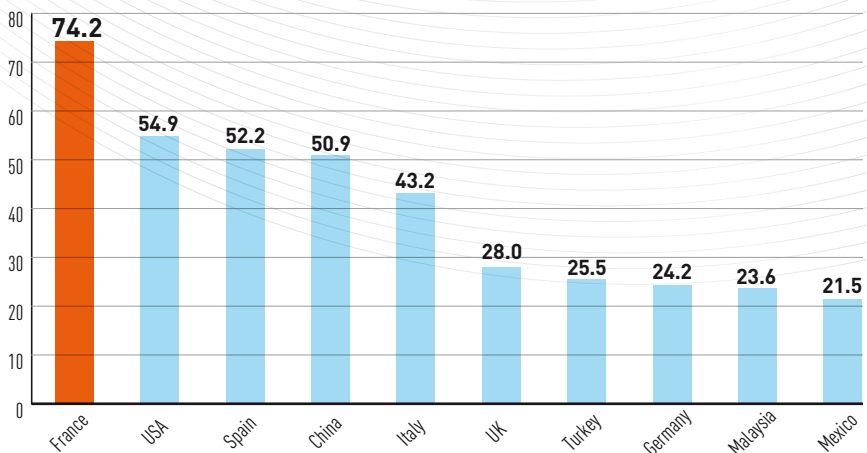
French airports handled more than 150 million passengers and 2.2 million tons of cargo in 2009. France has 80 main airports with regular commercial flights. Ranked first in Europe for cargo and second by passenger numbers in 2009, Paris Charles de Gaulle airport is the leading hub in France with nearly 58 million passengers. Five other airports handled over six million passengers each in 2009: Paris-Orly, Nice-Côte d'Azur, Lyon-Saint-Exupéry, Marseille-Provence and Toulouse-Blagnac (ACI / ADP, 2010).

France's ports enjoy excellent connections with the European highway, rail and waterway networks. In the most recent Port of Rotterdam rankings (2010), two of them were ranked by tonnage among the Top 10 ports in Europe in 2009: Marseille (4th) and Le Havre (6th).

The internet broadband penetration rate in France is 29.2%, higher than in other major European countries like the UK (28.8%), Spain (20.7%) and Italy (19.8%), and rivaling that of Germany (29.4%) (Eurostat 2010). With 20.9 million subscribers in 2010 (ARCEP, 2010), the high-speed internet market is developing rapidly. In addition, France's telecommunications rates are among the lowest in the European Union (AFOM, 2010), and its network connections are extremely reliable.

International tourist arrival estimates, 2009

(in millions)



A key energy advantage

France's dynamic energy market is one of the most competitive in the world.

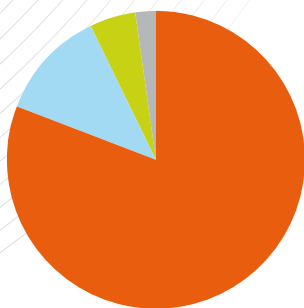
Industrial-use electricity rates per kilowatt hour (inc. VAT) are more competitive in France (€0.075) than in either the UK (€0.099) or Germany (€0.112), according to Eurostat figures (2010). Industrial-use natural gas rates per gigajoule (inc. VAT) are also lower in France (€9.190) than in Germany (€10.10) but higher than rates in the UK (€5.943).

Nuclear power has long been the focus of France's energy strategy, supplying 81% of the nation's electricity. The market is now evolving at a rapid pace. France has successfully met its Kyoto emissions targets, and **government incentives are boosting growth in new sectors ripe for investment** (see page 12), with **renewable energy leading the way**: solar power, wind farms, hydroelectricity, biomass and biofuels are all essential to France's future energy plan.

France is also contributing to energy innovation by acting as the host country for the ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) project, which involves designing and constructing an experimental fusion reactor.

Investing and producing in France can reduce the carbon footprint of industries, given the importance of nuclear and renewable electricity in the French energy mix.

A 2010 study by Deloitte ranked France in first place among G8 nations for carbon emissions.



Primary energy production in France, 2009

● Nuclear	81%
● Other renewables / waste-to-energy	12%
● Hydro power / Wind power	5%
● Other (oil, natural gas, etc.)	2%

Source: French Ministry for Ecology, Sustainable Development, Transport and Housing (October 2010)

THE INVEST IN FRANCE AGENCY

A network of partners

With offices in 27 locations throughout the world, the Invest in France Agency (IFA) can help ensure the success of your investment project in France by offering customized services matching your specific needs – free of charge and confidentially.

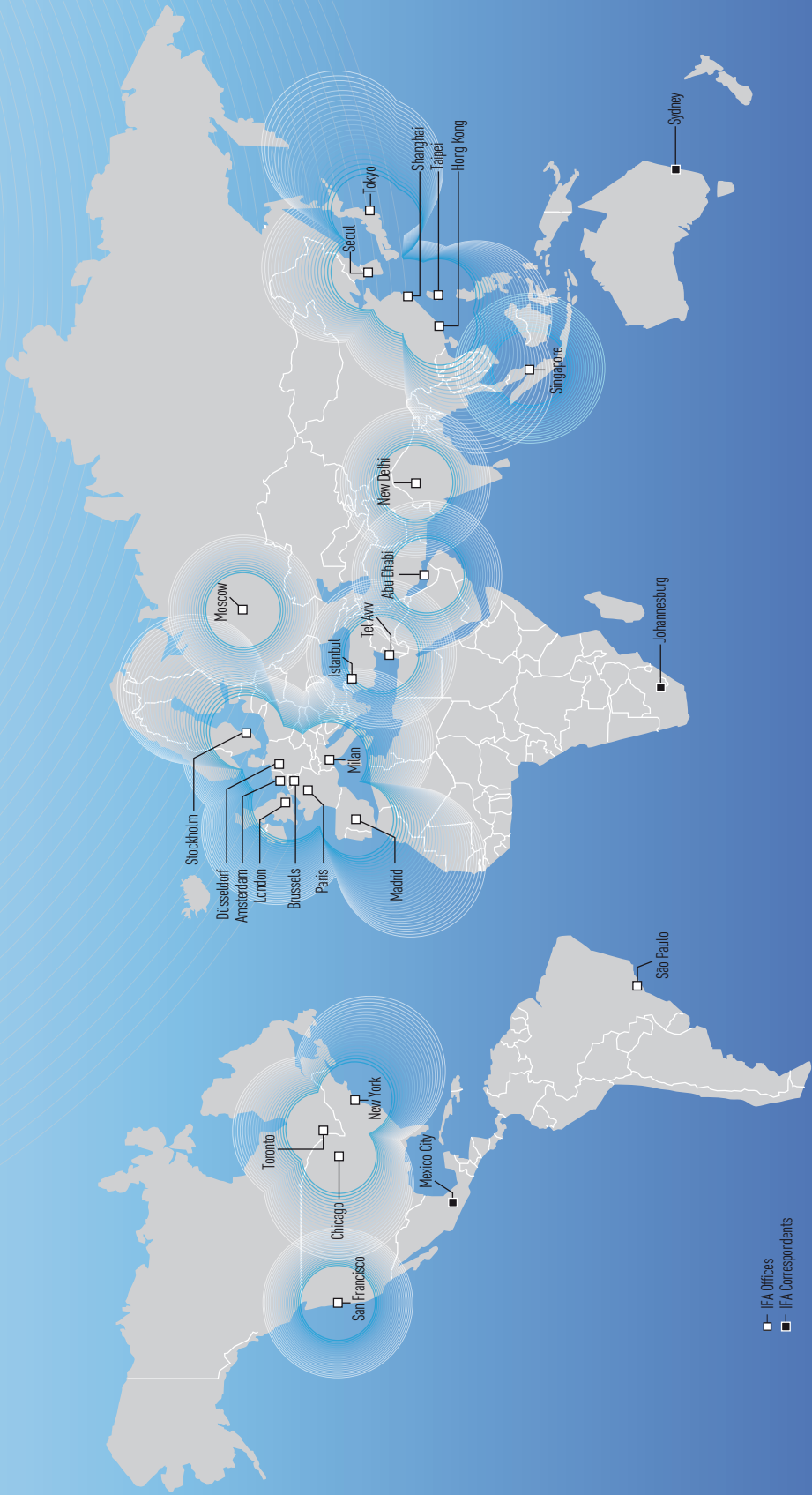
Along with 24 regional development agencies in France, the IFA provides effective support at every stage of your project.

THE IFA IS HERE TO HELP YOU:

- **Choose a site that best matches your project:** our experts can prepare a shortlist of sites and arrange visits with local partners so you can make an informed decision on choosing a location that best suits your business strategy.
- **Answer business queries:** The IFA can help answer queries on tax, labor law, staff expatriation and other legal regulations relevant to your investment. We can also help with staff relocation, including support with administrative formalities.
- **Get in touch with key authorities:** The IFA can introduce you to local authorities, government representatives and elected officials, including the heads of French regions and *départements*.
- **Analyze your entitlement to state aid:** the IFA can identify financial advantages available for your project at regional, national and EU level.
- **Discover innovation cluster opportunities:** we can put you in touch with innovation clusters that are most relevant to your business, so you can explore the best business opportunities available.

**The IFA is
responsible
for promoting
and facilitating
international
investment in
France.**

160 PERSONNEL IN 27 LOCATIONS THROUGHOUT THE WORLD



IFA Offices
 IFA Correspondents

Publication Director: David Appia, Chairman and CEO.
Production and copy: IFA, Information / Expertise departments, January 2011.
English Editor: David Williams
Editorial coordination: Alexandra Chabut

January 2011 – Design & Production **SPHERE PUBLIQUE** agence@spherepublique.com

Printed on environmentally friendly paper

France welcomes talent and investment

The Invest in France Agency (IFA) promotes and facilitates international investment in France. The IFA network operates worldwide. The IFA works in partnership with regional development agencies to offer international investors business opportunities and customized services all over France.

For more information, please visit

www.investinfrance.org



Invest in France Agency
77 boulevard Saint-Jacques
75 680 Paris Cedex 14 France
info@investinfrance.org
www.investinfrance.org
Tel: +33 1 44 87 17 17
Fax: +33 1 40 74 73 27

